

Étude #4 | Decembre 2022

RETOUR VERS L'ENDETTEMENT

Examiner les effets de
l'endettement sur les résultats
de la réintégration

Résumé analytique

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Les désignations employées et la présentation des documents dans cet ouvrage n'impliquent pas l'expression par l'OIM d'une quelconque opinion quant au statut juridique d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou d'une zone, ou de ses autorités, ou concernant ses frontières ou ses limites.

L'OIM croit profondément que la migration humaine et ordonnée est bénéfique pour les migrants et la société. En tant qu'organisation intergouvernementale, l'OIM agit avec ses partenaires de la communauté internationale afin d'aider à résoudre les problèmes opérationnels que pose la migration ; de faire mieux comprendre quels en sont les enjeux ; d'encourager le développement économique et social grâce à la migration ; et de préserver la dignité humaine et le bien-être des migrants.

Cette publication a été possible grâce au soutien financier de l'Union européenne. Les opinions exprimées ici sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement l'opinion de l'Union européenne.

Publié par : Organisation internationale pour les migrations
17, route des Morillons
C. Page 17
1211 Genève 19
Suisse
Tél. : +41 22 717 9111
Fax : +41 22 798 6150
Courriel : hq@iom.int
Site web : www.iom.int

Cette publication a été publiée sans avoir fait l'objet d'une édition officielle par l'OIM. Le présent ouvrage a été publié sans que l'Unité des publications de l'OIM (PUB) ait approuvé sa conformité avec les normes stylistiques et l'identité visuelle de l'Organisation.

Cette publication n'a pas été traduite par le Service de traduction de l'OIM. Elle est une traduction non officielle de l'original en anglais, *Returning to Debt. Examining the Effects of Indebtedness on Reintegration Outcomes. Final report.*

Design: We2 – www.we2.co

Photo de couverture : Migrant de retour au Bangladesh. © OIM 2022 / Beyond Borders Media

Citation requise : Samuel Hall/Universidad de Sussex (2022). *Retour vers l'endettement. Examiner les effets de l'endettement sur les résultats de la réintégration Rapport final.*

©OIM 2024



Certains droits sont réservés. Cet ouvrage est mis à disposition sous la [Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivs 3.0 IGO Licence](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/igo/legalcode) (CC BY-NC-ND 3.0 IGO). *Licence pour l'Union européenne sous conditions..

Pour plus de spécifications, veuillez consulter les [Droits d'auteur et conditions d'utilisation](#).

Cette publication ne doit pas être utilisée, publiée ou redistribuée à des fins principalement destinées ou dirigées vers un avantage commercial ou une compensation monétaire, à l'exception des fins éducatives, par exemple pour être incluse dans des manuels.

Autorisations : les demandes d'utilisation commerciale ou d'autres droits et licences doivent être soumises à publications@iom.int.

* <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/igo/legalcode>

REMERCIEMENTS

Samuel Hall et l'**Université du Sussex** tiennent à exprimer leur plus profonde gratitude aux migrants de retour et membres de leur ménage qui ont donné de leur précieux temps, partagé leurs témoignages difficiles et courageux et transmis leurs connaissances importantes aux fins de la présente étude. Sans leur généreuse participation, ce rapport n'aurait pas été possible. Un grand merci également aux informateurs clés qui ont partagé leurs expériences, leurs connaissances et leurs points de vue.

Les recherches aux fins de la présente étude ont été menées, à **Samuel Hall** par Dr Nassim Majidi, Mackenzie Seaman, Elyssa Majed et Seif Aly et, à l'Université du Sussex, par Dr Rajith Lakshman et Dre Ceri Oepfen, avec l'aide de Rosangela Caleprico. Nous remercions l'équipe de recherche composée de : Hassan Imam Shaon, au Bangladesh ; Daniel Eugène Njakou, au Cameroun ; Dr Joseph Wiltberger, en El Salvador ; Theophilus Kwabena Abutima, au Ghana, et Diler Tahir, en Iraq. Nous remercions également nos examinateurs,

Richard Johnson et la Dre Maryann Bylander, pour leur soutien et leurs précieux conseils.

Le comité technique d'examen de l'**Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)** au siège, composé de Silvan Lange, Aleksandra Lzydorczyk, Joy Paone, Claudette Walls, Phineas Jasi et Mattias Carlson, tient à remercier les bureaux de pays de l'OIM au Bangladesh, au Cameroun, en El Salvador, au Ghana et en Iraq pour leur aide à la préparation et à la mise en œuvre du travail de terrain. L'OIM tient également à remercier Stine Hyldekjaer de la Direction générale des partenariats internationaux de la Commission européenne pour son soutien et sa contribution.

L'Organisation Internationale pour les Migrations, Samuel Hall et l'**Université du Sussex** tiennent également à remercier l'Union européenne pour son impulsion et son financement.



TABLE DES MATIÈRES

Remerciements	iii
Listes des Figures et Tableaux	v
Liste des Acronymes	vi
1. Introduction	1
1.1 Références	1
1.2 Objectifs	3
1.3 Méthodologie	3
2. Lier Migration, Endettement et Réintégration	5
2.1 Définir l'endettement	5
2.2 Placer l'endettement dans le cycle migratoire	6
2.3 Informations existantes sur les dettes des migrants de retour et leur impact sur la réintégration	9
2.4 Facteurs clés influant sur la relation entre l'endettement et la réintégration	11
3. Les Migrants de Retour et Leurs Pratiques en Matière d'Endettement	14
3.1 Profils des migrants de retour	14
3.2 Pratiques d'endettement des migrants de retour	15
3.3 Facteurs de différence clés dans les pratiques d'endettement des migrants de retour	18
3.4 Étendre les pratiques d'endettement à un contexte plus large	21
3.5 Identification des situations de dettes coercitives	22
4. Impact de l'Endettement sur les Résultats de la Réintégration Individuelle	25
4.1 Aperçu de la relation entre l'endettement et la réintégration	25
4.2 Réintégration économique	28
4.3 Réintégration sociale	32
4.4 Réintégration psychosociale	34
5. Impact de l'Endettement sur les Ménages et les Communautés	37
5.1 Endettement des ménages lié à la migration	37
5.2 Implications au niveau communautaire	40
5.3 Le rôle des structures communautaires	44
5.4 Soutien à la réintégration et endettement	45
6. Conclusions	46
7. Recommandations	51
Références	56
Annexe 1 – Glossaire	60
Annexe 2 – Note méthodologique détaillée	65
Annexe 3 – Indice de réintégration simplifié	69

LISTES DES FIGURES ET TABLEAUX

FIGURES

Figure 1. Facteurs de risque d'endettement problématique après le retour	12
Figure 2. Sources de l'encours de la dette par pays, sélection multiple	16
Figure 3. Modèle W d'un migrant de retour du Ghana, dettes de type 2 et de type 3	17
Figure 4. Modalités et conditions de la dette selon le genre	19
Figure 5. Coercition de la dette selon le genre	23
Figure 6. Coercition de la dette par pays	24
Figure 7. Indice de réintégration simplifié par pays et état d'endettement	26
Figure 8. Corrélation entre les indices de réintégration et de coercition pour dettes	27
Figure 9. Indicateurs économiques par pays et état d'endettement	32
Figure 10. Indicateurs sociaux par pays et état d'endettement	33
Figure 11. Corrélation entre réintégration économique et réintégration sociale	34
Figure 12. Indicateurs psychosociaux par pays et état d'endettement	36
Figure 13. Suivre l'argent (Ghana)	42
Figure 14. Aperçu des pays	49

TABLEAUX

Tableau 1. Objectifs et questions de recherche	3
Tableau 2. Répondants et participants à la recherche par lieux de travail sur le terrain	4
Tableau 3. Typologie des dettes des migrants de retour, liées au cycle migratoire	8
Tableau 4. Utilisation de différentes sources d'endettement par les répondants à l'enquête de la base de données Global Findex âgés de 15 ans et plus en 2017	11
Tableau 5. Répondants par pays et sexe et état d'endettement	15
Tableau 6. Échantillon par pays et outil	65
Tableau 7. Données de l'enquête selon le genre et l'état d'endettement	67
Tableau 8. Participants à l'étude de cas selon le genre et le pays	68
Tableau 9. Indicateurs de l'indice de réintégration	69

LISTE DES ACRONYMES

DMP Plan de gestion de l'endettement

EIC Entretien avec un informateur clé

IMF Institution de microfinance

OIM Organisation Internationale pour les Migrations

ONG Organisation non gouvernementale

RSS Enquête sur la durabilité de la réintégration



1. INTRODUCTION

La présente étude à méthodes mixtes, collaboration entre l'OIM, Samuel Hall et l'Université du Sussex, s'appuie sur des recherches antérieures sur l'endettement et la réintégration en analysant les expériences des migrants de retour et de leur ménage en matière d'endettement dans cinq pays (**Bangladesh, Cameroun, El Salvador, Ghana et Iraq**).

L'endettement joue un rôle important à toutes les étapes du cycle migratoire. Cependant, bien qu'il existe des preuves de la situation financière des migrants dans les pays d'accueil,¹ la situation financière des migrants de retour et leurs expériences en matière d'endettement sont beaucoup moins d'explorées. Des études récentes sur la réintégration ont brièvement abordé le sujet de l'endettement, mentionnant ainsi que l'endettement des migrants de retour présentait un obstacle important à leur réintégration, et les pratiques liées à la dette ont été incluses dans les efforts visant à mesurer et à suivre la réintégration.² En réponse à l'intérêt croissant pour la corrélation entre l'endettement et la migration, l'OIM a également mené deux études régionales qui ont systématiquement examiné les liens entre la migration et l'endettement (en Asie du Sud-Est) et les expériences des migrants de retour en matière d'endettement (en Afrique de l'Ouest et du centre). Ces études ont révélé que l'endettement avait souvent un impact négatif sur les expériences de réintégration des migrants de retour.³

Le présent rapport élargit cette base de données émergente aux **raisons et à l'impact de l'endettement sur les expériences de réintégration des migrants de retour, et celles de leur ménage**. Il explore également la manière dont les migrants de retour et leur ménage font face à l'endettement. Il contextualise ces expériences par rapport aux parcours migratoires plus larges des migrants de retour, à leurs expériences en matière d'endettement et à celles de leur ménage, au fil du temps, et au contexte culturel spécifique dans lequel les migrants de retour et leur ménage vivent et tentent de surmonter leur endettement.

1.1 RÉFÉRENCES

L'endettement a un impact sur tous les aspects du cycle et de l'expérience de la migration. L'endettement peut déterminer les situations de vulnérabilité, accroître les risques en matière de protection et jouer un rôle essentiel dans le lien entre migration et développement en raison de sa corrélation avec les envois de fonds.⁴ Les migrants ont également signalé que le remboursement de leurs dettes avait contribué à leur décision de migrer,⁵ avait été source d'anxiété et de dépression,⁶ les avait conduits à accepter des conditions de travail basées sur l'exploitation⁷ et avait accentué leurs difficultés à quitter un emploi qui relevait de l'exploitation.⁸ Les migrants de retour avec de nouvelles dettes, ou qui n'ont pas été en mesure de rembourser d'anciennes dettes, peuvent

- 1 Pamela Eunice Ahairwe et Amanda Bisong « Supporting Financial Inclusion of Migrants: Actors, Approaches and Avenues to Overcome Challenges » (Centre européen de gestion des politiques de développement (ECPDM), mars 2022) ; Kavita Datta, *Migrants and Their Money: Surviving Financial Exclusion* (Bristol, Angleterre : Policy Press, 2012).
- 2 Voir Samuel Hall et l'OIM, « Setting Standards for an Integrated Approach to Reintegration: Summary Report (MEASURE Project) » (Genève : OIM, 2017).
- 3 Maryann Bylander, « Debt and the Migration Experience: Insights from South-East Asia » (OIM, 2019) ; Bureau régional de l'OIM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, « Étude sous-régionale sur l'endettement des migrants assistés au retour et l'impact sur la réintégration durable au sein des pays origine », 2020.
- 4 Alemu Eshetu Fentaw, « Ethiopian Returnee Women from Arab Countries: Challenges of Successful Reintegration », *African and Black Diaspora : An International Journal* 11, no. 1 (2018) : 33-50 ; Khalid Koser, « Why Migrant Smuggling Pays », *International Migration* 46, no. 2 (2008) : 3-26.
- 5 Maryann Bylander « Borrowing Across Borders: Migration and Microcredit in Rural Cambodia », *Development and Change* 45, no. 2 (2014) : 284-307 ; Jan Ovesen et Ing-Britt Trankell « Symbiosis of Microcredit and Private Moneylending in Cambodia », *The Asia Pacific Journal of Anthropology* 15, no. 2 (2014) : 178-96.
- 6 Sarah R. Meyer et al., « Labor Migration and Mental Health in Cambodia: A Qualitative Study », *The Journal of Nervous and Mental Disease* 202, no. 3 (2014) : 200-208.
- 7 Sallie Yea, « The Art of Not Being Caught: Temporal Strategies for Disciplining Unfree Labour in Singapore's Contract Migration », *Géoforum* 78 (2017) : 179-88.
- 8 Andrew M. Gardner, « Engulfed: Indian Guest Workers, Bahraini Citizens, and the Structural Violence of the Kafala System », in *The Deportation Regime: Sovereignty, Space, and the Freedom of Movement*, ed. Nicholas De Genova et Nathalie Peutz (Durham, Caroline du Nord : Duke University Press, 2010), 196-223 ; Yea, « The art of not being caught », 179-188.

être stigmatisés comme des migrants de retour « en déroute ».⁹

L'endettement revêt des formes diverses. il peut être formel (par exemple, un prêt obtenu auprès d'une banque), semi-formel (par exemple, un prêt obtenu auprès d'un magasin) ou informel (par exemple, un prêt obtenu auprès d'amis ou de parents)¹⁰ et, en effet, même ces catégories devraient plutôt être considérées comme un spectre de formalité relative, plutôt que comme des catégories distinctes. Les dettes peuvent également être non monétaires : un enfant peut se sentir « redevable » envers ses parents pour des raisons non pécuniaires.¹¹ Les dettes sont souvent assorties de modalités et conditions, telles que les taux d'intérêt, l'exigence de garanties et des dates de remboursement définies ou flexibles.

L'endettement n'est pas intrinsèquement négatif.

En effet, l'accès au crédit est un marqueur clé de l'inclusion financière, et la possibilité d'emprunter est considérée comme un indicateur positif de la réintégration économique.¹² S'endetter peut être un outil d'investissement positif à l'avenir, ainsi qu'un moyen de faire face aux enjeux actuels. Néanmoins, l'endettement peut être négatif. Par exemple, lorsque les dettes sont trop élevées, qu'elles sont assorties de conditions prédatrices ou que l'emprunteur n'est pas en mesure de les rembourser, l'endettement peut non

seulement avoir un impact négatif sur le bien-être de l'emprunteur, mais également sur celui de son ménage.

L'actuelle base de données factuelles limitée sur la dette et la réintégration nécessite davantage de nuances et de profondeur. L'impact du genre sur les expériences des migrants de retour endettés et la manière dont ceux-ci réagissent aux enjeux de la réintégration qui en découlent restent inexplorés. En outre, l'impact des dettes des migrants de retour et de celles accumulées par les membres de leur famille sur les ménages et les communautés est relativement inconnu. Enfin, la résilience des migrants de retour et de leur ménage face à l'endettement est largement absente de la littérature sur le retour et la réintégration.

Le rapport poursuit en décrivant les objectifs et la méthodologie de la recherche. Il détaille ensuite les principaux concepts et la littérature permettant d'encadrer la discussion sur l'endettement et la réintégration (chapitre 2) et présente des résultats empiriques sur les pratiques et expériences des migrants de retour en matière d'endettement (chapitre 3), l'impact de l'endettement sur la réintégration (chapitre 4) et l'impact de l'endettement sur les ménages et les communautés dans un contexte de retour et de réintégration (chapitre 5). Il se termine par des conclusions (chapitre 6) et des recommandations clés découlant des données (chapitre 7).

Selon la définition de la réintégration durable de l'OIM, « on peut considérer que la réintégration est durable lorsque les personnes de retour ont atteint un niveau d'autosuffisance économique, de stabilité sociale dans leur communauté et de bien-être psychosocial qui leur permet de faire face aux facteurs de (ré)émigration. Une réintégration durable permet aux migrants de retour de prendre de futures décisions en matière de migration par choix et non par nécessité. »

OIM, Towards an Integrated Approach to Reintegration in the Context of Return (2017), page 3.

- 9 Liza Schuster et Nassim Majidi « What Happens Post-Deportation? The Experience of Deported Afghans », *Migration Studies* 1, no. 2 (1er juillet 2013) : 221-40 ; Liza Schuster et Nassim Majidi, « Deportation Stigma and Re-Migration », *Journal of Ethnic and Migration Studies* 41, no. 4 (21 mars 2015) : 635-52.
- 10 Diego Anzoategui, Asli Demirgüç-Kunt et María Soledad Martínez Pería, « Remittances and Financial Inclusion: Evidence from El Salvador », *World Development* 54 (1er février 2014) : 338-49 ; Giuseppe Bertola et Stefan Hochguertel « Household Debt and Credit: Economic Issues and Data Problems », *Economic Notes* 36, no. 2 (2007) : 115-46.
- 11 Lauren Heidbrink et Michele Statz « Parents of Global Youth: Contesting Debt and Belonging », *Children's Geographies* 15, no. 5 (3 septembre 2017) : 545-57.
- 12 L'enquête sur la durabilité de la réintégration utilisée par l'OIM a étudié l'endettement pour déterminer les scores ou résultats globaux de réintégration après le retour. Elle aborde cela sous trois angles : la disponibilité perçue du crédit, le fait que le répondant emprunte de l'argent et le ratio dette / dépenses.

1.2 OBJECTIFS

Pour mieux comprendre l'impact multidimensionnel de l'endettement sur la réintégration durable, l'étude analyse l'influence de l'endettement aux niveaux individuel, familial et communautaire, et selon les trois dimensions de la définition de la réintégration de l'OIM, à savoir économique, sociale et psychosociale. L'étude intègre les diverses identités des migrants de retour

et la diversité des dettes dans cet examen. En plus de renforcer la base de données existante, la recherche visait à aller au-delà des situations de vulnérabilité pour comprendre la résilience des hommes, des femmes, des enfants et des communautés touchés par l'endettement. Pour atteindre ces objectifs, les questions de recherche suivantes ont été formulées :

Tableau 1. Objectifs et questions de recherche

OBJECTIFS	QUESTIONS
Comprendre l'impact de l'endettement sur la réintégration durable	1. Quelle est l'influence de l'endettement sur les différentes dimensions de la réintégration (économique / sociale et / psychosociale) ?
Identifier les liens entre l'endettement et la vulnérabilité des migrants de retour	2. Comment les migrants de retour et leur ménage gèrent-ils l'endettement et comment ces expériences et décisions sont-elles liées à la vulnérabilité et à la résilience ?
Mettre en évidence les bonnes pratiques qui permettent de lutter contre l'endettement des migrants de retour et formuler des recommandations	3. Quels sont les produits et/ou services financiers disponibles pour les migrants de retour ? Sont-ils adaptés aux leurs besoins ? 4. Comment le volet offre de la dette considère-t-il et répond-il aux besoins financiers des migrants de retour ? Quelles sont les lacunes potentielles dans les services et les points de vulnérabilité ?

1.3 MÉTHODOLOGIE

Des travaux de terrain qualitatifs et quantitatifs ont été menés dans cinq pays (Bangladesh, Cameroun, El Salvador, Ghana et Iraq) entre mai et juillet 2022.

- 1. Enquête quantitative.** Dans chaque pays, les migrants de retour ont répondu à une enquête téléphonique qui couvrait le profil du migrant, son parcours migratoire, son état d'endettement et ses expériences de réintégration. Les répondants à l'enquête ont été délibérément échantillonnés à des fins de contrôle du genre.¹³ Un échantillonnage boule de neige supplémentaire a également été utilisé dans tous les pays, à l'exception de l'El Salvador, pour s'assurer d'atteindre la taille de l'échantillon pour l'enquête.
- 2. Études de cas qualitatives utilisant un modèle W.** Dans chaque pays, l'équipe de recherche a mené

quatre à six études de cas en personne auprès des couples d'un ménage. Les couples d'un ménage se composaient d'un répondant à l'enquête et d'un codécideur adulte de sexe différent au sein du ménage qui pouvait ou non être également un migrant de retour. Les participants à l'étude de cas ont été délibérément sélectionnés parmi les répondants au sondage qui ont déclaré : 1) être endettés (c'est-à-dire qu'ils avaient emprunté de l'argent et estimaient qu'ils devaient encore rembourser cet emprunt) ; et 2) qu'un codécideur adulte de leur ménage de sexe différent était désireux de participer à l'étude de cas. Le modèle W est un outil flexible visant à explorer les expériences des migrants de retour endettés et des membres de leur ménage, de la pré-migration à la période post-retour, permettant ainsi de discuter des hauts et des bas relatifs des expériences d'endettement des participants.

¹³ De plus amples informations sur les données relatives au genre et au sexe figurent à l'annexe 2.

3. Entretiens avec des informateurs clés. Les EIC ont examiné l'influence des dettes sur la réintégration durable, les liens entre l'endettement et la vulnérabilité des migrants de retour et les bonnes pratiques qui permettent de lutter contre leur endettement. Les EIC couvraient un large éventail d'acteurs, notamment les ONG, les prestataires de services financiers formels et informels, le gouvernement et d'autres experts clés, y compris des universitaires. Des **EIC programmatiques** ont également été menés pour identifier les bonnes pratiques clés. Deux études de cas programmatiques ont été identifiées pour leurs travaux sur l'endettement des migrants de retour.

Limites

Dans les données, il existait deux limites importantes. Premièrement, dans l'étude, 62 % des migrants de

retour déclaraient avoir reçu une forme quelconque de soutien de l'OIM ou d'une autre agence. Ainsi, l'étude des migrants de retour sondés et interrogés était biaisée en faveur de ceux qui avaient reçu un soutien. Les données reflètent peut-être une image relativement meilleure que celle de la population générale des migrants de retour endettés. Deuxièmement, les migrants de retour interrogés avaient tous migré – 45 % d'entre eux ayant contracté un prêt à ces fins. Le fait qu'ils aient pu migrer indique qu'ils disposaient des atouts et ressources nécessaires pour faciliter un tel voyage, ce qui peut manquer aux populations non migrantes. Par conséquent, les expériences d'endettement présentées dans le présent rapport sont spécifiques aux migrants de retour.

Des informations plus détaillées sur la méthodologie sont disponibles à l'Annexe 2.

Tableau 2. Répondants et participants à la recherche par lieux de travail sur le terrain

PAYS	BANGLADESH	CAMEROUN	EL SALVADOR	GHANA	IRAQ	TOTAL
Enquête	104	131	100	105	105	545
Étude de cas	10	12	8 ¹⁴	12	10	52
EIC	6	5	6	5	6	28
Total	120	148	114	122	121	625
EIC non spécifiques à un pays ¹⁵						12
Total de l'échantillon de recherche						637

14 Compte tenu de la situation sécuritaire au Salvador, l'équipe de recherche a réduit d'un ménage la taille de l'échantillon de l'étude de cas qualitative dans ce pays.

15 Cela inclut les deux EIC programmatiques précédemment décrits et 10 EIC de cadrage supplémentaires menées au cours des phases initiales de la conception de la recherche.

2. LIER MIGRATION, ENDETTEMENT ET RÉINTÉGRATION

Le présent chapitre examine le lien entre migration, endettement et réintégration. Tout d'abord, il explique comment l'étude comprend et opérationnalise le terme « endettement ». Il décrit ensuite l'importance relative de l'endettement aux différents stades de la migration. En utilisant les preuves existantes sur la relation entre les dettes et la réintégration, le chapitre soutient également que l'endettement n'est pas intrinsèquement « bon » ou « mauvais », mais qu'il existe certains facteurs de risque qui en font un obstacle à la réintégration. Ce sont précisément ces dettes qui seront à leur tour un obstacle à la réintégration.

2.1 DÉFINIR L'ENDETTEMENT

La nature d'une dette peut varier. En termes économiques, une dette est définie comme une somme d'argent due par une entité à une autre dont le remboursement met fin à la transaction.¹⁶ Une transaction formalisée peut comprendre des conditions de remboursement, des taux d'intérêt et l'option d'une garantie accordée. Cependant, dans le contexte géographique de la présente étude, l'inclusion financière formelle est, dans de nombreux cas, limitée. L'étude exigeait une compréhension et un examen plus approfondis de l'endettement.

Cette approche plus holistique impliquait de comprendre que les sources de l'endettement des migrants étaient souvent variées et non formalisées. En effet, dans le contexte des économies en développement, les sources informelles constituent la

plus grande catégorie d'endettement des ménages,¹⁷ bien qu'elles ne soient pas saisies dans les données financières administratives au niveau national et mondial.¹⁸ Fait important, ces dettes peuvent avoir des termes moins clairs, engendrant ainsi des opportunités uniques d'exploitation ou, à l'inverse, de négociation.¹⁹ En ce qui concerne la migration, un intermédiaire des migrations, un courtier en migration ou un passeur peut être une source de prêt informelle clé (par exemple, pour faciliter l'obtention d'un visa ou le franchissement irrégulier d'une frontière). Les conditions de ces prêts varient selon le contexte en termes de formalité ou d'informalité relative.

L'endettement peut également s'étendre au-delà des emprunts monétaires. Par exemple, les femmes migrantes de retour peuvent avoir compté sur les membres de leur famille dans leur communauté d'origine pour s'occuper de leurs enfants pendant leur séjour à l'étranger.²⁰ Dans une autre étude, des migrants camerounais ont exprimé des sentiments d'endettement moral envers leurs parents.²¹ De telles dettes sociales, ou les investissements familiaux d'argent ou de temps qui impliquent des obligations morales, peuvent représenter un obstacle à la réintégration tout comme les dettes financières.

16 Nigar Hashimzade, Gareth Myles et John Black, eds., *A Dictionary of Economics*, 5e éd. (Oxford : Oxford University Press, 2017).

17 Asli Demirgüç-Kunt et al., « Base de données Global Findex 2017: Measuring Financial Inclusion and the Fintech Revolution » (Washington DC : Banque mondiale, 2018).

18 Giuseppe Bertola et Stefan Hochguertel « Household Debt and Credit: Economic Issues and Data Problems », *Economic Notes* 36, no. 2 (2007) : 115–46.

19 Grace Carswell, Geert De Neve et Subramanian Ponnarasu, « Good Debts, Bad Debts: Microcredit and Managing Debt in Rural South India », *Journal of Agrarian Change* 21, no. 1 (2021) : 122–42 ; Isabelle Guérin et G. Venkatasubramanian, « The Socio-Economy of Debt. Revisiting Debt Bondage in Times of Financialization », *Géoforum*, 21 juin 2020 ; W. Nathan Green, « Financing Agrarian Change: Geographies of Credit and Debt in the Global South », *Progress in Human Geography* 46, no. 3 (1er juin 2022) : 849–69 ; W. Nathan Green and Jennifer Estes, « Precarious Debt: Microfinance Subjects and Intergenerational Dependency in Cambodia », *Antipode* 51, no. 1 (2019) : 129–47.

20 Raquel Martínez-Buján, « Here or There? Gendered Return Migration to Bolivia from Spain during Economic Crisis and Fluctuating Migration Policies », *Journal of Ethnic and Migration Studies* 45, no. 16 (10 décembre 2019) : 3105–22. EIC9, CO, Cameroun.

21 Christina Atekmangoh, *Les Mbengis, Migration, Gender, and Family: The Moral Economy of Transnational Cameroonian Migrants' Remittances* (African Books Collective, 2017).

À la lumière de ces réalités, la définition suivante de l'endettement est utilisée dans la présente étude :

Le terme « endettement » désigne tout ce qui constitue un emprunt – qu'il s'agisse d'argent, de services ou de biens – impliquant l'attente d'une, de certaines ou de toutes les parties à la dette que l'argent, le service ou le bien soit remboursé en nature ou en numéraire.

Dans la présente étude, les répondants ont discuté à la fois des dettes actuelles, telles que définies ci-dessus, et des dettes antérieures qu'ils avaient déjà remboursées ou qu'ils n'étaient plus tenus de rembourser. Par conséquent, l'étude utilise également le terme « **endettés** » pour désigner le fait d'avoir actuellement des emprunts en cours qui, selon les migrants de retour, doivent encore être remboursés.

Bien que l'étude examine à la fois les dettes monétaires et non monétaires, la plupart des répondants se sont concentrés sur les dettes monétaires lorsqu'ils ont été invités à réfléchir sur leur définition de l'endettement. C'est la raison pour laquelle la plupart des résultats de l'étude concernent les dettes monétaires. Comme l'a dit un migrant de retour au Ghana, « Ce que je sais, c'est qu'on ne peut avoir que des dettes d'argent. Percevoir quelque chose d'une personne, c'est aussi une dette, mais tout se résume à l'argent. »

2.2 PLACER L'ENDETTEMENT DANS LE CYCLE MIGRATOIRE

Les économistes voient deux objectifs généraux pour lesquels les ménages ont recours à l'endettement.

Premièrement, la dette est utilisée pour maintenir les dépenses de consommation pendant les périodes de vaches maigres. Deuxièmement, l'endettement sert à financer les investissements des ménages. Ceux-ci peuvent inclure des investissements dans le capital physique, comme le logement, la terre et le bétail, ou des investissements dans le capital humain, comme l'éducation et la santé²² – ou, dans le cadre de la présente étude, l'investissement dans la migration.

La migration financée par l'endettement peut être un choix rationnel pour investir dans le capital humain

étant donné que la migration peut avoir un impact positif sur le potentiel de revenus et motiver les décisions de migration.^{23,24} La migration est de loin l'opportunité d'investissement la plus rentable pour les ménages pauvres du monde entier.²⁵ Les personnes qui passent d'un pays à faible revenu à un pays à revenu élevé peuvent voir leurs revenus augmenter de plus de 100 %.²⁶ De cette manière, les investissements financiers dans la migration représentent un investissement potentiellement positif, même si le ménage doit contracter une dette initiale (ou supplémentaire) pour financer la migration. Peut-être en raison de ce potentiel, l'endettement pour permettre la migration a été un domaine d'intérêt croissant dans les études sur la migration.²⁷

Cependant, l'endettement peut également avoir des effets négatifs sur le cycle migratoire.

L'endettement peut entraîner de moins bons résultats psychosociaux²⁸ et accroître les situations de vulnérabilité des migrants,

- 22 Anna Zabai, « Household Debt: Recent Developments and Challenges », SSRN Scholarly Paper (Rochester, NY : Social Science Research Network, 3 décembre 2017).
- 23 Larry A. Sjaastad, « The Costs and Returns of Human Migration », *Journal of Political Economy* 70, no. 5 (1962) : 80–93.
- 24 Jan Ovesen et Ing-Britt Trankell, « Symbiosis of Microcredit and Private Moneylending in Cambodia », *The Asia Pacific Journal of Anthropology* 15, no. 2 (15 mars 2014) : 178–96 ; Bylander, « Borrowing Across Borders », 284–307.
- 25 Michael A. Clemens et Timothy N. Ogden, « Migration and Household Finances: How a Different Framing Can Improve Thinking about Migration », *Development Policy Review* 38, no. 1 (2020) : 3–27.
- 26 Michael A. Clemens, Claudio E. Montenegro et Lant Pritchett, « The Place Premium: Bounding the Price Equivalent of Migration Barriers », *The Review of Economics and Statistics* 101, no. 2 (2019) : 201–13.
- 27 Kamala Marius-Gnanou, « Debt bondage, seasonal migration and alternative issues : lessons from Tamil Nadu (India) », *Autrepart* 46, no. 2 (2008) : 127–42 ; Julia O'Connell Davidson, « Troubling Freedom: Migration, Debt, and Modern Slavery », *Migration Studies* 1, no. 2 (1er juillet 2013) : 176–95 ; Philippa Smales, « The New Slave in the Kitchen: Debt Bondage and Women Migrant Domestic Workers in Asia », *Chiang Mai : Asia Pacific Forum on Women, Law and Development (APWLD)*, (2011).
- 28 Sarah R. Meyer et al., « Labor Migration and Mental Health in Cambodia: A Qualitative Study », *The Journal of Nervous and Mental Disease* 202, no. 3 (mars 2014) : 200–208.



notamment le risque d'accepter un emploi qui relève de l'exploitation.²⁹ Étant établi qu'il permet aux migrants de réaliser leurs aspirations migratoires, mais les expose également à des risques tels que l'esclavage moderne et la servitude pour dettes,³⁰ l'endettement peut représenter un investissement risqué dans le capital humain.

Bien que les recherches existantes reconnaissent que bon nombre de ces expériences financières de la migration se déroulent dans un réseau de relations transnationales, peu de travaux ont été réalisés sur la vie financière des migrants de retour ou sur leurs expériences en matière d'endettement. Des études récentes sur la réintégration ont brièvement abordé le sujet de l'endettement, par exemple, en soulignant qu'il était un obstacle à la réintégration.³¹ Récemment, l'OIM a mené deux études régionales en Asie du Sud-Est³² et en Afrique de l'Ouest et du Centre³³ qui se sont intéressées aux expériences d'endettement des migrants de retour. Ces études ont révélé l'impact souvent négatif de l'endettement sur la réintégration des migrants de retour et de leur ménage, tout en démontrant la nécessité de recherches supplémentaires.

L'étude de l'OIM sur l'endettement des migrants de retour en Afrique de l'Ouest et du centre comprend une typologie pertinente, catégorisant ce que les auteurs qualifient d'étapes clés de l'endettement en fonction du lieu, du moment et de la raison pour laquelle ces dettes ont été contractées par les migrants de retour (voir Tableau 3).

Bien qu'il s'agisse d'une simplification de la migration divisée en « étapes » distinctes et clairement définies, la typologie permet d'engager une réflexion pertinente sur l'endettement en lien avec la migration et, plus particulièrement, de séparer les dettes directement rattachées à la migration (type 2), de celles qui pourraient lui être indirectement liées (type 1 et 3). La présente étude a révélé que les dettes de type 2 englobaient un si large éventail de situations, d'expériences et de types d'endettement que les recherches futures devraient idéalement permettre de désagréger davantage le type 2 (par exemple, avant la migration, mais aux fins de son financement, pendant le transit, et dans le pays d'accueil).

Tableau 3. Typologie des dettes des migrants de retour, liées au cycle migratoire³⁴

TYPE 1	TYPE 2	TYPE 3
Dettes contractées avant et non liées à la migration	Dettes contractées pour financer la migration, pendant la migration ou pour payer le retour	Dettes contractées après le retour dans le pays d'origine

29 Gardiner, « Structural Violence of the Kafala System », 196–223 et Sallie Yea, « Prefiguring Stigma in Post-Trafficking Lives: Relational Geographies of Return and Reintegration », *Area* 52, no. 3 (septembre 2020) : 558–65 ; Yea, « The Art of Not Being Caught », 179–88.

30 Davidson, « Troubling Freedom » ; Priya Deshingkar, « Cultural Capital and Constrained Agency in Debt-Migration for Construction Work in India », *Cultural Studies* 0, no. 0 (8 mars 2022) : 1–21.

31 Vasileia Digidiki et Jacqueline Bhabha, « Returning Home?: The Reintegration Challenges Facing Child and Youth Returnees from Libya to Nigeria » (UN Migration Agency, 2019) ; Nassim Majidi, « Assuming Reintegration, Experiencing Dislocation – Returns from Europe to Afghanistan », *International Migration* 59, no. 2 (2020) : 186–201 ; Samuel Hall et l'Université du Sussex, « Mentoring Returnees: Study on Reintegration Outcomes Through a Comparative Lens », [commandé par l'OIM Genève et financé par le FCDO] (Genève : OIM, 2020) ; Catherine Gladwell et al., « After Return: Documenting the Experiences of Young People Forcibly Removed to Afghanistan » (Londres : Refugee Support Network, 2016).

32 Bylander, « Debt and the Migration Experience »

33 Bureau Régional de l'OIM pour l'Afrique de l'Ouest et du centre, « Étude sous-régionale sur l'endettement des migrants assistés au retour et l'impact sur la réintégration durable au sein des pays origine », 2020.

34 Bureau régional de l'OIM pour l'Afrique de l'Ouest et du centre, 10.

2.3 INFORMATIONS EXISTANTES SUR LES DETTES DES MIGRANTS DE RETOUR ET LEUR IMPACT SUR LA RÉINTÉGRATION

Considérées dans leur ensemble, la littérature existante et les sources de données secondaires suggèrent que l'endettement peut avoir des effets négatifs sur les expériences de réintégration des migrants de retour, qu'il s'agit d'une pratique courante et que la plupart des prêts proviennent de sources informelles.

Les impacts de l'endettement se poursuivent au fil du temps, influençant ainsi les expériences des migrants à la fois en transit et dans les pays de destination, ainsi qu'après leur retour. Cependant, les dettes contractées aux fins du retour et après celui-ci (type 3) ne sont pas les seules à affecter la réintégration. Les dettes de type 1 et 2 peuvent parfois demeurer impayées après le retour ou, même lorsqu'elles ont été remboursées, les sommes d'argent dépensées à ces fins peuvent avoir mobilisé des ressources qui auraient pu, par ailleurs, être consacrées aux préparatifs de la réintégration. Par exemple, des études qui ont examiné le lien entre les envois de fonds et l'endettement, ont révélé que les premiers servaient souvent, dans un premier temps, à rembourser la dette dans le pays d'origine.³⁵ Une étude des coûts du trafic de personnes de l'Afghanistan vers l'Europe,³⁶ menée sur un échantillon restreint, a révélé qu'il fallait en moyenne deux ans d'envois de fonds pour rembourser les coûts des passeurs. Si les envois de fonds sont consacrés au remboursement des coûts liés à la migration ou à d'autres dettes, ils ne peuvent pas être investis dans des biens ou activités plus productifs par les bénéficiaires. Par conséquent, les familles des migrants de retour n'ont pas nécessairement bénéficié pleinement des avantages économiques de la migration du membre de leur ménage, et les migrants de retour n'ont peut-être pas été en mesure de préparer leur

réintégration en envoyant de l'argent pour construire une maison, de démarrer une entreprise ou d'investir d'une autre manière en maintenant des liens dans leur pays d'origine (activités associées à une réintégration plus réussie et durable).³⁷

Les études précédentes de l'OIM sur l'endettement et la migration de retour révèlent que les dettes peuvent générer des enjeux économiques plus importants que chez les migrants de retour non endettés, telles que le manque d'épargne, les difficultés à trouver un emploi et l'accès au crédit.³⁸ Dans le même ordre d'idées, les migrants de retour endettés présentés dans ces études semblaient plus touchés par l'exclusion financière que les migrants de retour non endettés et avaient davantage tendance à exprimer leur insatisfaction à l'égard de leur vie économique et des dimensions économiques de la réintégration.

En termes de réintégration psychosociale et sociale, les migrants ont du mal à se réadapter à leurs communautés de retour.³⁹ L'endettement peut ainsi exacerber les obstacles rencontrés par les migrants de retour en termes d'accès aux services. Les migrants de retour d'Afrique de l'Ouest et du centre considéraient que l'endettement avait un impact négatif sur leur vie personnelle (psychologique et sociale).⁴⁰

La preuve que l'endettement est un obstacle à la réintégration est plus claire dans la dimension psychosociale, en particulier lorsque la migration d'un migrant de retour avait été considérée comme investissement du ménage ou de la communauté.⁴¹ Par exemple, en Asie du Sud-Est, les migrants de retour endettés étaient plus susceptibles de déclarer se sentir coupés de leur communauté et de leur famille, faire l'objet de commérages ou de stigmatisation, subir du harcèlement ou des abus au sein du foyer, consommer de la drogue et/ou de l'alcool et être en cours de divorce ou de séparation.⁴² En Afrique de l'Ouest et

35 Alemu Eshetu Fentaw, « Ethiopian Returnee Women from Arab Countries: Challenges of Successful Reintegration », *African and Black Diaspora: An International Journal* 11, no. 1 (2018) : 33–50.

36 Khalid Koser, « Why Migrant Smuggling Pays », *International Migration* 46, no. 2 (2008) : 3–26.

37 Jean-Pierre Cassarino, « Theorising Return Migration: The Conceptual Approach to Return Migrants Revisited », *International Journal on Multicultural Societies* 6, no. 2 (2004) : 253–79.

38 Bylander, « Debt and the Migration Experience ». OIM Afrique de l'Ouest et du centre, « Dette des migrants »

39 Ceri Oeppen et Nassim Majidi, « Can Afghans Reintegrate after Assisted Returns from Europe? », *PRIO Policy Brief* (Oslo : PRIO, 2015).

40 OIM Afrique de l'Ouest et du centre, « Dette des migrants ».

41 Digidiki et Bhabha, « Returning Home? » ; OIM Afrique de l'Ouest et du centre, « Dette des migrants » ; Liza Schuster et Nassim Majidi, « Deportation Stigma and Re-Migration », *Journal of Ethnic and Migration Studies* 41, no. 4 (21 mars 2015) : 635–52.

42 Bylander, « Debt and the Migration Experience ».

du centre, où le prêt familial au migrant est une forme d'engagement à améliorer la vie des proches, le défaut de remboursement est perçu comme honteux car ne respectant pas cet engagement social,⁴³ ce qu'une autre étude a corroboré.⁴⁴

De plus, les effets des dettes sur une dimension de la réintégration peuvent produire des effets sur une autre. Par exemple, en plus d'affecter la réintégration économique, l'incapacité à remettre de l'argent, ou la nécessité d'utiliser les envois de fonds pour rembourser les dettes, peut constituer un obstacle à la réintégration psychosociale en provoquant la stigmatisation sociale et le ressentiment. Une étude sur les migrants de retour en République de Moldavie, qui avaient également été victimes de la traite, a révélé que leur incapacité à remettre de l'argent avait provoqué un fort ressentiment, mettant ainsi à rude épreuve les finances du ménage.⁴⁵ L'attente selon laquelle les migrants de retour contribuent, depuis l'étranger, au bien-être économique de leur ménage, et continueront à le faire dès leur retour, pourrait ne pas être satisfaite en cas d'endettement du migrant de retour, alimentant ainsi potentiellement le ressentiment des ménages et des membres de la communauté. Ceci est probablement aussi basé sur le genre. Dans certains contextes, les attentes plus élevées en matière de contributions monétaires visent les hommes,⁴⁶ tandis que dans d'autres, la nécessité de rembourser les membres de la famille dans le pays d'origine pour la garde des enfants peut incomber aux femmes.⁴⁷

L'endettement peut aussi exposer les migrants de retour à de la violence. L'étude de l'OIM en Afrique de l'Ouest et du centre a révélé qu'un migrant de retour sur cinq avait été menacé, maltraité ou violé pour rembourser ses dettes à son retour. Bien qu'il s'agisse principalement d'humiliations ou d'insultes, certains migrants de retour ont signalé des préjudices plus graves, tels que des violences physiques et du travail non rémunéré ou forcé.

Les impacts de l'endettement se font souvent sentir au niveau du ménage ou de la famille élargie, même si le migrant de retour avait migré seul. Par exemple, l'étude de l'OIM en Afrique de l'Ouest et du centre a révélé que le risque de violence de la part des prêteurs pouvait également s'étendre à la famille du migrant de retour.⁴⁸ De plus, les membres de la famille ou les amis sont souvent des prêteurs ou des garants pour des prêts provenant d'autres sources. Lorsque le migrant de retour n'est pas capable de rembourser un prêt (ou n'était auparavant pas en mesure d'effectuer des envois de fonds), l'endettement du ménage ou de la famille peut être aggravé par d'autres prêts, ce qui expose les ménages au risque d'entrer dans un cycle d'endettement.⁴⁹

Inclusion financière et réintégration

Les données d'enquête existantes sur les liens entre la dette et la réintégration sont limitées, y compris dans les pays de la présente étude. La base de données Global Findex 2017, source de données la plus complète sur l'accès et l'utilisation de produits financiers tels que les prêts et les régimes d'épargne à travers le monde, comprend des données sur les emprunts souscrits auprès de membres de la famille et d'amis.⁵⁰ Le Tableau 4 présente certaines données de la base de données Findex pour le Bangladesh, le Cameroun, le El Salvador, le Ghana et l'Iraq – bien que la base de données Findex ne donne aucune donnée spécifique aux migrants ou aux migrants de retour. **Dans tous les contextes, la famille et les amis sont apparus comme une source d'emprunt commune clé malgré les variations relatives des autres sources de prêt.**

Bien qu'assorties de limites, les données recueillies auprès des migrants de retour par les bureaux de pays de l'OIM à l'aide de la RSS fournissent certaines indications sur les pratiques d'emprunt des migrants

43 OIM Afrique de l'Ouest et du centre, « Dette des migrants ».

44 Digidiki et Bhabha, « Returning Home? ».

45 Anette Brunovskis et Rebecca Surtees, « Coming Home: Challenges in Family Reintegration for Trafficked Women », *Qualitative Social Work* 12, no. 4 (2013) : 454–72.

46 Majidi, « Assuming Reintegration, Experiencing Dislocation ».

47 Martínez-Buján, « Here or There? ».

48 OIM Afrique de l'Ouest et du centre, « Dette des migrants ».

49 EIC5, Ghana.

50 Voir Banque mondiale, Demirgüç-Kunt et al., « Base de données Global Findex 2017 ».

de retour.⁵¹ Néanmoins, la RSS comprend certaines questions liées à l'endettement. Celles-ci comprennent : (i) la capacité d'emprunt, (ii) la fréquence des emprunts sur une échelle de 5 points et (iii) le ratio dette/revenu.

Les données de la RSS, qui indiquent des emprunts fréquents chez les migrants de retour, méritent un examen plus explicite.

Tableau 4. Utilisation de différentes sources d'endettement par les répondants à l'enquête de la base de données Global Index âgés de 15 ans et plus en 2017

PAYS	POURCENTAGE DE RÉPONDANTS INTERROGÉS QUI ONT EMPRUNTÉ DE L'ARGENT	SOURCE D'EMPRUNT DES RÉPONDANTS INTERROGÉS QUI ONT EMPRUNTÉ DE L'ARGENT, SÉLECTION MULTIPLE		
		Institution financière ou carte de crédit	Famille ou amis	Club d'épargne
Bangladesh	37%	9%	21%	3%
Cameroun	23%	8%	33%	13%
El Salvador	23%	12%	10%	2%
Ghana	40%	12%	23%	7%
Iraq	63%	3%	52%	n/a

2.4 FACTEURS CLÉS INFLUANT SUR LA RELATION ENTRE L'ENDETTEMENT ET LA RÉINTÉGRATION

Comme discuté, **la dette est spécifique au contexte, et les expériences d'endettement varient considérablement, affectant ainsi, souvent, tant les ménages que les individus.** D'une part, s'endetter peut permettre aux gens de migrer et d'atteindre leurs objectifs ; d'autre part, bien que potentiellement « hautement rémunératrice », la migration financée par (et axée sur) l'endettement, est également « à haut risque », en particulier en l'absence d'options de migration régulière et documentée.

Les dettes post-retour peuvent également représenter un investissement positif et être signe de réintégration sociale et financière, tout comme l'endettement peut être positif avant le retour. En effet, cela est suggéré par l'inclusion de la capacité d'emprunt

parmi les indices positifs de réintégration économique dans la RSS et par la promotion des emprunts par microcrédit comme soutien possible à la réintégration.⁵²

L'endettement n'est donc pas intrinsèquement, ni inévitablement, un obstacle à la réintégration. L'endettement a la « capacité d'exploiter, de protéger ou d'émanciper » et emprunter quelque chose peut faire partie d'un investissement productif dans un avenir meilleur.⁵³ Les anthropologues économiques soulignent que l'endettement peut faire partie intégrante des relations sociales,⁵⁴ ce qui peut être positif, notamment en matière de réintégration.

Par conséquent, **seule une approche neutre et non binaire de l'endettement peut répondre à la question primordiale de la présente étude, à savoir la façon**

51 Les données RSS sont des informations quantitatives indicatives clés. Cependant, la RSS n'est pas spécifique à la dette et l'échantillon RSS dans les pays de recherche n'était pas représentatif de la plus grande population de migrants de retour (bénéficiaires de l'OIM), ni nécessairement des populations échantillonnées d'intérêt pour la présente étude. Les limites empêchant une généralisation plus large comprennent des critères d'échantillonnage mal alignés qui empêchent une comparaison transnationale efficace.

52 OIM, « The Use of Microcredit Schemes in Migrant Reintegration Context », Document de connaissances, Série de documents de connaissances sur la réintégration durable (Genève : OIM, 2021).

53 Guérin et G. Venkatasubramanian, « The Socio-Economy of Debt », 1.

54 Cela a été corroboré par le rapport de l'OIM sur l'endettement et la migration en Asie du Sud-Est (Bylander, « Debt and the Migration Experience »).

dont l'endettement influe sur la réintégration. En fin de compte, elle n'étudie pas l'existence d'une dette en soi, mais plutôt la nature de la dette (y compris des questions telles que les intérêts et les conditions de remboursement). Une telle approche permet de mieux informer et de produire des programmes d'endettement efficaces pour les migrants de retour et leur ménage.

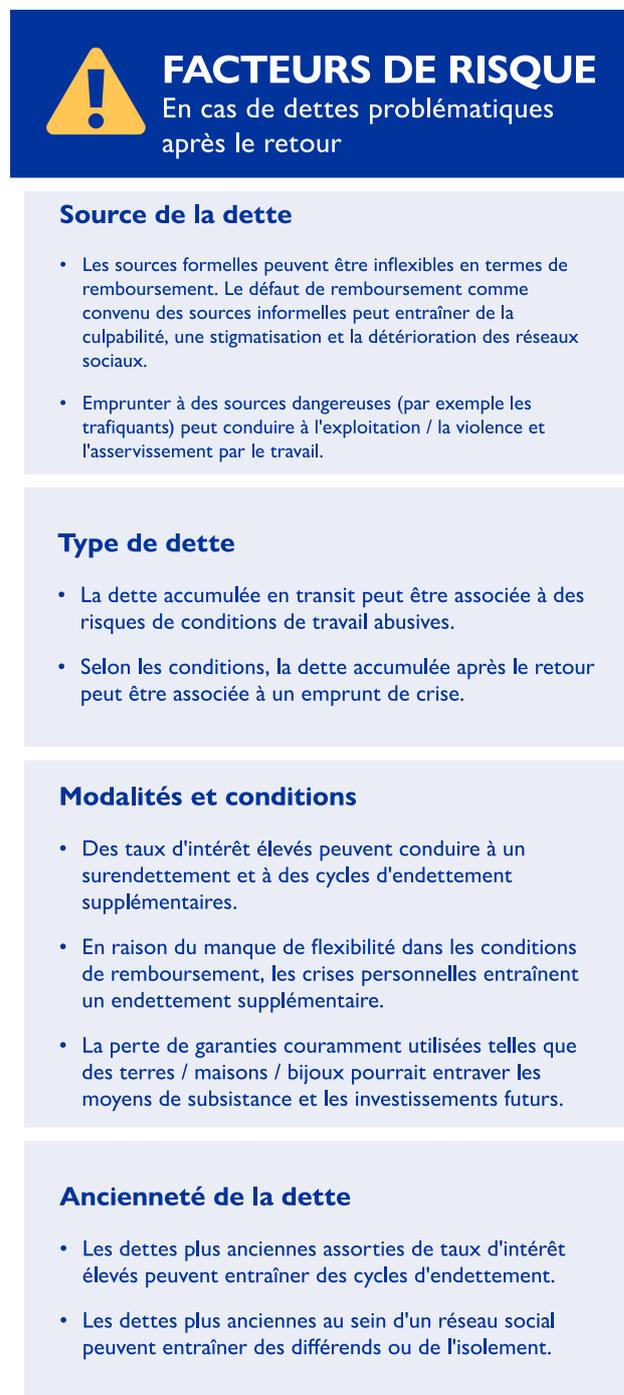
Pour déterminer la position d'une dette sur un spectre allant de « bon » à « mauvais » aux fins de la réintégration, plusieurs facteurs de risque doivent être examinés. Les facteurs de risque énumérés dans le présent rapport ont été identifiés au cours de l'examen documentaire et des ECI et plus amplement développés à mesure qu'ils émergeaient de la recherche sur le terrain. Ils ont également servi à développer « l'indice de coercition pour dettes »,⁵⁵ utilisé pour l'analyse quantitative dans la présente étude (voir chapitre 3).

La source de la dette a des effets évidents sur les risques et les avantages associés à l'emprunt, plus particulièrement, compte tenu des différentes sources de prêt souvent assorties de modalités et conditions très différentes, y compris le recours à une garantie. Ces risques sont spécifiques au contexte. Par exemple, au Bangladesh, les migrants de retour empruntaient souvent auprès d'institutions de microfinance pour financer la migration, les envois de fonds et la réintégration. Celles-ci pratiquaient souvent des taux d'intérêt élevés, susceptibles d'entraîner des cycles d'endettement, puisque les répondants contractaient de nouvelles dettes pour rembourser les anciennes. Au Cameroun, certains répondants avaient emprunté auprès de *tontines* (associations rotatives d'épargne et de crédit), dirigées par la communauté, mais plus formelles que les emprunts auprès d'amis et de membres de la famille. Le non-remboursement de ces prêts aux *tontines* peut entraîner une stigmatisation sociale et un sentiment de honte, potentiellement pour toute la famille, pas seulement pour l'emprunteur.

De plus, la famille et les amis en tant que source de prêt peuvent offrir des conditions plus flexibles et donc des risques potentiels plus faibles associés à l'emprunt. La plupart des répondants au sondage ont déclaré ne pas avoir de dates de remboursement fixes ou ne pas avoir à payer d'intérêts sur ces types de

prêts, une constatation corroborée par les participants à l'étude de cas.

Figure 1. Facteurs de risque d'endettement problématique après le retour



55 La taille de l'échantillon de l'ensemble des régressions effectuées sur l'indice de coercition pour dettes était de 389, contrairement à la taille de l'échantillon des régressions effectuées sur l'état d'endettement qui était de 545.

Dans de tels cas, les prêteurs ont fait preuve d'une plus grande clémence en termes de remboursement et de formes de remboursement. Une migrante de retour du Bangladesh a expliqué l'avantage des conditions de remboursement flexibles : « Je n'ai aucun plan [pour rembourser mon beau-frère]. Si j'avais contracté un prêt auprès d'une banque, je devrais le rembourser avec des intérêts élevés. Comme il s'agit d'un prêt sans intérêt, je peux le rembourser progressivement. »

Cependant, alors que la flexibilité de remboursement de ces sources informelles était parfois une bouée de sauvetage essentielle pour les répondants, les prêts informels comportent également des inconvénients.

Par exemple, ils peuvent également ouvrir des possibilités d'exploitation, par exemple lorsque les prêts sont « remboursés » en nature par du travail non rémunéré. Les prêts accordés par la famille et les amis risquent aussi potentiellement de nuire aux relations sociales, ce qui pourrait alors dissuader les migrants de retourner dans leurs communautés d'origine.

Les modalités et conditions spécifiques déterminent de la même manière si les dettes facilitent ou restreignent la réintégration. Plus précisément, les prêts garantis (qu'ils proviennent de sources formelles ou informelles) constituaient un facteur de risque affectant la réintégration. Par exemple, au Ghana, dans les zones rurales et périurbaines, les migrants de retour ont garanti des prêts par des terres, mettant ainsi en péril les moyens de subsistance de ménages entiers en cas de dettes non remboursées. En El Salvador et en Iraq, le logement est souvent utilisé comme garantie, engendrant ainsi à nouveau des risques pour l'ensemble du ménage si les biens étaient saisis en cas de non-remboursement. La saisie de biens essentiels aux moyens de subsistance peut également barrer l'accès à de futurs prêts en cas de crise. Par exemple, la pratique consistant à utiliser des bijoux en garantie (comme c'était plus souvent le cas au Bangladesh) prive également l'emprunteur d'une ressource potentiellement nécessaire à l'avenir. Au Cameroun, un membre de la famille d'un migrant de retour a signalé que même les diplômes pouvaient être pris en garantie, compromettant ainsi les perspectives d'emploi des personnes endettées.

Les risques associés à l'ancienneté de la dette étaient mitigés.

D'une part, lorsque les dettes plus anciennes ont des taux d'intérêt élevés, les migrants de retour courent le risque d'entrer dans un cycle d'endettement : ils ne sont plus en mesure de payer le solde du principal et le montant dû continue de croître. D'autre part, les dettes plus anciennes et plus informelles peuvent également devenir moins pressantes avec le temps. Par exemple, un migrant de retour peut avoir l'impression de ne plus être tenu de rembourser l'argent emprunté à un membre de la famille ou à un ami s'il s'est écoulé un certain laps de temps. Cependant, quelle que soit la source du prêt, des périodes prolongées de non-remboursement peuvent avoir un impact négatif sur les résultats de la réintégration des migrants de retour. Pour de nombreux répondants, le non-remboursement des dettes au fil du temps a toujours eu des conséquences négatives : stigmatisation, honte et exclusion financière de leurs réseaux sociaux. Comme l'a déclaré le frère d'un migrant de retour : « Les dettes isolent des bonnes relations. »

Enfin, la situation dans laquelle un prêt est contracté a également un impact important.

Par exemple, les emprunts non planifiés après le retour (dettes de type 3) en réponse à une crise constituent une situation différente (et ont des résultats différents) des emprunts plus stratégiques, peut-être à titre d'investissement dans la migration volontaire (dettes de type 1). La base de données Global Findex 2017 suggère que l'emprunt à des fins médicales ou de santé (ce qui peut suggérer un emprunt de crise) est une raison majeure d'emprunter dans l'ensemble de la population de tous les pays cibles de l'étude, en particulier l'Iraq et le Cameroun.⁵⁶ Pour de nombreux participants à la présente étude, la perturbation de leur migration planifiée était l'une des raisons de l'emprunt de crise. Par exemple, ils avaient contracté des prêts pour payer les coûts liés à la migration, dans l'espoir de les rembourser en gagnant de l'argent à l'étranger. Lorsque leur migration ne s'est pas déroulée comme prévu (par exemple, qu'ils ont été expulsés ou n'ont pas pu trouver de travail dans le pays de destination), ils sont revenus sans aucune possibilité de rembourser ces prêts.

56 Demirgüç-Kunt et al., Base de données Global Findex 2017.

3. LES MIGRANTS DE RETOUR ET LEURS PRATIQUES EN MATIÈRE D'ENDETTEMENT

WOSIRI GYE A WOAGYE, WOMUNA GYE NSO A WOAGYE

“ Que ce soit en riant ou en fronçant les sourcils, si vous récupérez l'argent qui vous est dû, vous avez récupéré ce qui vous revient de droit – Proverbe ghanéen

Messages clés :

- Les dettes sont principalement contractées pour financer le voyage migratoire.
- Les prêteurs sont principalement des membres de la famille et des amis, préoccupés par les effets des dettes sur les relations de soutien et de protection.
- Les prêteurs informels et formels trouvent opportun d'investir dans des migrants potentiels, mais ne considèrent pas l'investissement dans les migrants de retour comme attrayant.
- Il existe des modèles clairs d'endettement coercitif qui peuvent avoir un impact sur la réintégration.

Le présent chapitre examine les pratiques liées à l'endettement des participants migrants de retour sur la base de données qualitatives et quantitatives. Il définit le contexte des chapitres 4 et 5, qui explorent les interactions entre l'endettement et la réintégration et introduit le cadre conceptuel pour une discussion ultérieure.

3.1 PROFILS DES MIGRANTS DE RETOUR

Les pratiques d'endettement des migrants de retour et leurs propres identités tout au long du cycle migratoire diversifient les impacts de la dette. L'impact de la dette peut ainsi être fortement individualisé. Par conséquent, il est essentiel de contextualiser les résultats exposés dans le présent chapitre et ceux qui procèdent non seulement de manière contextuelle, mais aussi par rapport aux profils des migrants de retour.

L'équipe de recherche a interrogé 545 migrants de retour au Bangladesh, au Cameroun, en El Salvador, au Ghana et en Iraq (voir Tableau 5). Vingt-six ont participé à un entretien supplémentaire, de même que

26 autres membres du ménage, qui pouvaient ou non être eux-mêmes des migrants de retour. Un tiers des répondants (33 %) étaient des femmes. 72 % de tous les migrants de retour interrogés avaient emprunté au moins une fois dans leur vie, soit personnellement, soit par l'intermédiaire d'une personne qui l'avait fait en leur nom. Un peu moins, 66 % des répondants, se trouvaient actuellement en situation d'endettement, c'est-à-dire qu'ils avaient emprunté de l'argent et devaient encore rembourser, en tout ou en partie, les sommes empruntées.

À l'instar de l'étude documentaire, les données révèlent le caractère commun des dettes ainsi que la diversité des pratiques d'endettement parmi les migrants de retour interrogés. Indépendamment du pays ou de l'expérience basée sur le genre, la plupart des migrants de retour avaient emprunté de l'argent auprès d'une personne, de leur communauté ou d'une institution, personnellement ou par l'intermédiaire de quelqu'un d'autre. Plus important encore, 92 % des répondants qui avaient emprunté ont déclaré devoir encore rembourser ces emprunts – une fois encore avec des variations négligeables d'un groupe démographique à l'autre.

De plus, **les migrants de retour avaient des expériences de migration différentes et en étaient à différents stades de leur expérience de réintégration.** Certains n'étaient revenus que récemment, et d'autres depuis déjà plus de deux ans. De plus, certains migrants de retour s'auto-percevaient comme ayant été totalement forcés

de rentrer, tandis que d'autres estimaient être revenus de leur plein gré.

Malgré ces différences démographiques, **l'endettement a continué d'affecter les résultats de la réintégration des migrants de retour, ainsi que les expériences de leur ménage, démontrant ainsi la persistance de l'endettement dans les résultats après le retour.**

Tableau 5. Répondants par pays et sexe et état d'endettement

	BANGLADESH N=104	CAMEROUN N=131	EL SALVADOR N=100	GHANA N=105	IRAQ N=105	TOTAL N=545
Sexe du répondant						
Masculin	68 (65%)	96 (73%)	47 (47%)	78 (74%)	81 (75%)	370 (68%)
Féminin	36 (35%)	35 (27%)	53 (53%)	27 (26%)	27 (25%)	178 (32%)
Endettement actuel						
Endettés actuellement	91 (88%)	82 (63%)	60 (60%)	47 (45%)	82 (78%)	362 (66%)
Non endettés actuellement	10 (13%)	48 (37%)	39 (39%)	58 (55%)	21 (20%)	179 (33%)
Pas sûr(e)s	0 (0%)	1 (1%)	1 (1%)	0 (0%)	2 (2%)	4 (1%)
Temps écoulé depuis le retour						
> 2 ans	53 (51%)	53 (40%)	1 (1%)	53 (50%)	1 (1%)	161 (30%)
1 – 2 ans	29 (28%)	34 (26%)	9 (9%)	40 (38%)	10 (10%)	122 (22%)
< 1 an	22 (21%)	44 (34%)	90 (90%)	12 (11%)	94 (90%)	262 (48%)
Auto-perception de la nature du retour						
Totalement forcé	32 (31%)	39 (30%)	78 (78%)	27 (26%)	42 (40%)	218 (40%)
Totalement volontaire	34 (33%)	75 (57%)	18 (18%)	33 (31%)	30 (29%)	190 (35%)

3.2 PRATIQUES D'ENDETTEMENT DES MIGRANTS DE RETOUR

L'examen des pratiques d'endettement des migrants de retour en fonction des facteurs de risque identifiés dans le chapitre précédent révèle que **malgré la diversité des pratiques d'endettement et leurs effets sur les résultats de la réintégration, l'endettement est resté un facteur important dans les expériences post-retour des migrants de retour.**

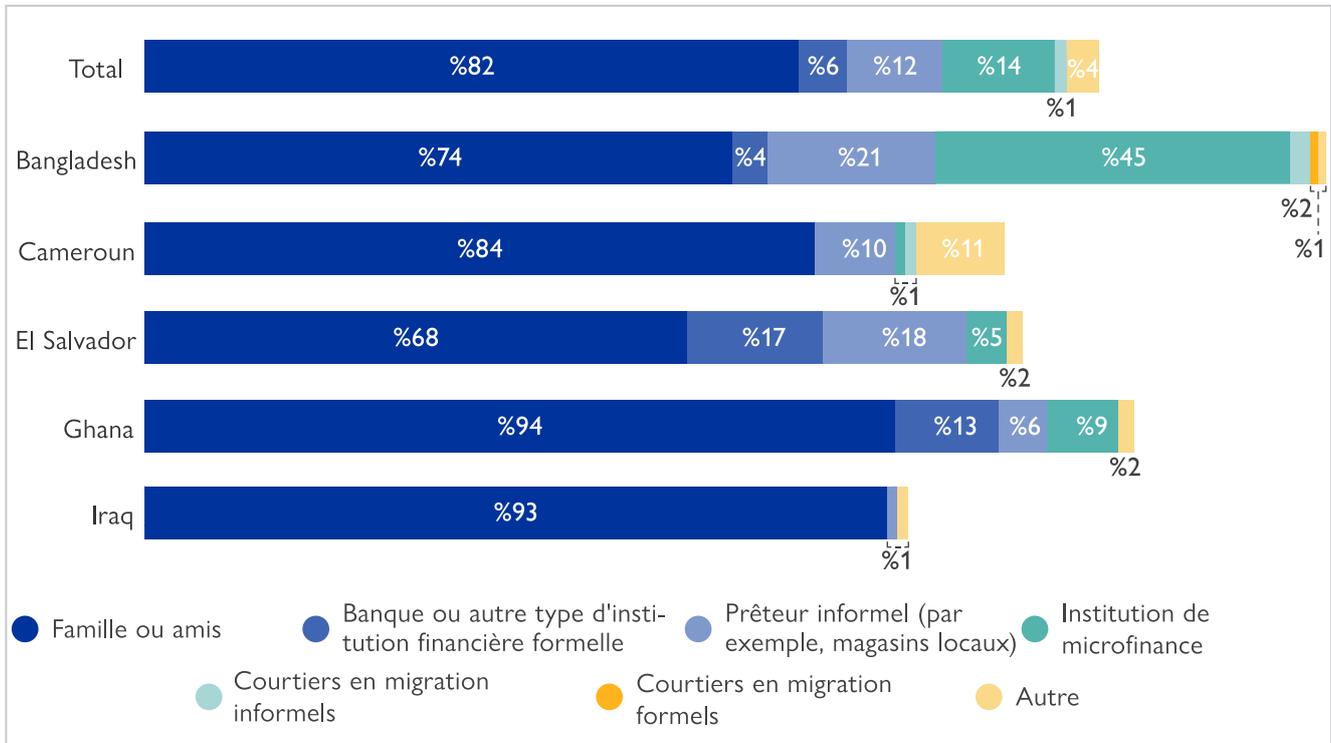
Comme indiqué précédemment, **la source de la dette et les modalités et conditions associées des prêts sont des facteurs déterminants qui influencent les répercussions de l'endettement sur la réintégration.**

Pour 84 % des répondants qui devaient encore de l'argent, la source d'au moins une partie de leurs emprunts était la famille et les amis (voir la figure 2). Outre l'emprunt, 32 % des répondants comptaient également sur la vente et l'hypothèque de biens, 36 % comptaient sur leur épargne et 14 % sur leur salaire. 26 % supplémentaires ont déclaré un emprunt non monétaire qu'ils estimaient devoir rembourser. Bien que les migrations aient été financées par une multitude de moyens financiers et non financiers, la majorité des répondants ont emprunté à leur famille et à leurs amis. Cela indique que si les migrants de retour peuvent bénéficier de conditions de remboursement plus souples, le non-remboursement peut constituer une

grave menace pour leurs relations sociales et donc pour leur réintégration psychosociale. En effet, les données

confirmaient ce risque ; l'endettement a eu un impact négatif et très grave sur la réintégration psychosociale.

Figure 2. Sources de l'encours de la dette par pays, sélection multiple



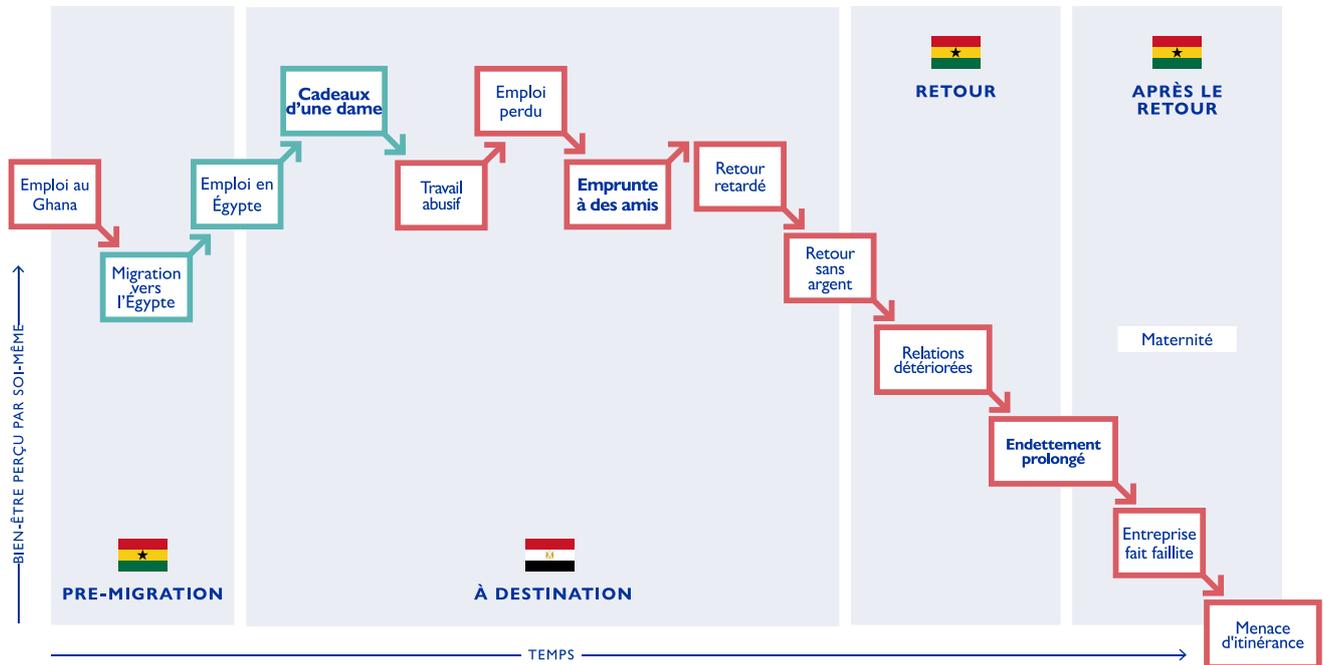
Malgré le caractère commun et la plus grande clémence des sources informelles associée au remboursement des dettes, ce dernier est resté une préoccupation pour la plupart des répondants. 88 % des migrants de retour endettés étaient très préoccupés par leur capacité à rembourser leurs dettes à leur retour. Ainsi, bien que l'impact de l'endettement sur divers aspects de la réintégration puisse varier selon la source du prêt, être endetté était toutefois source de stress.

En outre, un modèle W des pratiques d'endettement est utile pour illustrer les différents périodes et façons dont la dette intervient dans la vie d'un migrant et d'un migrant de retour et l'impact du stade de migration et de l'ancienneté de la dette sur les résultats de la réintégration. Dans les données, différentes dettes étaient plus ou moins courantes. Par exemple, 28 % avaient des dettes de type 1, 45 % des dettes de type 2 et 26 % des

dettes de type 3. Le modèle ci-dessous (Figure 3),⁵⁷ d'après un entretien avec une migrante de retour ghanéenne, passe de la pré-migration (à gauche) à la période post-retour (à droite). L'endettement est une constante qui intervient pendant le parcours migratoire et aux fins de financer le processus de retour et de réintégration, mais la qualité des différentes dettes, leur source, leur type et leurs conditions varient. Ayant d'abord migré pour rembourser la dette de sa mère, elle s'est endettée lorsqu'elle a perdu son emploi. À son retour, sans argent, ses relations sociales se sont détériorées et elle s'est retrouvée dans une situation d'endettement prolongé, car son entreprise faisait faillite. Comme de nouvelles dettes étaient venues s'ajouter aux anciennes, qu'elle devait encore toutes rembourser au moment de l'entretien, elle s'est retrouvée à s'occuper de son enfant sans aucun revenu, ne sachant pas comment subvenir aux besoins fondamentaux de son ménage et menacée d'expulsion.

57 Il s'agit d'une représentation visuelle de la perception auto-déclarée des « hauts et des bas » expérimentés par la personne interrogée au cours de la migration et après le retour – la hauteur relative des « hauts et des bas » est qualitative plutôt que de représenter une mesure numérique (voir l'Annexe 2 pour en savoir plus sur les modèles W).

Figure 3. Modèle W d'une migrante de retour du Ghana, dettes de type 2 et de type 3



Préférences et pratiques des prêteurs

Au-delà des profils des migrants de retour et de leurs pratiques en matière d'endettement, **les pratiques de remboursement de dettes des migrants de retour ont eu un impact sur les prêteurs eux-mêmes.** Il y avait lieu de croire que l'endettement post-retour était moins fréquent. Les prêts à long terme et axés sur l'investissement avaient donc tendance à être accordés aux migrants potentiels plutôt qu'aux migrants de retour aux fins de leur réintégration. Les familles, les amis et la communauté au sens large dans tous les contextes ont souvent indiqué que, s'ils avaient le choix, ils préféreraient investir dans les espoirs de la migration plutôt que dans les conséquences du retour. Parmi les répondants, seulement 33 %⁵⁸ avaient emprunté de l'argent pour démarrer et/ou développer une entreprise après leur retour. Les EIC ont confirmé ces observations empiriques : le taux d'emprunt post-retour est généralement bas, car l'accès à l'emprunt est réduit après le retour. Les migrants de retour reçoivent moins de soutien financier que les migrants potentiels, car les prêteurs préfèrent investir dans des plans de migration

plutôt que dans les activités du retour. Comme le révélait un EIC au Bangladesh :

“ Si vous êtes un migrant de retour, vous n'obtiendrez pas d'argent, en revanche, lorsque vous remigrez, vous redevenez à nouveau un migrant potentiel. Si vous devenez un migrant potentiel, il y a une opportunité. Tout le monde comprend que vous repartez, cela signifie que vous pouvez à nouveau gagner de l'argent, qu'il y a une potentialité... Mais si vous dites à quelqu'un « Je suis rentré, je ne repartirai plus, j'ai vraiment besoin d'argent pour la réintégration, pour entreprendre quelque chose », vous n'obtiendrez pas d'argent.

Les prêteurs officiels ne faisaient souvent pas affaire avec les migrants de retour. Par exemple, les prêteurs formels faisaient la distinction entre les espoirs des migrants de retour qui revenaient avec des économies et le désespoir de ceux qui revenaient les poches vides. Revenir avec un capital est donc important en termes d'accès au prêt. En outre, les perceptions négatives des migrants de retour comme « sources potentielles de non-investissement » et la stigmatisation qui y est

58 Plus précisément, 43 répondants.

associée ont conduit les prestataires de prêts formels à ne pas accorder de prêts aux migrants de retour. Seuls 20 % des répondants à l'enquête détenaient un compte bancaire qu'ils avaient utilisé au cours des 12 derniers mois, soulignant ainsi le manque d'implication du secteur formel dans les pratiques d'endettement des migrants de retour.

Le manque d'engagement du secteur formel a conduit d'autres acteurs à combler ces lacunes pour les migrants de retour – ce qui a eu un impact sur leurs pratiques en matière d'endettement. Au Bangladesh, le coût des prêts des ONG est souvent cinq à dix fois plus élevé que les taux fixes du gouvernement ; ils étaient pourtant privilégiés par les migrants de retour et leurs familles qui avaient un meilleur accès à ces prêts. Des taux d'intérêt aussi élevés exposaient les migrants de retour au Bangladesh à des cycles d'endettement dangereux. Au Ghana et en Iraq, les exigences en matière de documentation du secteur formel (par exemple, les antécédents de crédit documentés) empêchaient les migrants de retour d'accéder à autre chose qu'à des prêts semi-formels ou informels. Une fois que les migrants de retour empruntent à leur famille et à leurs amis, ces pratiques d'endettement peuvent avoir des impacts négatifs sur leur réintégration psychosociale, ainsi que sur la santé financière plus large de leurs réseaux sociaux en cas de non-remboursement répété.

Cependant, **malgré ce manque d'implication des secteurs formels, les migrants de retour peuvent préférer les prêts informels.** Par exemple, les prêts informels sont parfois omniprésents, car ils peuvent contribuer à un sentiment d'intégration ou d'appartenance ou être assortis de conditions plus favorables.

3.3 FACTEURS DE DIFFÉRENCE CLÉS DANS LES PRATIQUES D'ENDETTEMENT DES MIGRANTS DE RETOUR

Dans les données, **le genre et la nature du parcours migratoire et du retour ont eu un impact sur les pratiques d'endettement des migrants de retour – et donc sur leur expérience de réintégration.**

En termes de genre, **les femmes et les hommes ont été affectés par l'endettement de différentes**

manières. Dans la présente étude, les répondants de sexe masculin avaient un meilleur accès aux réseaux financiers au sein de leurs réseaux sociaux, tandis que les répondantes avaient plus souvent recours à un tiers pour financer leur migration. Par exemple, les femmes interrogées qui avaient contracté des dettes de type 2 ont plus souvent déclaré avoir emprunté auprès de prêteurs informels que les répondants de sexe masculin (23 % contre 14 %). En comparaison, les répondants de sexe masculin empruntaient plus régulièrement à la famille et aux amis (87 % contre 79 %). Cette tendance a été exacerbée au retour (c'est-à-dire dette de type 3), lorsque les répondants de sexe masculin qui avaient emprunté après le retour continuaient à le faire auprès d'amis et de membres de la famille à une fréquence plus élevée que les femmes interrogées qui avaient emprunté après le retour (86 % contre 72 %). Par conséquent, les femmes interrogées ont plus souvent déclaré être endettées envers au moins un tiers (39 % des femmes interrogées étaient endettées envers des tiers contre 30 % des hommes).

Par conséquent, les hommes et les femmes bénéficiaient de conditions de prêt différentes. Les femmes interrogées avaient plus souvent des prêts assortis de taux d'intérêt (41 %) que les hommes (35 %), peut-être en raison de la nature relativement plus formalisée des dettes des femmes interrogées. En outre, les femmes interrogées avaient payé en plusieurs versements (34 %) plus souvent que les répondants de sexe masculin (17 %). Les répondants de sexe masculin avaient plus souvent payé l'intégralité de leur dette à une date fixe (42 % contre 33 % des femmes interrogées).

Ces sources de prêts différentes ainsi que les modalités et conditions découlaient de femmes souffrant potentiellement d'une plus grande exclusion financière. Par exemple, les répondants de sexe masculin ont plus souvent déclaré utiliser leurs propres actifs, comme des économies ou la vente ou l'hypothèque d'un bien qu'ils possédaient que les femmes interrogées (38 % contre 22 %) qui ont déclaré plus souvent utiliser l'épargne familiale (25 % contre 17 % des hommes interrogés) ou hypothéquer un bien que leur famille possédait (16 % contre 10 %). Là encore, cela peut indiquer une exclusion financière sous-jacente contre laquelle la migration féminine lutte temporairement (c'est-à-dire que les femmes interrogées empruntent aux fins de la migration plus souvent à des tiers), mais

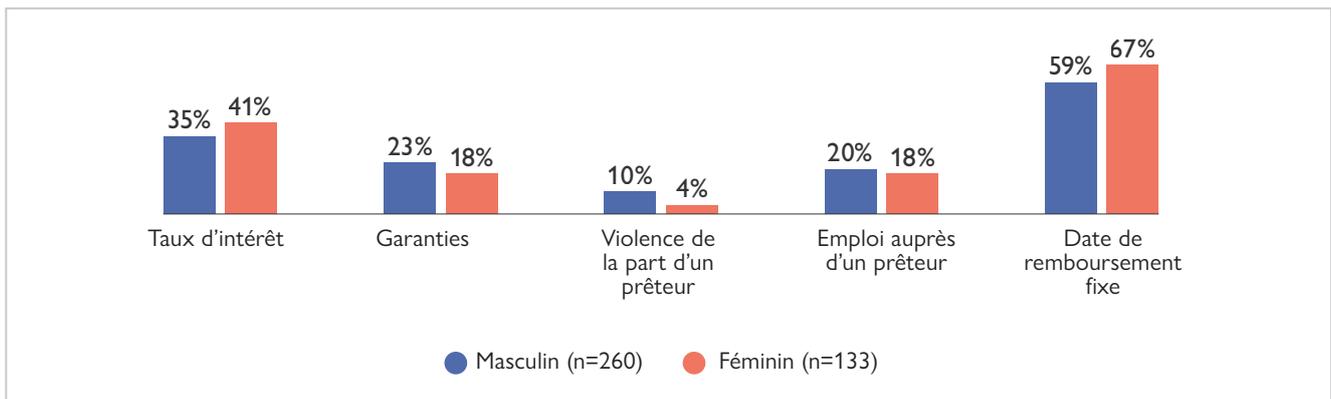
qui à son tour expose les femmes migrantes à des conditions d'endettement moins favorables.

Les femmes migrantes de retour endettées ont également eu plus de mal que les hommes à rembourser leurs dettes. 96 % des femmes migrantes de retour qui avaient contracté une dette devaient encore la rembourser complètement ou partiellement, contre 90 % des hommes migrants de retour. L'exclusion financière sous-jacente peut donc potentiellement empêcher les femmes interrogées d'accéder à certains mécanismes d'adaptation, tels que l'accès à de nouveaux prêts. Par exemple, 38 % des répondants de sexe masculin se sont endettés pour rembourser une autre dette, contre seulement 21 % des femmes interrogées.

Le genre affecte donc probablement la façon dont les migrants de retour font face à l'endettement.

Les répondants de sexe masculin étaient également parfois désavantagés. Par exemple, les répondants de sexe masculin ont plus souvent garanti leurs prêts (23 %) que les femmes interrogées (18 %). Les prêts garantis peuvent être très négatifs, étant donné qu'en cas de non-remboursement, les biens peuvent être saisis, menaçant ainsi les moyens de subsistance de ménages entiers. De plus, les répondants de sexe masculin ont plus souvent déclaré qu'eux-mêmes ou un membre de leur ménage avaient été victimes de violence de la part de leur prêteur (10 % contre 4 % des femmes interrogées).

Figure 4. Modalités et conditions de la dette selon le genre⁵⁹



Le statut migratoire a également eu un impact sur l'inclusion financière des migrants après leur retour et donc sur leurs pratiques en matière d'endettement. Par exemple, les migrants de retour du Bangladesh qui avaient migré de manière régulière ont bénéficié d'une plus grande inclusion financière. Les prêts de réintégration des ONG locales et des IMF étaient relativement courants et permettaient aux migrants du Bangladesh, qui migraient régulièrement, de rétablir leurs moyens de subsistance après leur retour. Cependant, étant donné les taux d'intérêt élevés, cela a parfois entraîné un cycle d'endettement. En revanche, des informateurs clés au Bangladesh ont déclaré que les migrants en situation irrégulière souffraient d'une plus grande exclusion financière à leur retour car ils devaient présenter une preuve de leurs documents

migratoires pour accéder à de tels prêts. Étant donné que les migrants de retour endettés peuvent également avoir du mal à se réinsérer socialement, et donc financièrement, ils peuvent souffrir d'exclusion financière dans les systèmes formels et informels, ce qui limite leur capacité à faire face à l'endettement.

L'incapacité de migrer de façon régulière expose les migrants à des coûts et risques spécifiques dans les pays de transit et de destination, ce qui peut engendrer un endettement et empêcher les migrants de retour de gérer leurs dettes. Au Cameroun et au Ghana, tous les participants à l'étude de cas qualitative avaient migré de manière irrégulière, en grande partie à travers le nord de l'Afrique. Ce voyage, tristement dangereux, expose les migrants à des risques extrêmes en matière de protection, tels que le trafic sexuel, la torture, la

⁵⁹ Travailler pour un prêteur a été retenu comme facteur de risque étant donné que l'endettement envers les employeurs pouvait entraîner des risques spécifiques, tels que la servitude pour dettes.



détention et même la mort. Plusieurs participants ont signalé qu'ils avaient été détenus et que les membres de leur famille avaient dû emprunter de l'argent pour les faire libérer. Les périlleux voyages des migrants irréguliers peuvent également favoriser de nouvelles dettes. Par exemple, une mère au Ghana a raconté avoir contracté un prêt supplémentaire pour envoyer son fils suivre un traitement psychosocial suite à des problèmes de santé mentale dont il souffrait en raison de cette détention. Les conséquences de ces voyages difficiles sont également physiquement et mentalement corrosives sur la capacité des migrants à mener une vie productive après leur retour et à rembourser leurs dettes. Par exemple, une femme victime de traite sexuelle entre l'Arabie saoudite et la Grèce a également expliqué comment les blessures physiques subies au cours de son voyage l'avaient empêchée de trouver du travail après son retour et de rembourser ses dettes.

Le statut migratoire a également eu un impact sur le mode de retour des migrants et sur leur capacité ultérieure à faire face aux dettes. Par exemple, s'ils ne sont pas forcés de rentrer, les migrants de retour sont susceptibles d'avoir des résultats de réintégration économique et de réintégration globale significativement plus élevés si l'on tient compte de l'âge, du sexe et du pays d'origine.⁶⁰ Comme l'a déclaré un informateur clé en El Salvador, être expulsé avec des dettes est « semblable à une catastrophe naturelle ». Des études antérieures⁶¹ ont démontré à plusieurs reprises que la préparation était essentielle à la capacité des migrants de retour à favoriser les opportunités de réintégration durable. L'expulsion ou les retours non volontaires empêchent souvent une telle préparation. Pour les migrants de retour endettés, l'expulsion et/ou le retour forcé peut entraîner une situation dans laquelle ils sont incapables de planifier financièrement le remboursement de leurs dettes, tout en se retrouvant de manière inattendue à proximité géographique de leur prêteur. Cela peut également exposer les migrants de retour à des risques de violence physique ou de harcèlement. Le statut migratoire irrégulier, dans la mesure où il réduit la probabilité de retours volontaires, peut donc avoir un impact sur la capacité des migrants de retour à faire face à l'endettement.

Les effets négatifs de l'endettement sont particulièrement saillants lorsque les expulsions ou les retours ont eu lieu relativement peu de temps après l'arrivée – comme en El Salvador et en Iraq. Les projets de recherche d'emploi dans les pays de destination n'ont jamais abouti pour de nombreux répondants en El Salvador et en Iraq, revenus sans avoir effectué aucun remboursement. Une femme migrante de retour au Cameroun a également souffert de cette attente et de ce revers :

“ Lorsque vous empruntez de l'argent pour voyager, vous poursuivez simplement votre chemin en pensant qu'une fois arrivé à destination, vous gagnerez de quoi le rembourser.

3.4 ÉTENDRE LES PRATIQUES D'ENDETTEMENT À UN CONTEXTE PLUS LARGE

Compte tenu de l'importance de la famille et des amis en tant que sources de prêt, il est essentiel de considérer la dette comme faisant partie intégrante des relations et les pratiques d'endettement comme transnationales. Par exemple, les migrants de retour avaient parfois migré pour rembourser leurs dettes. D'autres migrants de retour ont déclaré que leurs familles avaient emprunté de l'argent à plusieurs reprises pour financer leur voyage migratoire. Ces relations, souvent au cœur des pratiques d'endettement liées à la migration, peuvent engendrer des désaccords au sein du ménage.

L'endettement affecte également les visions partagées des options à venir, y compris la réintégration, après le retour. Par exemple, craignant son impact sur la famille, l'endettement était un moteur du désir de migration dans tous les contextes – même s'il limitait simultanément les possibilités d'y parvenir. Par exemple, une femme migrante de retour en El Salvador s'est sentie obligée de migrer en raison de son endettement – ce qui a fait écho dans tous les contextes – malgré l'impossibilité d'emprunter à nouveau.

60 Sauf indication contraire, toute signification est rapportée à $p < 0,05$.

61 Jean-Pierre Cassarino, « Theorising Return Migration: The Conceptual Approach to Return Migrants Revisited », *International Journal on Multicultural Societies*, 6, no. 2 (2004) : 253-209 ; et Samuel Hall / Sussex 2020.

Dans les données, **les relations d'endettement étaient également souvent basées sur le genre et intergénérationnelles**. Par exemple, la charge de la garde incombait souvent exclusivement aux femmes pendant que le mari était à l'étranger. La migration des pères et des maris a poussé de nombreux ménages dirigés par des femmes à s'endetter, contraints d'emprunter pour nourrir leurs enfants et se loger. Dans le même temps, des hommes au Bangladesh ont déclaré avoir eu honte de voir la charge des soins incomber aux femmes alors qu'ils étaient à l'étranger. Au Cameroun et au Ghana, la plupart des mères ont contracté des dettes pour payer la libération de leurs fils de détention. Au-delà de la détention, les parents ont également contracté des dettes au nom de leurs enfants ou ont vu la charge de leur garde augmenter en leur absence. Une mère au Ghana a pris soin de sa petite-fille pendant l'absence de son fils, ce dernier ayant été abandonné par sa femme lors de sa migration - en partie à cause de son endettement. Cependant, les responsabilités intergénérationnelles vont dans les deux sens. Au-delà de l'exemple du migrant de retour ghanéen (ci-dessus), un autre ménage au Bangladesh a envoyé son fils aîné à l'étranger pour aider à rembourser les dettes engendrées par la migration du père. Comme le montrent les recherches sur la dette de microfinance au Cameroun,⁶² bien que les dettes puissent être contractées au nom d'un individu, elles créent et renforcent souvent des formes de dépendances intergénérationnelles et au sein des ménages.

3.5 IDENTIFICATION DES SITUATIONS DE DETTES COERCITIVES

Il est important de noter que l'examen documentaire et les conclusions sur les pratiques d'endettement des migrants de retour démontrent que toutes les formes d'endettement ne sont pas négatives pour la réintégration et qu'elles ne le sont pas non plus de la même manière. Pour résumer cette complexité, le rapport utilise un cadre de coercition pour dettes pour examiner les impacts de l'endettement. Le terme coercition pour dettes est utilisé dans des contextes où l'endettement a un impact négatif, contrôlant ou marginalisant. L'identification de telles

situations d'endettement coercitif dans des contextes de réintégration est essentielle pour permettre de planifier des programmes et politiques visant à soutenir la réintégration des migrants de retour. S'appuyant sur l'examen documentaire (chapitre 2) et les conclusions sur les profils et pratiques d'endettement des migrants de retour (chapitre 3), l'étude a révélé qu'une dette pouvait être plus ou moins coercitive pour la réintégration en fonction de :

- Le **contexte** local ;
- Les **facteurs de risque** identifiés précédemment (c'est-à-dire le type de dette, la source du prêt, l'ancienneté de la dette et les modalités et conditions) ;
- Les **profil des migrants de retour**, en particulier le genre et le mode de migration.

Pour opérationnaliser ce cadre coercitif dans les données quantitatives, un indice de coercition a donc été développé, permettant ainsi de capter la diversité des dettes et leurs effets sur la réintégration. Il a mis à l'échelle les impacts négatifs et positifs de l'endettement sur la réintégration en fonction des caractéristiques spécifiques des dettes identifiées dans l'étude documentaire et affinées grâce à la recherche empirique. Dans l'indice, 1 désigne les dettes les plus coercitives dont l'impact est le plus négatif sur la réintégration et 0 désigne les dettes les moins coercitives qui peuvent avoir un impact plus positif sur la réintégration. Les indicateurs suivants ont été utilisés pour générer l'indice :⁶³

- Le fait que les taux d'intérêt augmentaient au fil du temps ;
- Le fait que la dette était garantie ;
- Date(s) de remboursement fixe(s) ;
- Type de dette (c'est-à-dire de type 1, de type 2 et de type 3) ;
- Le fait que le migrant de retour a subi des violences physiques de la part d'un prêteur ;
- Le fait que le migrant de retour travaillait pour un prêteur.

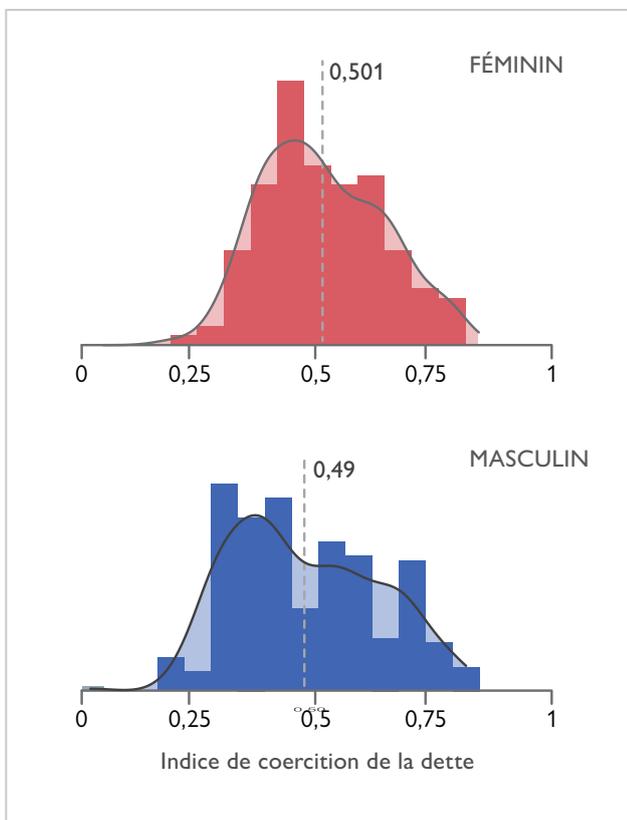
62 Green et Estes, "Precarious Debt."

63 Ces indicateurs quantitatifs n'étaient disponibles que pour 393 cas (ceux qui ont déclaré avoir emprunté).

Étant donné que la source du prêt peut avoir un impact variable selon le contexte, elle n'a pas été incluse dans l'indice de coercition. Tout comme le contexte local et les profils des migrants de retour, elle a été utilisée pour nuancer davantage la relation entre l'endettement et la réintégration via les données qualitatives.

Fait important, l'étude a non seulement permis d'établir avec certitude qu'aborder l'endettement d'une manière aussi nuancée en expliquait mieux les effets sur les résultats de la réintégration (voir chapitre 4), mais que différents sous-groupes de migrants de retour avaient davantage de dettes négatives.

Figure 5. Coercition de la dette selon le genre



Par exemple, l'étude a permis d'établir avec certitude que les femmes migrantes de retour étaient plus exposées aux pratiques coercitives en matière d'endettement. La figure 5 montre que l'indice de coercition pour dettes variait dans une certaine mesure en fonction du genre – même si cela était insignifiant. Ces différences basées sur le genre étaient plus apparentes dans les données qualitatives. Les

désavantages structurels subis par les femmes, qui limitaient les possibilités de subsistance qui s'offraient à elles après leur retour, ont conduit l'endettement des femmes à se prolonger et à devenir de plus en plus coercitif au fil du temps.

En outre, **le statut juridique des migrants a influencé la nature coercitive de la dette et la capacité des migrants de retour à gérer leur endettement.** Par exemple, parfois, les migrants réguliers étaient plus aptes à accéder à l'endettement formel, ce qui créait des conditions coercitives au fil du temps – selon le contexte. Pour accéder aux prêts migratoires au Bangladesh, la plupart des prêteurs officiels exigeaient que les migrants leur présentent un visa officiel pour le pays vers lequel ils migraient. En conséquence, les migrants réguliers ont plus souvent accès à des prêts formalisés. Compte tenu des taux d'intérêt élevés de ces institutions au Bangladesh, les migrants réguliers ont donc parfois souffert de conditions d'endettement plus coercitives que les migrants irréguliers qui n'avaient pas accès à de tels prêts. Cette conclusion, selon laquelle les migrants irréguliers bénéficiaient de pratiques d'endettement moins coercitives en Asie du Sud-Est, a été corroborée par une autre étude dans la région.⁶⁴ Cependant, les migrants en situation irrégulière, compte tenu de la nature de leur voyage, se sont parfois endettés auprès des passeurs et des trafiquants, en particulier en Afrique de l'Ouest. D'autres fois, les migrants irréguliers ont eu du mal à rentabiliser leur migration dans leur pays de destination – comme dans le cas des migrants de retour en El Salvador et en Iraq, souvent rentrés dans de très brefs délais. Les ménages contractaient ainsi parfois des prêts pour libérer des proches de la détention ou pour subvenir à leurs besoins pendant leur séjour à l'étranger. D'autres fois, les ménages n'ont jamais bénéficié d'envois de fonds en raison de voyages aussi courts et « infructueux ». Ces ménages se sont endettés, ou n'ont pas bénéficié financièrement des voyages des migrants, et étaient par conséquent moins équipés soutenir la réintégration des migrants de retour.

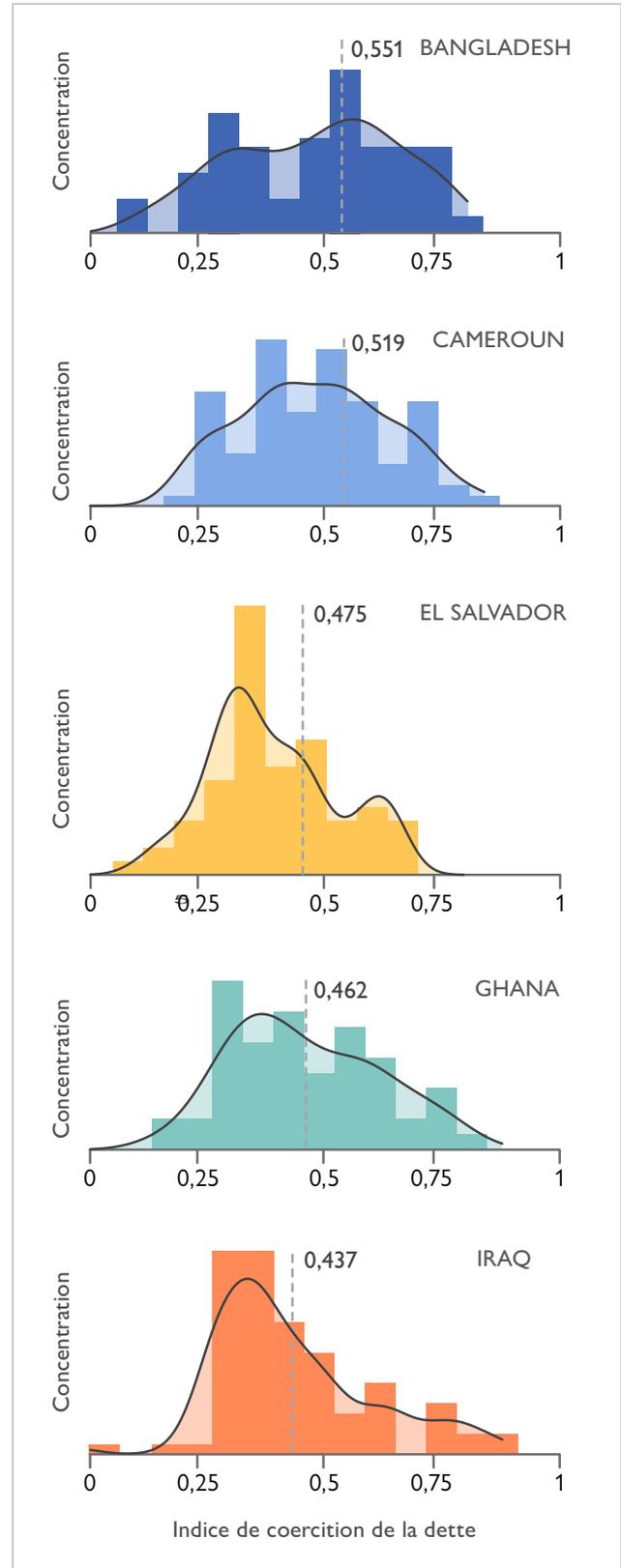
En outre, **le contexte était un facteur explicatif important ayant une incidence sur la coercition pour dettes.** Les données quantitatives et qualitatives ont indiqué que les pratiques d'endettement et leur nature

64 Bylander, « Debt and the Migration Experience ».

coercitive variaient selon le pays d'étude. Par exemple, la figure 6 montre que par rapport aux migrants de retour endettés au Bangladesh, ceux d'autres pays ont moins de dettes coercitives.⁶⁵ Fait important, dans l'ensemble des cinq pays, les niveaux moyens de coercition pour dettes des migrants de retour endettés étaient nettement supérieurs à 0.

Identifier de tels cas de coercition pour dettes et les contextualiser par rapport aux profils des migrants de retour et au contexte et relations plus larges dans lesquels la dette est intégrée souligne les raisons pour lesquelles la dette a des impacts si variables sur la réintégration et de quelle manière. Après avoir abordé les pratiques d'endettement des migrants de retour et leur diversité, le chapitre suivant explique les différents impacts des différentes dettes sur les résultats de la réintégration.

Figure 6. Coercition de la dette par pays



65 En effet, à l'exception du Cameroun, les autres contextes nationaux présentaient des niveaux moyens de coercition pour dettes nettement inférieurs

4. IMPACT DE L'ENDETTEMENT SUR LES RÉSULTATS DE LA RÉINTÉGRATION INDIVIDUELLE

Les données exposées dans le présent chapitre sont basées sur les conclusions des migrants de retour en situation d'endettement au moment de l'enquête et des études de cas. Ainsi, bien qu'il décrive la relation entre l'endettement et la réintégration, il analyse plus spécifiquement l'impact de l'endettement sur les résultats de la réintégration.

Le présent chapitre commence par un aperçu de l'endettement et de la réintégration, puis se concentre sur les dimensions économiques, sociales et psychosociales individuelles.

4.1 APERÇU DE LA RELATION ENTRE L'ENDETTEMENT ET LA RÉINTÉGRATION

L'examen de l'endettement et de la réintégration par l'étude repose sur la compréhension que la réintégration est un processus multidimensionnel composé de composantes économiques, sociales et psychosociales, et que les dettes sont diverses et n'ont pas d'impact binaire sur la réintégration. Par exemple, alors que les répondants endettés ont en moyenne déclaré des résultats de réintégration globaux plus médiocres,⁶⁶ dans des dimensions et contextes spécifiques, l'endettement n'a pas eu d'impact significatif. Comme décrit précédemment, l'étude a utilisé un cadre conceptuel de la coercition, opérationnalisé via un indice de coercition, afin de souligner que les impacts des dettes ne sont ni binaires ni simples. Cependant, pour examiner pleinement l'impact de l'endettement sur les résultats de la réintégration, un indice de réintégration simplifié a également été créé (voir l'annexe 3), dans lequel 0 représente des résultats de réintégration relativement

plus défavorables et 1 relativement meilleurs.⁶⁷ En combinant ces deux indices, l'étude a pu mettre en lumière la façon dont les différentes dettes ont un impact différent sur les résultats de la réintégration des migrants de retour. Les données qualitatives ont apporté une nuance supplémentaire aux conclusions générées par ces indices.

L'étude a spécifiquement révélé que : **1) l'endettement n'est pas un prédicteur suffisamment significatif des résultats de la réintégration des migrants de retour et 2) des dettes plus coercitives entraînent de moins bons résultats de réintégration.**

Une approche binaire de l'endettement : endettement et résultats de la réintégration

La relation entre l'endettement et la réintégration variait selon la dimension et le contexte du pays. Par exemple, en tenant compte du pays d'origine, du sexe et de l'âge, l'endettement a eu un impact négatif significatif sur la réintégration dans son ensemble.⁶⁸ En examinant les dimensions individuellement, il apparaît que si l'association négative entre l'endettement et la réintégration peut être observée dans les dimensions sociale et économique, elle n'est significative que pour la dimension psychosociale. De plus, ce n'est qu'au Bangladesh que l'endettement a eu un impact négatif significatif sur la réintégration en tenant compte de l'âge et du sexe – les résultats n'étaient pas statistiquement significatifs pour les autres pays. Le simple fait d'être endetté n'était donc pas nécessairement suffisamment révélateur de résultats de réintégration plus médiocres dans toutes les dimensions et tous les contextes – une conclusion à l'appui des données qualitatives et de l'examen documentaire.

66 Ceci était significatif en tenant compte du sexe, de l'âge et du pays d'origine, et significatif à $p < 0,05$.

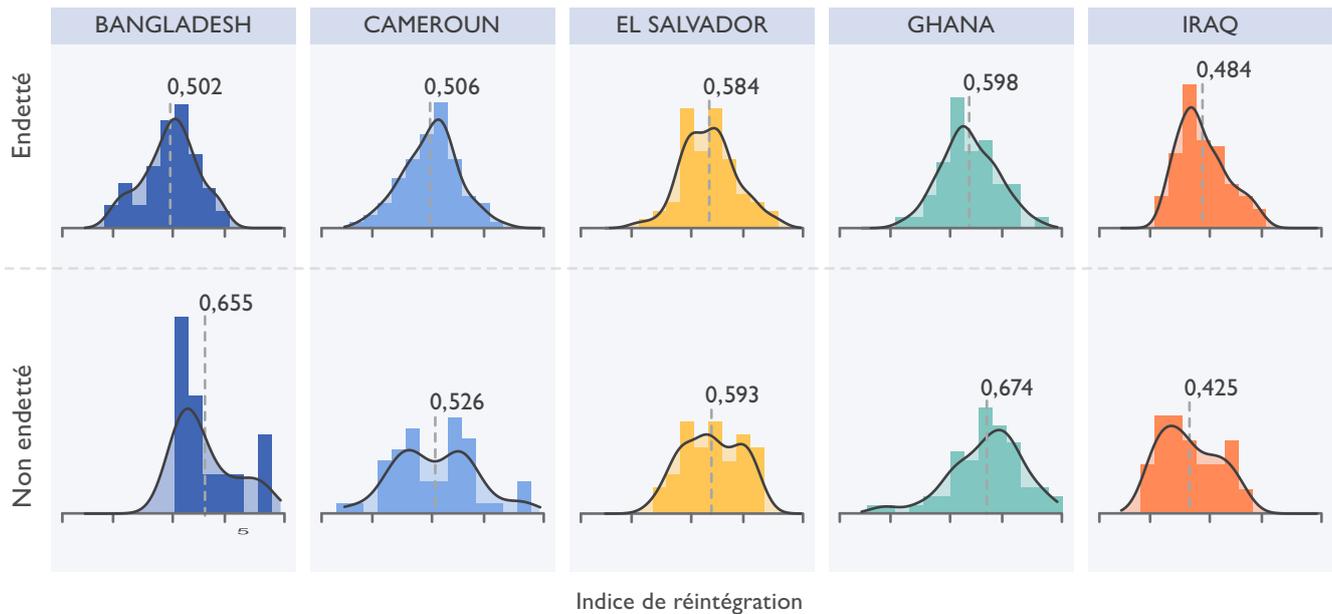
67 Cet examen s'appuyait sur les travaux antérieurs de l'OIM et comprenait la réintégration à la fois dans son intégralité et divisée en parties distinctes, à savoir la réintégration économique, sociale et psychosociale. Ainsi, l'étude visait à identifier les futurs indicateurs susceptibles d'améliorer les examens sur l'endettement et la réintégration. Dans la présente étude, une enquête distincte a donc été élaborée aux fins de se concentrer spécifiquement sur l'endettement et son impact sur les résultats de la réintégration. En conséquence, un indice de réintégration simplifié a été créé – il est distinct du RSS de l'OIM. Le reste de la présente section fait référence à cet indice de réintégration simplifié. Dans l'indice, 1 représente les résultats de réintégration les plus élevés et 0 les résultats de réintégration les plus bas.

68 C'était significatif à $p < 0,001$.

Une approche binaire et globale de l'endettement est donc insuffisante pour expliquer les résultats de la réintégration. La figure 7 illustre ce constat en montrant l'indice de réintégration simplifié par pays pour ceux qui ne sont pas endettés et pour ceux qui

le sont. Comme l'indiquent cette figure et les moyennes variables rapportées selon l'état d'endettement et le pays d'origine, le contexte est un facteur important déterminant l'effet de l'endettement sur la réintégration.

Figure 7. Indice de réintégration simplifié par pays et état d'endettement



Une approche nuancée de l'endettement : dettes coercitives et résultats de la réintégration

Compte tenu de l'impact complexe de l'endettement sur les résultats de la réintégration et du fait qu'une compréhension binaire est insuffisante en la matière, un indice de coercition qui place l'impact des dettes sur un spectre du plus au moins négatif, en fonction des caractéristiques spécifiques des dettes, a été mis au point. **En appliquant l'indice de coercition aux résultats de la réintégration, les données confirment que l'impact de l'endettement sur la réintégration dépend des caractéristiques spécifiques de la dette – plutôt que du simple fait d'être endetté.** Les données qualitatives ont corroboré ce point et indiqué, en outre, que les divers impacts de la dette dépendaient également des caractéristiques des migrants de retour et de leur ménage et du contexte spécifique.

Dans les données quantitatives, à mesure que les dettes devenaient plus coercitives, les résultats de

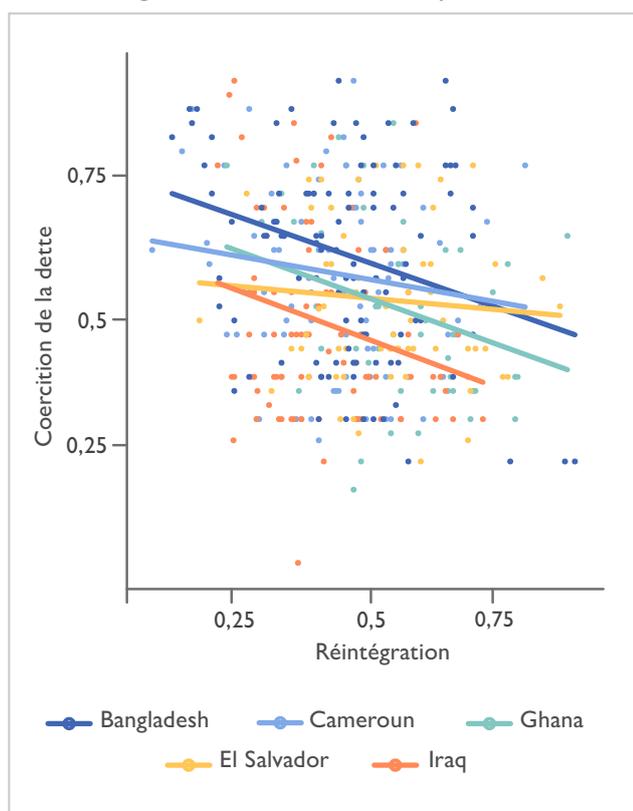
la réintégration devenaient considérablement plus médiocres – similaires à l'endettement.⁶⁹ Là encore, la significativité a été observée dans la réintégration en général et dans la dimension psychosociale. Cependant, l'indice de coercition pour dettes expliquait plus clairement les résultats de réintégration plus médiocres que le simple endettement. Les données indiquaient que si l'endettement pouvait être positif sur la réintégration dans certaines circonstances, comme dans le cas des dettes de type 1, les dettes coercitives n'avaient pas d'impact positif sur la réintégration – ni dans les données quantitatives ni dans les données qualitatives.

Contrairement à un simple examen de l'endettement, l'indice de coercition pour dettes était associé négativement à des résultats de réintégration plus médiocres dans tous les pays et était significatif au Bangladesh, au Ghana et en Iraq. La figure 8 représente

69 Ceci était significatif en tenant compte du sexe, de l'âge et du pays d'origine, à $p < 0,001$.

cette relation et compare l'indice de coercition pour dettes à l'indice de réintégration simplifié par pays d'origine.⁷⁰ Cela démontre que l'indice de coercition pour dettes créé est saillant dans une grande diversité de contextes, bien que d'éventuelles variables supplémentaires doivent être prises en compte et incluses lors de la réalisation d'analyses et de recherches spécifiques à un pays.

Figure 8. Corrélation entre les indices de réintégration et de coercition pour dettes



Il est important de noter que les données quantitatives appuient une telle approche nuancée de l'endettement, étant donné que dans des cas spécifiques, la dette peut être positive pour la réintégration. En particulier, le moment où les dettes s'étaient accumulées – une composante de l'indice de coercition pour dettes – était un prédicteur significatif des résultats de la réintégration. Alors que la dette de type 3 a eu un impact négatif significatif sur les résultats globaux de la réintégration,⁷¹

celle de type 1 a eu un impact positif significatif sur les résultats de réintégration dans l'ensemble.⁷² De telles dettes non coercitives, positivement corrélées à de meilleurs résultats de réintégration, peuvent donc être considérées comme un signe d'inclusion financière qui facilite potentiellement la réintégration. Les prêts destinés au démarrage ou au maintien d'une entreprise pourraient illustrer ce type de dettes.

Cependant, **la question de savoir si une dette est coercitive ou non peut changer au fil du temps.** Les données qualitatives ont indiqué qu'une dette, initialement considérée comme positive, peut, par la suite, produire des conditions coercitives qui ont un impact négatif sur la réintégration. Par exemple, un prêt permettant de financer le voyage d'un migrant contracté auprès d'un membre de la famille – investissement initialement productif – ne peut devenir coercitif que si le migrant et sa famille n'ont pas pu bénéficier économiquement de la migration et que le prêteur a exigé le remboursement de la dette. Les conditions de remboursement peuvent également devenir plus strictes et s'accompagner de conséquences graves au fil du temps, telles que la violence ou l'ostracisation. Les données suggèrent que pour conserver leur statut, les dettes non coercitives ou « positives » peuvent être informelles / formelles (sans toutefois provenir d'une source prédatrice telle qu'un trafiquant), mais doivent être assorties de conditions de remboursement flexibles et négociables, exemptes de pénalités ou de taux d'intérêt élevés et disposer de mécanismes clairs de négociation ou de médiation.

À l'instar des pratiques d'endettement, les données qualitatives indiquent que **les dettes coercitives ont un impact différent sur les différents sous-groupes de migrants de retour.** Par exemple, au Bangladesh, des femmes handicapées en raison de leur migration ont déclaré avoir du mal à obtenir un revenu suffisant pour couvrir leurs besoins fondamentaux et rembourser leurs dettes. De plus, les migrants de retour dans des ménages qui s'étaient endettés en leur absence se sont retrouvés accablés par de multiples prêts – ainsi que les

70 La figure n'inclut pas les 545 répondants interrogés, car l'indice de coercition n'est pas disponible pour les personnes non endettées actuellement. La figure représente donc 393 répondants.

71 Ceci était significatif en tenant compte du sexe, de l'âge et du pays d'origine, à $p < 0,05$.

72 Ceci était significatif en tenant compte du sexe, de l'âge et du pays d'origine, à $p < 0,001$.

membres de ces ménages, financièrement limités dans leur capacité à faciliter leur réintégration.

Les données qualitatives et quantitatives indiquent donc qu'une analyse de la dette, nuancée et à plusieurs niveaux, plaçant celle-ci sur un spectre de facilitation et de restriction de la réintégration de manière multidimensionnelle est nécessaire, plutôt que de supposer que toute dette – quelles

qu'en soient les caractéristiques – est bonne ou mauvaise. L'identification et l'examen des facteurs liés à l'endettement et ayant un impact sur celui-ci permettent de mieux saisir la relation entre l'endettement et la réintégration. Ceci permet ainsi d'obtenir des informations plus précises pour intervenir et prévenir les cas d'endettement hautement coercitif parmi les migrants de retour, leur ménage et leur communauté.

4.2 RÉINTÉGRATION ÉCONOMIQUE

MESSAGES CLÉS

Dans les données quantitatives, l'endettement n'était pas significativement associé à de moins bons résultats de réintégration économique. Parfois, les migrants de retour endettés ont obtenu de meilleurs résultats en termes de réintégration économique que leurs homologues non endettés. La nature de la dette, en particulier son degré de contrainte, a ainsi déterminé sa capacité à faciliter ou à restreindre la réintégration économique. Trois conclusions clés ont émergé des données :

- L'endettement peut être un marqueur d'inclusion financière et être associé à des résultats de réintégration plus élevés dans des circonstances spécifiques.
- L'endettement peut restreindre la capacité des migrants de retour à relever les enjeux économiques auxquels ils sont confrontés pour assurer un moyen de subsistance durable, en particulier lorsque la dette est très coercitive, par exemple lorsqu'elle est garantie ou que l'endettement se prolonge.
- Les migrants de retour qui restent endettés au fil du temps augmentent les risques de subir des préjudices spécifiques, tels que l'insécurité alimentaire.

L'étude a mesuré la réintégration économique à l'aide de quatre indicateurs quantitatifs clés : les emprunts après le retour, la possession et l'accès à un compte bancaire, le statut professionnel et l'épargne après le retour (voir la figure 9 pour obtenir ces informations par pays et par état d'endettement). Les données qualitatives ont permis d'approfondir ces indicateurs et fourni des informations supplémentaires sur la sécurité alimentaire.

Endettement et résultats positifs de la réintégration

Bien que l'impact de l'endettement sur la réintégration ait été principalement négatif, les données indiquaient que, dans certaines circonstances spécifiques, l'emprunt – signe de réintégration économique – pouvait être associé à de meilleurs résultats de réintégration. Par exemple, comme indiqué précédemment, les données quantitatives révèlent que l'emprunt aux fins du retour et après celui-ci (dette de type 3) est un prédicteur significatif de résultats de réintégration plus médiocres en tenant compte du sexe, de l'âge et du pays d'origine.⁷³ En revanche, la

73 C'était significatif à $p < 0,005$.

dette de type 1 a eu un impact positif significatif sur les résultats de la réintégration, dans l'ensemble, avec les mêmes variables de contrôle.⁷⁴ Ces résultats soulignent les déclarations des informateurs clés, à savoir que l'accès à des prêts et la possibilité de s'endetter (quelles qu'en soient les conséquences négatives potentielles) pourraient indiquer un degré d'inclusion financière susceptible de contribuer positivement à la réintégration économique.

Les emprunts après le retour peuvent être plus souvent liés à des situations de crise et donc à un indicateur négatif de réintégration, indiquant ainsi que pour les migrants de retour l'accès aux prêts est plus important que le simple fait d'être endettés. Par exemple, 50 % des migrants ayant emprunté après le retour l'ont fait pour couvrir leurs besoins quotidiens, contre seulement 33 % qui déclaraient l'avoir fait aux fins de démarrer une entreprise. Cependant, certains éléments indiquent que les dettes de type 3 peuvent avoir des caractéristiques plus coercitives – quelles que soient les raisons de l'emprunt – et donc avoir un impact négatif sur la réintégration. Par exemple, la dette de type 3 était plus susceptible d'être assortie de taux d'intérêt (47 %) et légèrement plus susceptible d'avoir des dates de remboursement fixes (65 %) que la dette de type 1 (35 % et 61 %) – bien que seulement 3 % d'entre elles provenaient de banques ou d'institutions formelles et 11 % d'IMF. Ainsi, des efforts devraient être déployés non seulement pour atténuer les emprunts de crise, mais aussi pour rendre les conditions d'endettement de type 3 moins coercitives.

L'endettement comme obstacle à la réintégration économique

La dette a limité la capacité des migrants de retour à rechercher des moyens de subsistance

durables, agissant parfois ainsi comme un obstacle insurmontable. En effet, à mesure que la dette s'assortissait de conditions plus coercitives, l'impact de l'endettement sur la réintégration devenait plus négatif. L'endettement prolongé a spécifiquement accru les risques de certaines privations économiques, telles que l'insécurité alimentaire, pour les migrants de retour.

Cependant, le simple fait d'être endetté n'était pas un prédicteur significatif des résultats critiques de la réintégration économique. Par exemple, dans les données quantitatives, l'endettement n'a pas eu d'impact significatif sur l'emploi – probablement parce que les conditions étaient déjà très difficiles pour les migrants de retour. De plus, l'endettement n'a pas eu d'incidence significative sur l'accès à un compte bancaire et son utilisation.

L'endettement a néanmoins réduit l'éventail des ressources disponibles permettant aux migrants de retour d'assurer des moyens de subsistance durables. Dans les données quantitatives, ceci est illustré par l'incapacité des migrants de retour, à la fois pendant la migration et après le retour, à accumuler des biens, des investissements et des économies, susceptibles de servir de capital de démarrage essentiel lors de la création d'une entreprise. Par exemple, les migrants de retour qui n'étaient pas endettés avaient plus de 200 % de chances d'épargner de l'argent, personnellement ou par l'intermédiaire du ménage auxquels ils appartenaient, par rapport aux migrants de retour endettés.⁷⁵ De plus, selon les données, les migrants de retour non endettés avaient presque quatre fois plus de chances d'être revenus avec des économies, des actifs ou des investissements.⁷⁶ Dans les données qualitatives, le spectre réduit des options disponibles pour les migrants de retour endettés permettant de garantir et maintenir des moyens de subsistance durables a été illustré par l'incapacité des migrants de retour à maintenir

74 C'était significatif à $p < 0,005$.

75 Ceci était significatif en tenant compte du sexe, de l'âge et du pays d'origine, à $p < 0,001$.

76 Ceci était significatif à $p < 0,001$ en tenant compte du sexe, de l'âge et du pays d'origine.

des entreprises à long terme. Parfois, l'endettement empêchait les migrants de retour de réinvestir leurs bénéfices dans des entreprises prospères, comme cela a été rapporté au Bangladesh, au Cameroun et au Ghana. Au lieu de cela, les bénéfices réalisés servaient souvent à rembourser des dettes.

L'impact de l'endettement sur la réintégration économique a également été mis en évidence par les envois de fonds. Les données ont révélé des couloirs d'échanges financiers, actifs et bidirectionnels, entretenus par les migrants et leurs familles ; la moitié des migrants de retour ont déclaré avoir envoyé de l'argent alors qu'ils se trouvaient à l'étranger et près de la moitié (43 %) en avoir reçu du pays d'origine, à hauteur d'au moins une fois par an pour un tiers d'entre eux.

Ces liens économiques entre les pays d'origine et de destination ont affecté la réintégration économique des migrants de retour. Par exemple, l'envoi de fonds permet aux migrants d'établir et/ou de contribuer à des opportunités économiques au sein de leurs réseaux sociaux, dont ils peuvent ensuite bénéficier à leur retour sur le plan économique. En effet, en tenant compte du sexe, du pays et de l'état d'endettement, ceux qui effectuaient des envois de fonds réguliers (hebdomadaires, mensuels) étaient significativement plus susceptibles de déclarer de meilleurs résultats de réintégration économique que ceux qui n'en effectuaient pas.⁷⁷ Un migrant de retour du Ghana a constaté que la force économique des réseaux sociaux, à laquelle une migration rentable via les envois de fonds pouvait contribuer, lui avait permis de faire face économiquement : « Emprunter n'a pas eu d'impact économique sur moi, car c'est ma famille, ma mère et mes frères et sœurs qui m'ont entièrement pris en charge à mon retour. » Étant donné que l'endettement avait fréquemment empêché les répondants d'effectuer des envois de fonds réguliers, les migrants de retour

endettés devaient parfois se démener pour trouver une source de revenus, uniquement à leur retour, tandis que les migrants de retour non endettés pouvaient avoir commencé à semer les graines de leur réintégration économique fructueuse des années auparavant grâce aux envois de fonds. **L'effet des envois de fonds souligne que pour comprendre l'impact des dettes, les acteurs de la réintégration doivent comprendre l'expérience multidimensionnelle de l'endettement.**

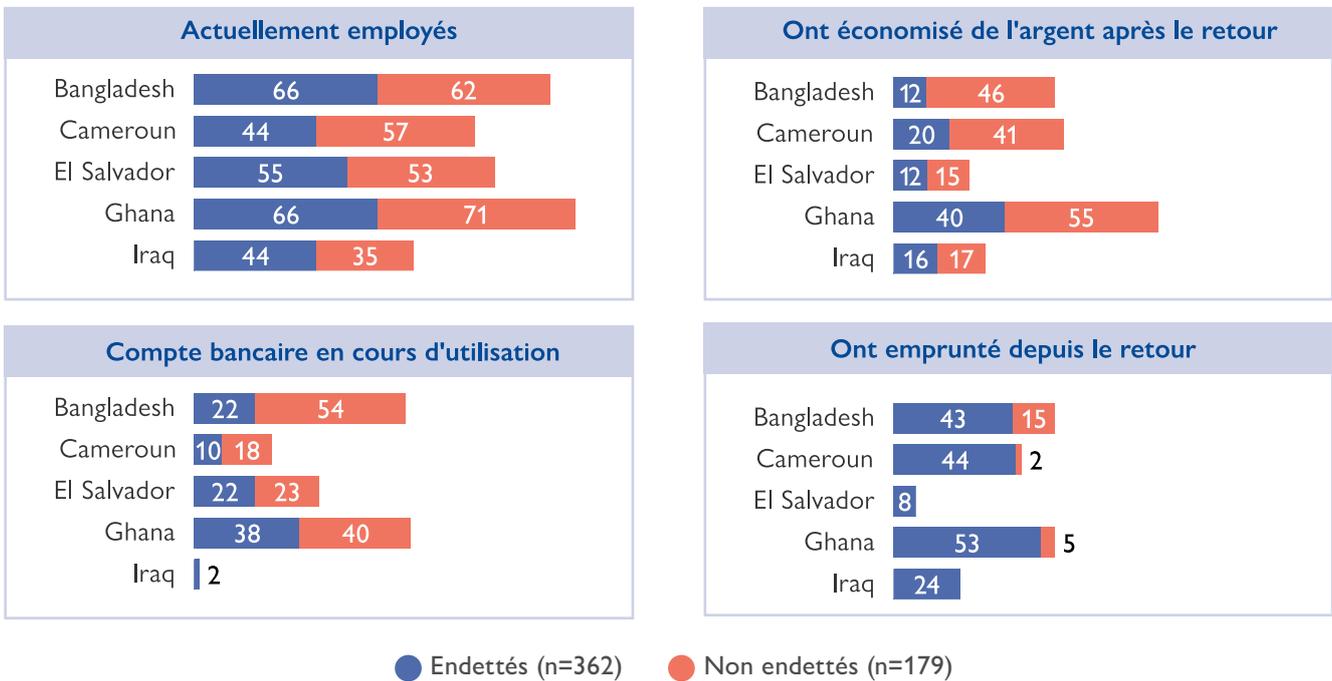
Il est important de noter que **l'impact économique de l'endettement sur la réintégration s'aggravait à mesure que la coercition de la dette augmentait.** Par exemple, il était difficile d'obtenir d'autres prêts pour les migrants de retour qui avaient déjà utilisé leurs biens les plus précieux pour garantir leurs dettes. Les migrants de retour ayant contracté des dettes garanties et hautement coercitives avaient le sentiment de partir du négatif plutôt que de zéro. L'impact négatif du chômage chronique a été plus préjudiciable aux migrants de retour endettés. Dans l'étude, la pression supplémentaire du remboursement de la dette, exercée sur les migrants de retour endettés bénéficiant de conditions de remboursement strictes, était un grave désavantage.

À mesure qu'il se prolongeait, l'endettement atteignait un point de basculement critique pour des situations de vulnérabilité économique spécifiques, telles que l'insécurité alimentaire – comme l'indiquent les données qualitatives. Certains ménages de l'étude ont spécifiquement imputé leur situation d'endettement prolongé à l'insécurité alimentaire. Les ménages ont dû faire face aux dépenses alimentaires sous la pression incessante du remboursement de prêts élevés. Parfois, la clémence des conditions de prêt a permis aux migrants de retour de subvenir aux besoins alimentaires de leur famille, ce qui souligne à nouveau l'impact de la qualité de la dette sur les résultats de la réintégration.

77 Ceci était significatif à $p < 0,001$ en tenant compte du sexe, de l'âge et du pays d'origine.



Figure 9. Indicateurs économiques par pays et état d'endettement



4.3 RÉINTÉGRATION SOCIALE

MESSAGES CLÉS

Dans la recherche, l'endettement n'était pas significativement associé à de moins bons résultats de réintégration sociale. Cependant, dans les données qualitatives, l'endettement a conduit à des situations de logement précaires et inhibé davantage la capacité des migrants de retour à répondre et surmonter les problèmes de logement et de santé. À cet égard, deux conclusions clés ont émergé :

- L'endettement a un impact plus limité sur la réintégration sociale des migrants de retour.
- L'impact limité de l'endettement sur la réintégration sociale, tel qu'il apparaît dans l'étude, pourrait être retardé et devenir plus visible à mesure que l'endettement des migrants de retour se prolongera et, donc, exercera des pressions plus coercitives.

L'étude a mesuré la réintégration sociale à travers quatre indicateurs quantitatifs clés : le niveau de logement, les enfants d'âge scolaire scolarisés, la possession d'au moins un document d'identité et la qualité des soins de santé disponibles (voir la figure 10 pour obtenir ces informations par pays et par état d'endettement). Les données qualitatives ont permis d'approfondir davantage ces indicateurs.

Impact limité de l'endettement

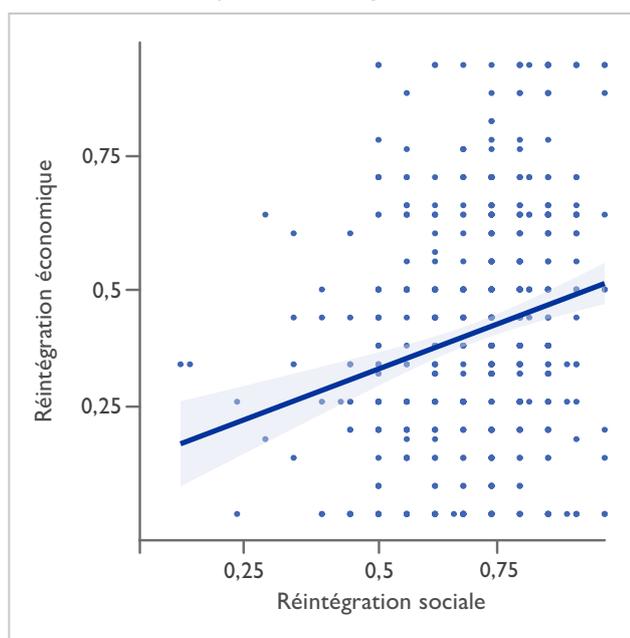
Dans l'ensemble, les migrants de retour ont obtenu de bons résultats en termes de réintégration sociale sur lesquels l'état d'endettement n'a que peu influé, en particulier en ce qui concerne l'accès à la documentation, l'inscription des enfants à l'école (voir le chapitre suivant) et l'accès à des soins de santé moyens ou supérieurs. À l'instar de la réintégration économique, cela indique

que les migrants de retour qui ont accès à l'emprunt peuvent être mieux placés que ceux qui n'y ont pas accès et qu'une approche globale de l'endettement est insuffisante pour en explorer l'impact.

Impact différé de l'endettement

Les données qualitatives indiquent que l'impact de l'endettement sur la réintégration sociale est probablement retardé plutôt qu'inexistant et augmente à mesure que les dettes deviennent plus coercitives. La figure 10 compare les résultats de la réintégration sociale à ceux de la réintégration économique. Les deux ont une relation positive dans les données. Cela signifie que la réintégration économique augmente au même rythme que la réintégration sociale. Ceci est particulièrement important compte tenu de l'impact des dettes coercitives sur les résultats de la réintégration économique des répondants par rapport à l'impact plus limité de l'endettement sur les résultats de la réintégration sociale des répondants. Il se peut donc qu'un endettement prolongé dû à des dettes coercitives puisse avoir un impact négatif sur les résultats de la réintégration sociale au fil du temps.

Figure 10. Corrélation entre réintégration économique et réintégration sociale



Les données qualitatives ont également souligné que les dettes coercitives et l'endettement prolongé

empêchaient spécifiquement un accès régulier et durable à des soins de santé de qualité. Par exemple, les migrants de retour ont souvent dû faire face à des choix sociaux difficiles en raison de leur endettement, tels que le remboursement d'une dette ou le recours à des soins de santé. Un migrant de retour au Ghana a décrit son choix : « Je n'en ai même pas payé une partie [de la dette]. Je n'ai rien payé du tout... Si je rembourse ce prêt, je ne pourrais pas emmener mon père à l'hôpital. » À long terme, à mesure que les dettes perdurent dans le temps et deviennent de plus en plus coercitives et que la pression pour les rembourser s'intensifie, les migrants de retour endettés peuvent devoir renoncer à un traitement au profit du remboursement de la dette, ce qui nuit non seulement à leur accès aux soins médicaux, mais aussi à leur état de santé général.

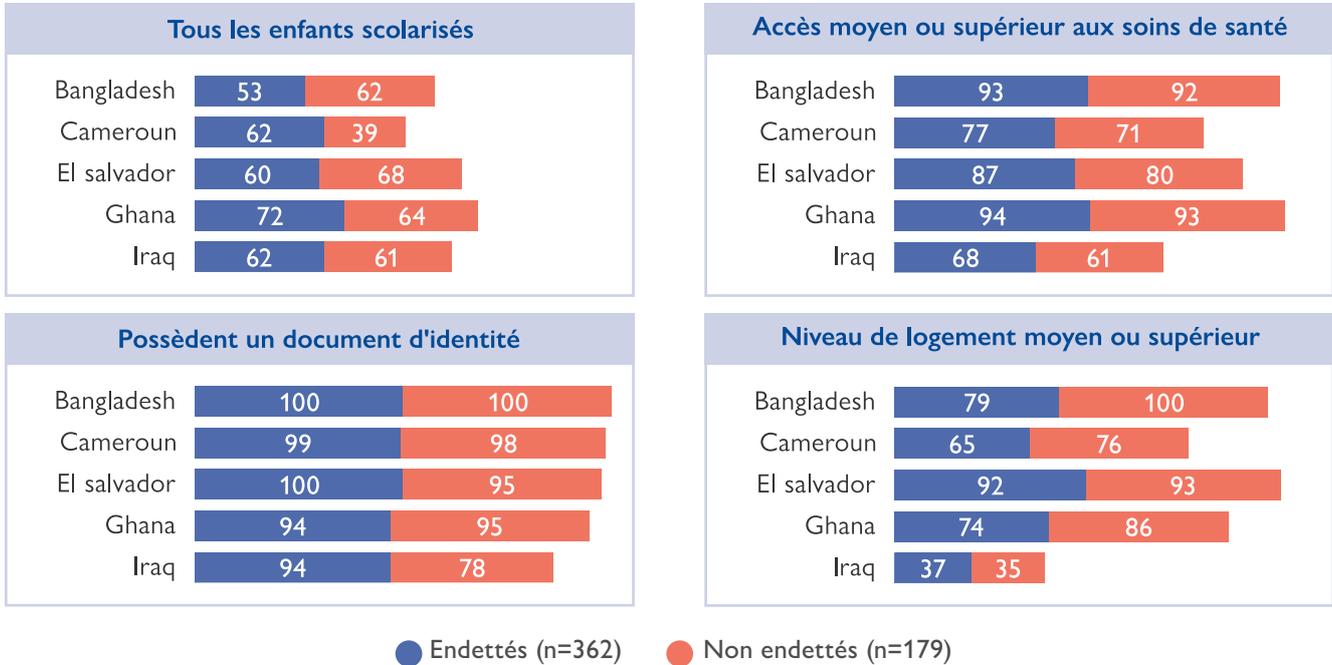
Les migrants de retour endettés ont également été confrontés à des situations de logement difficiles possiblement liées à des modalités et conditions spécifiques, telles que des prêts garantis. En effet, dans les entretiens qualitatifs, il a été rapporté que les migrants de retour d'Iraq avaient vendu leur maison ou leur appartement pour financer leur voyage migratoire ou vivaient avec d'autres membres de leur famille au moment de l'entretien. L'Iraq démontre ainsi que les prêts garantis via l'hypothèque ou la vente de logements pour financer les voyages de migration étaient des facteurs de risque clés qui compromettaient le niveau de logement des migrants de retour endettés au fil du temps. Savoir non seulement si les prêts ont été garantis, mais aussi en échange de quels gages, est essentiel pour comprendre à quel moment et pour quelles raisons la dette a un impact sur la réintégration sociale des migrants de retour et souligne l'importance d'une approche plus granulaire de la dette et de la réintégration.

Pour les migrants de retour qui ont subi un traumatisme pendant leur voyage migratoire, l'endettement à long terme peut finalement atteindre un point de basculement et nuire de façon permanente à leur santé physique. L'endettement prolongé, qui accroît la coercition pour dettes, peut exacerber le besoin de services de santé, tout en limitant l'accès aux migrants de retour endettés. Même si les répondants ont recours à un traitement, ils risquent de s'endetter davantage. Cependant, bon nombre de ces conditions physiques nécessitent un traitement médical. Ainsi, si les migrants

de retour choisissent constamment de renoncer à un traitement à leur retour pour rembourser leurs dettes,

il peut arriver un point de basculement où leur santé est irrémédiablement compromise.

Figure 11. Indicateurs sociaux par pays et état d'endettement



4.4 RÉINTÉGRATION PSYCHOSOCIALE

MESSAGES CLÉS

Dans la recherche, l'endettement était significativement associé à des résultats de réintégration psychosociale plus faibles en tenant compte du sexe, de l'âge et du pays d'origine. L'endettement a parfois détérioré les réseaux sociaux, restreint la capacité et la volonté des migrants de retour de participer à des activités sociales, gravement et négativement affecté leur santé mentale et retardé le moment où ils ont retrouvé leur place dans la société. De l'étude, ont émergé trois conclusions clés :

- L'endettement a eu un impact négatif direct sur les résultats psychosociaux des migrants de retour, que ces derniers associaient à des sentiments de stress, de stigmatisation et de honte.
- L'endettement a détérioré, voire totalement éliminé, certaines parties des réseaux sociaux des migrants de retour, limitant ainsi les facilitateurs à leur disposition qui soutenaient leur réintégration.
- L'endettement a limité la participation des migrants de retour à la vie sociale, en raison des résultats médiocres en matière de santé mentale et d'une dégradation de leur réseau social.

L'étude a mesuré la réintégration psychosociale à travers cinq indicateurs quantitatifs clés : la participation aux activités sociales, les tensions familiales, les sentiments de honte, les sentiments de tristesse et le sentiment d'appartenance (voir la figure 12 pour obtenir ces informations par pays et par état d'endettement). Les données qualitatives ont permis d'approfondir davantage ces indicateurs.

Endettement et santé mentale

L'impact de l'endettement était le plus prononcé en ce qui concerne la santé mentale des migrants de retour. Les sentiments de honte, de stress, de tristesse, d'isolement, de dépression, d'humiliation et de rejet étaient courants chez les répondants. Une femme de retour de l'El Salvador a fait état de sentiments communs entre les genres et les contextes nationaux :

“ Il y a eu des moments de détresse, car j'étais terriblement désespérée. Je n'ai pas pu trouver d'issue, tout comme [mon mari]. Lorsqu'il y a des dettes, c'est une affliction.

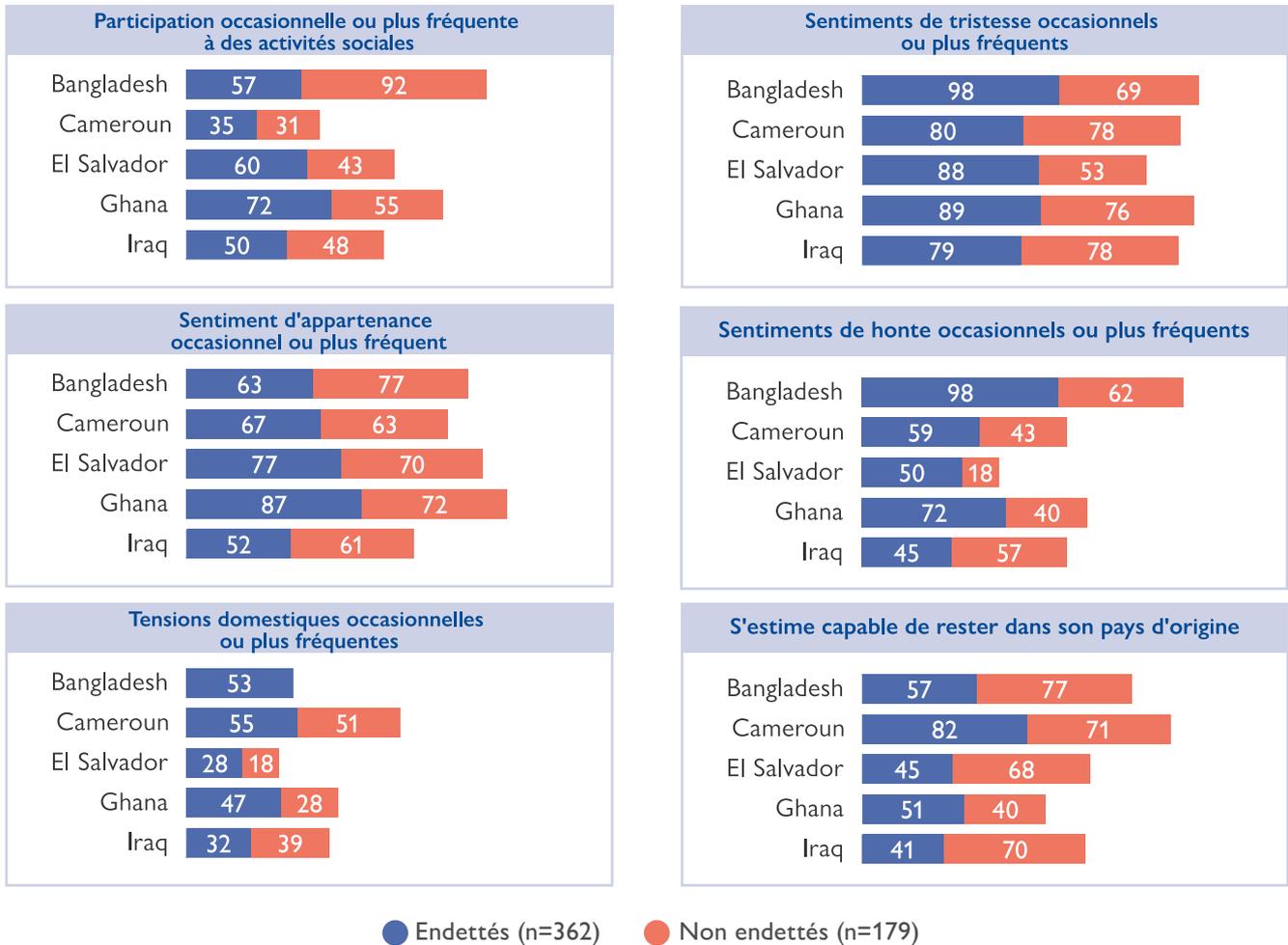
Dans les données qualitatives, les mauvais résultats en matière de santé mentale étaient liés à la stigmatisation des migrants à leur retour. Il est clairement apparu, dans les données qualitatives, que revenir avec des dettes signifiait nécessairement être considéré comme un migrant « raté ». En d'autres termes, alors que les migrants de retour ne sont pas inévitablement stigmatisés, une personne de retour d'un voyage migratoire en situation d'endettement était systématiquement stigmatisée. La dette de type 2 semblait donc avoir un impact spécifiquement négatif sur les résultats psychosociaux des migrants de retour dans les données. Les migrants de retour endettés se sont parfois infligés de la honte en raison d'un sentiment d'échec intériorisé. Beaucoup ont lutté dans l'espoir de faire bénéficier leur ménage et leur communauté d'avantages monétaires à leur retour. Cependant, le fait de revenir endettés a délimité cette option. Souvent, les migrants de retour et les membres de leur famille ont indiqué n'avoir « rien » rapporté. Si les migrants de retour garantissaient leurs prêts, ces dettes coercitives pourraient exacerber les moins bons résultats en matière de santé mentale.

En raison d'un sentiment de stigmatisation et de honte, le statut social des migrants de retour endettés a stagné, en particulier en Afrique de l'Ouest. Ayant été quittés par leur épouse ou contraints de retrouver des moyens de subsistance à partir de zéro – ou d'un point négatif – à leur retour, les migrants de retour d'Afrique de l'Ouest avaient l'impression d'être à la traîne par rapport à leurs amis qui avaient choisi de ne pas migrer. Comme de nombreux migrants de retour interrogés en Afrique de l'Ouest se considéraient, et/ou d'autres les considéraient, comme « ratés », la migration ne représentait pas le passage à l'âge adulte qu'elle peut souvent être. Le phénomène de se sentir socialement « figé » ou immobile a également été parfois observé dans d'autres contextes. Une migrante de retour d'Iraq a déploré la façon dont ses amis l'avaient devancée alors qu'elle était à l'étranger :

“ Tous mes camarades d'école vont à l'université maintenant et je ne suis que chez moi. Ça m'affecte vraiment. Si je n'étais pas partie en Biélorussie, je serais allée à l'université avec eux. Je ne resterais pas à la maison à ne rien faire, c'est honnêtement vraiment blessant.

L'endettement a également détérioré les réseaux sociaux. Les relations étaient tendues ou avaient complètement disparu en raison de dettes impayées. Bien que cela s'appliquait principalement au réseau social étendu par l'intermédiaire duquel les migrants de retour empruntaient (par exemple, oncles, tantes, amis, beaux-parents), cela détériorait aussi parfois leurs relations familiales, comme celles avec les enfants. Une migrante de retour de l'El Salvador a déclaré que sa relation avec sa fille, à qui elle avait emprunté pour financer son voyage vers les États-Unis d'Amérique, avait été détériorée. « [La dette] m'affecte beaucoup, car même ma fille me la jette souvent au visage. Elle me dit que je dois travailler plus dur pour m'en sortir... Je comprends ça, mais même si je voulais en faire davantage, je ne pourrais pas et je demande à Dieu de me donner plus de force [pleurs]... J'ai l'impression que même ma fille me tourne le dos. » De cette façon, la famille et les amis en tant que sources de prêt peuvent avoir un impact très coercitif sur les résultats psychosociaux des migrants de retour.

Figure 12. Indicateurs psychosociaux par pays y estado de endeudamiento



Endettement et vie communautaire

Subissant la détérioration de leurs réseaux sociaux et ressentant un fort sentiment de stigmatisation et de honte en raison de leur état d'endettement, les migrants de retour endettés étaient parfois réticents à participer à la vie communautaire. De la même façon que le remboursement des dettes était un moyen de renforcer les liens familiaux, le défaut de remboursement et l'endettement prolongé envers le réseau social ont suscité un sentiment d'isolement, conduisant ainsi les migrants de retour endettés à se retirer lentement des activités sociales ou à s'éloigner délibérément de leurs proches. L'impact de l'endettement sur la participation aux activités sociales était basé sur le genre. Les femmes endettées semblent être plus désavantagées en termes de participation aux activités sociales que leurs homologues masculins. Cela est lié à la double stigmatisation identifiée dans les données qualitatives,

où les femmes de retour sont stigmatisées pour être à la fois migrantes de retour et endettées.

Endettement, sentiment d'appartenance et re-migration

Malgré les moins bons résultats en matière de santé mentale et la participation réduite à la vie communautaire, l'endettement a eu un impact plus modéré sur le sentiment d'appartenance des migrants de retour et leur capacité à rester dans leur pays d'origine. Dans les données quantitatives, il n'y avait pas de différence significative entre les migrants de retour endettés et ceux qui ne l'étaient pas en termes de sentiment d'appartenance. **Le fait que l'endettement ne semble pas avoir d'impact sur le sentiment d'appartenance indique également que les réseaux sociaux des migrants de retour**

sont d'importants points de force et d'intervention potentielle, quel que soit leur état d'endettement. En outre, les migrants de retour endettés et non endettés se considèrent étant également capables de rester

dans leur pays d'origine, soulignant ainsi l'importance d'encourager une réintégration durable même parmi les migrants de retour endettés dont la réintégration semble plus ardue.

5. IMPACT DE L'ENDETTEMENT SUR LES MÉNAGES ET LES COMMUNAUTÉS

MESSAGES CLÉS

Bien que la présente étude se concentre sur les migrants de retour et leur ménage, il existe également certains indicateurs des impacts de l'endettement au niveau communautaire. Il s'agit notamment de l'effet négatif potentiel de l'endettement des migrants et des migrants de retour sur le développement économique local et les inégalités (associé à un manque d'envois de fonds et au rôle de l'endettement dans l'aggravation des inégalités locales, c'est-à-dire entre emprunteurs et prêteurs). La recherche a révélé certaines conclusions clés en ce qui concerne l'impact de l'endettement au niveau collectif :

- Les ménages s'endettent davantage lorsqu'ils s'engagent dans des « envois de fonds inversés », investissant alors dans le migrant à l'étranger
- Au-delà du migrant de retour, la stigmatisation et la honte associées à l'endettement s'étendent aux membres de son ménage.
- Les impacts de l'endettement sont générationnels, affectant ainsi l'accès des enfants à l'éducation et leur avenir.

Le présent chapitre révèle l'impact des dettes sur les ménages et les communautés, et la manière dont cela favorise ou limite les possibilités des migrants de retour de parvenir à une réintégration durable. Il examine ensuite le rôle des structures communautaires et du soutien à la réintégration dans la lutte contre l'endettement.

5.1 ENDETTEMENT DES MÉNAGES LIÉ À LA MIGRATION

Les voyages migratoires des migrants de retour et leurs dettes ont eu un impact sur les ménages parce que : 1) les migrants de retour sont intégrés dans les systèmes des ménages, 2) les ménages ont souvent une responsabilité collective en ce qui concerne les dettes, 3) les ménages contractent des dettes en réponse aux

voyages migratoires des migrants de retour et 4) les conséquences de l'endettement des migrants de retour ont un impact sur les membres du ménage, y compris de manière spécifique au genre et à l'âge. La présente section examine ces impacts.

Impacts économiques

De nombreux migrants de retour dans la présente étude n'avaient pas été en mesure d'effectuer des envois de fonds à l'étranger, ce qui signifie que leur ménage n'ont pas bénéficié économiquement de la migration, contrairement à ce qui était souvent prévu au départ. Seuls 43 % des répondants au sondage avaient envoyé des envois de fonds au moins une fois par an. En effet, les membres de la famille envoyaient souvent de l'argent aux migrants, sous forme d'« envois de fonds inversés ». 33 % des répondants avaient reçu

des envois de fonds de leur famille au moins une fois par an, lorsqu'ils étaient migrants, et 10 % supplémentaires avaient reçu des envois de fonds inversés au moins une fois. Pour ceux qui avaient déjà emprunté auprès d'amis et de membres de la famille pour financer leur voyage migratoire, l'emprunt s'est poursuivi pendant leur migration, 39 % de ce sous-groupe ayant reçu des envois de fonds inversés au moins une fois par an.

Les voyages migratoires des migrants de retour étant souvent des investissements des ménages, **l'absence de « réussite » économique et de retour sur investissement a eu un impact négatif sur le ménage, poussant ainsi certains ménages à s'endetter davantage.** Le manque d'envois de fonds, conjugué à l'absence du membre du ménage en âge de travailler, a entraîné une perte de revenus chez certains ménages pendant que le migrant de retour était à l'étranger. En réaction, certains ménages ont augmenté leurs emprunts, tandis que d'autres ont eu du mal à joindre les deux bouts sans s'endetter davantage. Souvent, les ménages s'attendaient à des envois de fonds immédiats du membre qui avait migré. Le décalage entre les attentes des migrants de retour, selon lesquelles ils auraient immédiatement commencé à rembourser leurs dettes à leur arrivée dans le pays de destination, et la réalité, a provoqué dans certains cas des conflits familiaux.

Les dettes liées à la migration ont également accentué les difficultés des membres du ménage à emprunter toute somme d'argent supplémentaire.

Les répondants ont expliqué que les coûts associés à leur migration avaient épuisé les possibilités d'emprunts futurs des ménages auprès de leurs réseaux sociaux. Comme l'a expliqué un migrant de retour au Cameroun, sa belle-mère qui avait emprunté de l'argent auprès d'une *tontine* pour les aider, lui et sa femme, n'était plus la bienvenue en tant que membre, car ils n'étaient pas en mesure de rembourser la dette.

Pendant le séjour à l'étranger et après le retour des migrants endettés, les ménages ont souvent fait face en adoptant de nouvelles stratégies de subsistance.

Par exemple, une mère qui avait pris sa retraite de son travail d'enseignante en raison de problèmes de santé a démarré une entreprise de vente d'eau. Compte tenu des dettes accumulées par le ménage, elle a dû réintégrer le marché du travail. Une autre femme a démarré sa

propre entreprise. Les membres du ménage ont ainsi réagi énergiquement et de manière responsable à l'endettement de leurs proches migrants de retour et au leur. En tant que tels, les membres du ménage sont des agents de la lutte contre l'endettement post-retour que les décideurs et les programmeurs devraient prendre en compte.

Le manque d'envois de fonds peut également entraîner des changements dans la dynamique de genre au sein du ménage.

Par exemple, Fatima, mère de famille, s'occupait seule de ses trois enfants pendant que son mari était en Libye. Son mari a eu du mal à envoyer des fonds substantiels à sa famille, travaillant d'abord aux fins de rembourser son prêt de migration. Il souffrait également de conditions de travail basées sur l'exploitation, en Libye, où il ne percevait parfois pas de rémunération, ce qui rendait difficile tout envoi de fonds régulier. Fatima luttait pour subvenir aux besoins de ses enfants. Cela l'a forcée à travailler peu de temps après la naissance de son dernier enfant – se livrant ainsi à du petit commerce dans la rue avec un bébé de 3 mois. Bien que difficile, cela lui semblait néanmoins être une source d'autonomisation – subvenir seule aux besoins de sa famille lui apparaissait comme une réalisation positive. Pendant que son mari était à l'étranger, elle a contracté de petits emprunts pour subvenir à ses besoins et finalement démarré une entreprise d'assiettes en céramique. Néanmoins, sa famille a souffert économiquement et fait face à une grave insécurité alimentaire. Lorsqu'il n'y avait pas de vivres à la maison, ses enfants ne pouvaient manger qu'à l'école. Malgré le retour de son mari, Fatima s'est toujours accrochée à l'indépendance acquise pendant le séjour de son mari à l'étranger, poursuivant ainsi son entreprise de céramique.

“ Je suis toujours dans l'entreprise même si mon mari est de retour parce que je ne peux pas rester inactive pendant que mon mari subvient aux besoins de la famille.

Bien que l'histoire de Fatima démontre que les femmes peuvent parfois être investies de nouveaux pouvoirs ou retrouver une certaine autonomie lorsque leurs maris ou d'autres membres masculins du ménage migrent, la littérature est plus mitigée, et **l'impact de la dette et de l'endettement sur les relations de genre et les**

femmes laissées pour compte mérite une analyse plus approfondie. En effet, une autre étude en Inde et au Népal suggère que les maris continuent d'exercer un contrôle patriarcal sur les flux d'envois de fonds, limitant ainsi le libre arbitre des femmes dans la façon de dépenser ou d'investir ces envois de fonds et leur rôle global dans la prise de décision.⁷⁸ Cependant, une étude différente au Népal a indiqué que les femmes des ménages de migrants exerçaient plus de pouvoir dans la prise de décision que celles des ménages de non-migrants.⁷⁹ D'autres recherches suggèrent que les femmes peuvent perdre leur nouveau statut après le retour de leur mari.⁸⁰ Une étude précédente de Samuel Hall, sur les femmes afghanes laissées pour compte en Afghanistan,⁸¹ a révélé leur souffrance mentale en raison du fardeau du prêt migratoire de leur mari. L'augmentation de la charge mentale peut atténuer les effets positifs de l'émigration sur l'autonomisation des femmes : un constat corroboré par la présente étude.

L'endettement peut stimuler la migration d'autres membres du ménage comme stratégie d'adaptation pour garantir des revenus supplémentaires. Pour faire face à l'endettement, les ménages se sont parfois tournés vers un autre membre pour migrer. Par exemple, un ménage au Ghana a rapporté que le père des migrants de retour avait migré dans son propre pays (vers Accra, la capitale) pour trouver un travail plus lucratif, en partie à cause de l'endettement. La même situation avait été signalée pour la mère d'un autre migrant de retour au Ghana qui avait également émigré à Accra. Un autre ménage au Bangladesh avait déscolarisé son fils pour l'envoyer à l'étranger dans l'espoir d'obtenir suffisamment d'argent pour rembourser ses dettes. Cependant, la re-migration pour échapper à l'endettement est une stratégie d'adaptation risquée. La re-migration des ménages endettés est souvent financée par une augmentation de la dette, car ils ont déjà investi des biens lors de précédentes tentatives. De la même manière, si le nouveau membre

du ménage ne réussit pas son voyage migratoire sur le plan économique, le ménage s'endette davantage. La dette accumulée de multiples voyages migratoires infructueux au sein d'un ménage peut accroître les privations et les problèmes d'insécurité.

Impacts psychosociaux

La honte et la stigmatisation des voyages infructueux s'étendaient aux membres du ménage et étaient exacerbées par l'endettement. L'incapacité de bénéficier économiquement du voyage migratoire d'un parent, en particulier d'un dans lequel il a investi, a stigmatisé le ménage et ses membres.

Les membres du ménage ont été victimes de harcèlement verbal de la part de prêteurs. Même lorsque les membres du ménage ne prêtaient pas spécifiquement d'argent, ils faisaient souvent office de garants. Ainsi, lorsque les migrants de retour ne pouvaient pas rembourser, le prêteur poursuivait parfois les autres membres du ménage et les harcelait. Parfois, cela se produisait également alors que le migrant était encore à l'étranger. Des participants au Bangladesh, au Cameroun et au Ghana ont déclaré avoir été harcelés de la même manière par des prêteurs.

Les membres du ménage ont également constaté que leurs réseaux sociaux s'étaient dissipés en raison de l'endettement des membres de leur famille et de la migration infructueuse. À l'instar des migrants de retour, ils ont également eu du mal à rembourser ces dettes et ont donc souffert des relations détériorées avec les prêteurs de leurs communautés, y compris la famille.

Sur le plan émotionnel, les membres du ménage « laissés pour compte » ont souffert pendant que les membres de leur famille étaient à l'étranger. Dans l'étude, cela a été mis en évidence par une charge de travail accrue pour les hommes et les femmes laissés

78 Hom Nath Gartaula, Leontine Visser et Anke Niehof, « Socio-Cultural Dispositions and Wellbeing of the Women Left Behind: A Case of Migrant Households in Nepal », *Social Indicators Research* 108, no. 3 (2012) : 401–20 ; Ruchi Singh, « Impact of Male Out-Migration on Women Left Behind: A Study of Two Villages in Uttar Pradesh », *Remittances Review* 3, (16 mai 2018) : 75–92.

79 Amina Maharjan, Siegfried Bauer et Beatrice Knerr, « Do Rural Women Who Stay Behind Benefit from Male Out-Migration? A Case Study in the Hills of Nepal », *Gender, Technology and Development* 16, no. 1 (1er janvier 2012) : 95–123.

80 Hein de Haas and Aleida van Rooij, « Migration as Emancipation? The Impact of Internal and International Migration on the Position of Women Left Behind in Rural Morocco », *Oxford Development Studies* 38, no. 1 (1er mars 2010) : 43–62 ; Heidi Kaspar, « I Am the Head of the Household Now ». The Impacts of Outmigration for Labour on Gender Hierarchies in Nepal », dans *Gender and Sustainable Development: Case Studies from NCCR North-South*, éd. Christine Müller et Smita Premchander (Berne : NCCR North South, 2006), 285–303.

81 Voir Samuel Hall – Reportage photo : Women left behind [dernier accès le 16/9/22].

pour compte. Par exemple, un père au Bangladesh a décrit ses difficultés à s'occuper de ses enfants pendant l'absence de sa femme : « [Quand ma femme était partie], j'étais déprimé. La crise financière que j'ai traversé et ma solitude ont aggravé ma détresse. Je devais cuisiner souvent, et parfois mon fils me donnait un coup de main. Ma fille était très jeune. Elle faisait tout ce qu'elle pouvait. Elle lavait la vaisselle. Nous devions faire toutes les tâches ménagères. C'était stressant. » Plus précisément au Cameroun et au Ghana, la détention a été une expérience rapportée par plusieurs répondants. Le fait de savoir leurs proches détenus et potentiellement à risque de privations telles que la torture a causé un stress aigu chez de nombreux répondants, ce qui a eu un impact sur la santé physique de certains.

Le bien-être émotionnel des ménages était étroitement lié à leur vie financière. En réponse à ces difficultés psychosociales, de nombreux ménages ont exprimé une grande joie et un grand bonheur au retour initial du membre de leur famille. Cependant, des tensions ont souvent commencé à émerger et beaucoup ont souffert en voyant le migrant de retour se débattre dans les problèmes après son retour. Une mère de l'El Salvador qui souffrait de problèmes médicaux a expliqué pourquoi elle pensait que la dette de sa fille avait un impact négatif sur son état de santé :

“ Parce que voir ma fille enlignée dans ce puits sans fond est une douleur à la fois morale et spirituelle. Parfois, ma fille est en larmes.

Impacts générationnels : Enfants de ménages endettés

En ce qui concerne l'accès aux services, les EIC et certains participants à l'étude de cas ont indiqué que **la scolarité pouvait être impactée en raison de l'endettement**, bien que cela n'ait pas été confirmé dans les données quantitatives. Dans les données qualitatives, certains participants ont déclaré retirer leurs enfants de l'école ou les transférer dans des écoles financées par le gouvernement, car ils devenaient de plus en plus incapables de s'acquitter des frais de scolarité. Un autre ménage au Bangladesh, comme mentionné, a déscolarisé et envoyé émigrer son fils aîné aux fins de rembourser ses dettes.

De plus, au Bangladesh et au Ghana, **les informateurs clés ont indiqué que l'endettement pouvait exacerber le risque de participation à la traite et au travail des enfants.** Par exemple, le ménage étant incapable de s'acquitter des frais de scolarité, les enfants peuvent être envoyés au travail. À d'autres moments, les familles au Ghana peuvent envoyer des enfants travailler pour des membres de la famille envers lesquels elles sont redevables ; cependant, bien que mentionnée par les informateurs clés, cette pratique n'était pas manifeste dans les études de cas qualitatives. De tels mécanismes d'adaptation affectant les enfants peuvent être dus à la pauvreté en général, plutôt qu'à l'état spécifique d'endettement. Ce sont des sujets sensibles qui nécessitent des recherches ciblées.

Les envois de fonds ont un impact sur le continuum des soins aux enfants. Bien que la charge des soins augmente lorsque l'un des parents ou les deux migrent, les envois de fonds peuvent également atténuer une partie de cette pression. Par exemple, les grands-parents, les parents célibataires ou d'autres membres de la famille assument souvent la responsabilité exclusive des enfants en cas de migration d'un responsable de leur prise en charge. Ces tuteurs(trices) sont alors confronté(e)s à une tension entre la prise en charge des enfants et l'obtention d'un revenu suffisant pour subvenir aux besoins financiers du ménage. Cela implique des contraintes de temps naturelles et des compromis, mais les envois de fonds peuvent réduire la nécessité de trouver un emploi et un revenu sûrs. Par exemple, une femme au Bangladesh a décrit comment le ménage prospérait lorsque son mari était à l'étranger et envoyait des fonds – les envois de fonds permettent parfois de dispenser plus de soins aux enfants. Cependant, en l'absence d'envois de fonds, les ménages doivent compenser par d'autres moyens. Cela peut entraîner le retrait des enfants plus âgés de l'école pour s'occuper du foyer, travailler et parfois migrer.

5.2 IMPLICATIONS AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE

Les communautés sont des acteurs essentiels que les décideurs et les programmeurs doivent inclure et responsabiliser lorsqu'ils traitent de l'endettement. Premièrement, l'endettement peut avoir un impact sur

les communautés dans lesquelles vivent les migrants de retour, mais aussi sur la capacité des communautés à protéger les migrants de retour et à atténuer les impacts de l'endettement. Deuxièmement, les structures communautaires existantes, souvent spécifiques à un pays ou à un contexte communautaire, peuvent atténuer ou exacerber l'endettement de manière unique et profonde.

Inclure l'endettement dans le lien migration-développement

Les résultats positifs du lien migration-développement au niveau communautaire dépendent en grande partie des envois de fonds et des investissements dans le capital humain. Les dettes et les retours imprévus limitent les possibilités d'envois de fonds et d'investissements dans le capital humain, entraînant ainsi des conséquences indirectes sur les économies locales.⁸² La nécessité de rembourser sa dette avant d'effectuer des envois de fonds ralentit ou retarde l'impact positif que la migration vis-à-vis des envois de fonds peut avoir sur les ménages et les communautés en général.

L'impact de la migration financée par la dette sur le bien-être des communautés est d'autant plus important que les systèmes d'endettement et d'emprunt sont intégrés dans des communautés élargies aux voisins, aux employeurs et aux commerçants ainsi qu'à des prêteurs formels et semi-formels (par exemple, IMF et prêteurs sur gages au Bangladesh et *tontines* au Cameroun), autant d'intervenants cités par nos participants à l'étude de cas qualitative comme faisant office de prêteurs. En effet, même lorsque les participants qualitatifs mentionnaient avoir emprunté à des amis et des parents, ces derniers, interrogés à leur tour par l'équipe de recherche, déclaraient souvent avoir eux-même emprunté à des prêteurs tiers (voir ci-dessous).

Les dettes au niveau communautaire sont plus complexes que le simple fait d'être contractées auprès « de la famille » ou « de la banque ». Ceci est bien établi dans la littérature plus large sur l'endettement dans les pays à revenu faible ou intermédiaire.⁸³ La migration et le retour ajoutent ensuite à cette complexité, en incluant de possibles dettes envers des acteurs spécifiques à la migration tels que les courtiers et les recruteurs de main-d'œuvre, les avocats, les passeurs et les extorqueurs (par exemple, ceux qui exigent des frais de libération ou des pots-de-vin des migrants ouest-africains).⁸⁴ Et, de manière significative, ces dettes peuvent également être transnationales, reliant ainsi les migrants de retour aux personnes et communautés d'autres pays et créant potentiellement de nouveaux types de précarité pour eux-mêmes, leur ménage et les communautés migrantes transnationales.⁸⁵ Dans les données, il est apparu que ces dettes trans-locales étaient liées par la nationalité ou l'appartenance ethnique (par exemple, les Salvadoriens empruntant à d'autres Salvadoriens aux États-Unis).

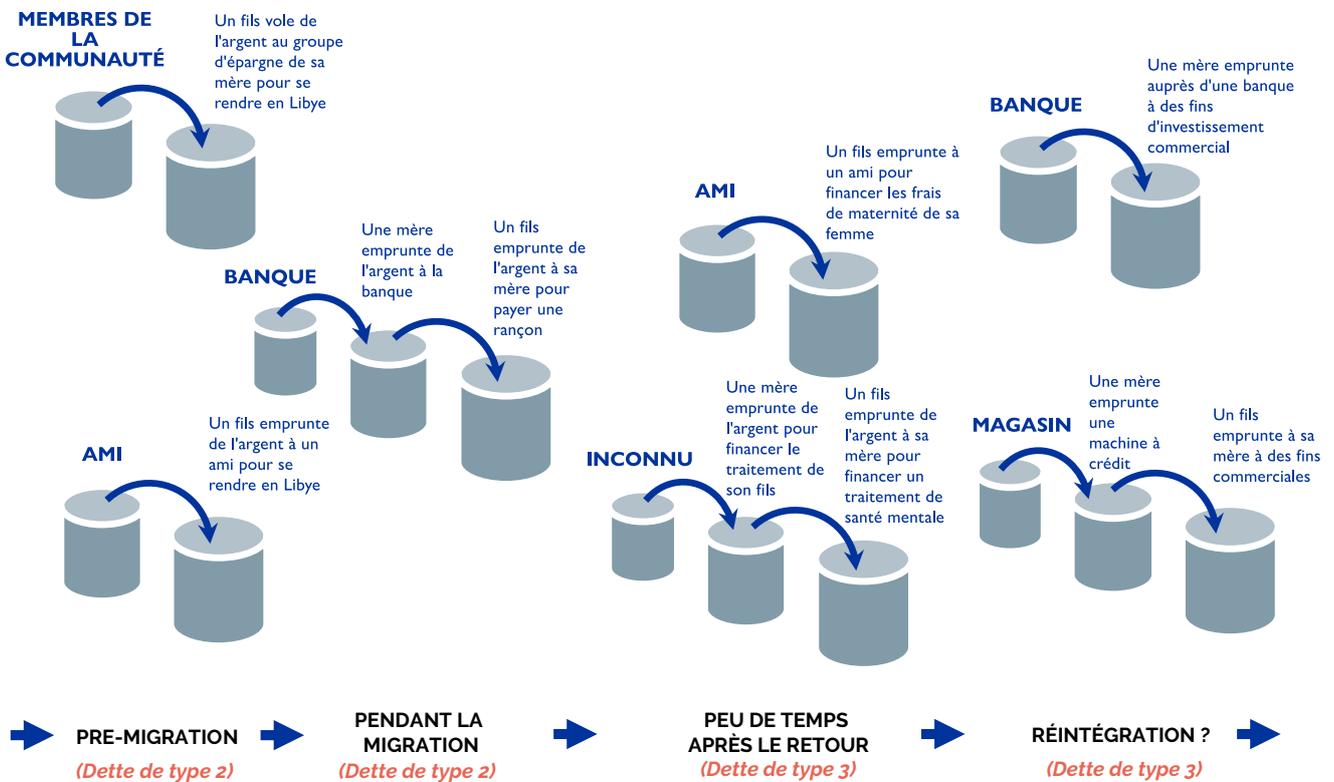
82 David Graeber, *Debt: The First 5,000 Years* (New York: Melville House, 2011) ; W. Nathan Green, « Financing Agrarian Change: Geographies of Credit and Debt in the Global South », *Progress in Human Geography* 46, no. 3 (1er juin 2022) : 849–69.

83 Carswell et al, « Good Debts, Bad Debts », 122–42 ; Guérin et G. Venkatasubramanian, « The Socio-Economy of Debt ». Green et Estes, « Precarious Debt ».

84 Priya Deshingkar, « The Making and Unmaking of Precarious, Ideal Subjects – Migration Brokerage in the Global South », *Journal of Ethnic and Migration Studies* 45, no. 14 (26 octobre 2019) : 2638–54 ; Sallie Yea, « Prefiguring Stigma in Post-Trafficking Lives ». ; Henry Kam Kah, « Blood Money', Migrants' Enslavement and Insecurity in Africa's Sahel and Libya », *Africa Development / Afrique et Développement* 44, no. 1 (2019) : 25–44.

85 Maryann Bylander, « Borrowing Across Borders » ; Kavita Datta et Camille Aznar, « The Space-Times of Migration and Debt: Re-Positioning Migrants' Debt and Credit Practices and Institutions in, and through, London », *Géoforum* 98 (1er janvier 2019) : 300–308 ; Green et Estes, « Precarious Debt ».

Figure 13. Suivre l'argent (Ghana)



Compte tenu de ces réseaux d'interaction au niveau communautaire, il n'est pas surprenant que l'endettement ait des implications pour la communauté, ainsi que pour les migrants de retour individuels et leur ménage. Il ressort clairement des données qualitatives que ceux qui empruntaient à des collègues, des amis et des voisins, ainsi qu'à des membres de la famille, s'engageaient généralement à rembourser après s'être établis à destination et avoir obtenu un emploi. Lorsque cela ne fonctionnait pas, cela avait des effets négatifs. Les petits prêts interpersonnels entre voisins et connaissances sont souvent accordés dans l'attente d'une réciprocité.⁸⁶ Les imprévus au cours de la migration et le fait de revenir endetté signifiaient souvent que le migrant ne serait pas en mesure de rendre la pareille ni de prêter de l'argent à d'autres lorsque ceux-ci en auraient besoin. Par exemple, une migrante de retour en El Salvador a raconté comment elle avait emprunté 200 dollars américains à une voisine pour couvrir les frais liés à la migration. Au moment de l'entretien, cette voisine avait désespérément besoin

d'argent à cause des problèmes de santé et des frais médicaux de sa mère. Cependant, la répondante n'a pas été en mesure de lui rembourser le prêt initial, encore moins de lui prêter de l'argent supplémentaire. La fille de la migrante de retour a également une dette envers son employeur aux États-Unis. Ainsi, la migration de la mère financée par la dette produit des conséquences négatives à la fois dans sa communauté locale et au niveau trans-local.

Une autre raison pour laquelle l'endettement des migrants de retour peut affecter l'ensemble de la communauté est liée aux systèmes d'épargne et de prêt au niveau communautaire tels que les *tontines* au Cameroun. De tels régimes reposent sur la confiance entre les membres, ainsi que sur l'équilibre entre les apports et les retraits des membres ; ils sont généralement destinés à faciliter des prêts moins importants que ceux nécessaires à la migration, bien que les envois de fonds des migrants puissent également constituer une contribution importante au

86 Marcel Mauss, *The Gift: The Form and Reason for Exchange in Archaic Societies*, 2e édition (Londres : Routledge, 2001).

système.⁸⁷ Lorsque les migrants de retour ou leurs familles n'ont pas les moyens de rembourser les prêts de *tontines*, cela affecte les futurs emprunteurs de leur communauté, ce qui explique en partie pourquoi certains de nos répondants qualitatifs au Cameroun, qui devaient directement (ou indirectement via des membres de leur famille) de l'argent à des *tontines*, se sentaient stigmatisés et honteux et avaient dû cesser d'assister aux réunions de *tontine*. Au Bangladesh, les prêts des IMF sont une version plus formalisée des emprunts communautaires. En théorie, le défaut de remboursement de prêt d'un migrant de retour n'aura pas d'impact significatif sur les futurs emprunteurs des IMF de sa communauté, mais des niveaux élevés de surendettement (et de sous-remboursement ultérieur) pourraient conduire à des crises, comme la celle de la microfinance de 2010 dans l'Andhra Pradesh, en Inde, avec des répercussions négatives pour l'ensemble de la communauté.⁸⁸

Le lien migration-développement repose en grande partie sur la promesse et le potentiel des envois de fonds d'apporter des activités et des investissements axés sur le développement aux communautés d'origine, menacées par l'endettement prolongé. Il est désormais largement reconnu que les impacts des envois de fonds sur le développement ne sont pas uniquement liés aux activités productives et aux investissements, mais que la simple injection de capital sous forme de dépenses de consommation peut également avoir des effets multiplicateurs positifs sur les communautés locales.⁸⁹ Cependant, les projets de migration infructueux, incarnés par les opérations d'interception aux frontières, les expulsions et autres retours imprévus, peuvent restreindre la capacité des migrants à effectuer des envois de fonds, comme pour de nombreux participants à cette étude. Une telle situation, associée à de l'endettement après le retour, peut s'avérer perdant-perdant pour les migrants de retour et leur ménage et assortie d'effets multiplicateurs directs et indirects pour leur communauté au sens large.

L'endettement peut également barrer l'accès à de futurs envois de fonds. Dans les études de cas qualitatives, des exemples illustraient le rapport entre l'incapacité de rembourser des dettes trans-locales passées et le fait que des parents, qui auraient, en d'autres circonstances, effectué des envois de fonds, ne voulaient ou ne pouvaient plus le faire. Par exemple, un migrant de retour en El Salvador a raconté que des parents aux États-Unis, desquels lui et à sa famille recevaient autrefois des envois de fonds, n'envoyaient désormais plus rien, parce qu'il leur devait toujours les sommes d'argent prêtées pour sa migration infructueuse aux États-Unis. « C'est comme ça, parce qu'avant d'être endettés, nous recevions un peu d'aide de nos proches aux États-Unis. Maintenant c'est différent, ils ne nous aident plus. » Il s'agit d'un intrant potentiel dans les économies de consommation locales, actuellement indisponible, en raison de la migration financée par des dettes demeurant impayées à ce jour. Cependant, des recherches supplémentaires sont nécessaires pour quantifier l'effet de l'endettement des migrants de retour et de la réduction des dépenses de consommation qui en découle, sur les économies locales.

En outre, la dette peut entraîner une accumulation accrue de richesses par certaines élites locales qui impliquent de nouvelles inégalités au sein des communautés, contribuant parfois ainsi aux moteurs initiaux de la migration. Certaines de ces tendances sont abordées plus en détail ci-dessous.

Absence de terres, itinérance et accumulation de richesses

Les informateurs clés ont signalé que les dettes garanties par des terres ou des habitations pouvaient avoir des impacts disproportionnés sur les moyens de subsistance ruraux et le logement. Par exemple, dans les communautés rurales, il est courant que les migrants hypothèquent des terres pour financer leur voyage. Dans les communautés urbaines et rurales, les migrants peuvent hypothéquer leurs maisons. En

87 Linda Mayoux, « Tackling the Down Side: Social Capital, Women's Empowerment and Micro-Finance in Cameroon », *Development and Change* 32, no. 3 (2001) : 435-64 ; Alvin Etang, David Fielding et Stephen Knowles, « Trust and ROSCA Membership in Rural Cameroon », *Journal of International Development* 23, no. 4 (2011) : 461-75.

88 Voir Marcus Taylor, « Freedom from Poverty Is Not for Free: Rural Development and the Microfinance Crisis in Andhra Pradesh, India », *Journal of Agrarian Change* 11, no. 4 (2011) : 484-504.

89 J. Edward Taylor et al., « International Migration and Community Development », *Population Index* 62, no. 3 (1996) : 397-418.

conséquence, **lorsqu'ils ne paient pas, les migrants de retour endettés et leurs familles risquent de perdre leurs terres et leur logement.** Étant donné que cette étude indique le caractère extrêmement courant de l'endettement prolongé, les migrants de retour endettés et les communautés de forte migration vers l'extérieur, puis de migration de retour, peuvent souffrir de la privation de terres et de l'itinérance. En El Salvador et au Ghana, des informateurs clés ont identifié la privation forcée de terres comme impact potentiel de l'endettement des migrants de retour au niveau communautaire. Un informateur clé en El Salvador a laissé entendre que cela pourrait stimuler un cycle de pauvreté intergénérationnelle.

À l'opposé de la privation de terres et de l'itinérance, se trouve l'accumulation de richesses conséquente par les élites locales. Des études antérieures, qui ont exploré ce point en relation avec l'endettement dans les communautés marginalisées, y compris dans les systèmes de migration axée sur l'endettement, en particulier en Asie du Sud,⁹⁰ suggèrent que les inégalités croissantes résultant de la migration financée par l'endettement pourraient avoir un impact négatif sur le lien migration-développement et avoir des implications importantes pour de futurs travaux orientés vers les politiques axés sur les migrants en tant que facilitateurs du développement socio-économique. Bien qu'elle dépasse le cadre de cette étude, l'accumulation de richesse directement liée aux dettes garanties des migrants de retour mériterait d'être approfondie.

Un informateur clé d'Amérique centrale a expliqué que les prêteurs recouvraient des biens et d'autres actifs garantis en cas de non-remboursement. Le fait de vendre ces actifs, ou de les conserver, peut produire des inégalités de richesse lorsque les biens garantis, tels que les terrains ou les appartements, finissent entre les mains d'élites déjà plus prospères. En conséquence, **les prêts garantis peuvent être un facteur de risque particulier** susceptible de mettre en péril le développement socio-économique d'une communauté et de générer de plus grandes inégalités.

Il existe un fort besoin d'étudier explicitement le lien entre l'endettement, la migration et le développement socio-économique. Compte tenu de l'impact qu'un

endettement prolongé peut avoir sur la propriété des actifs, et donc sur les inégalités au sein d'une communauté, l'impact plus large de la migration sur le développement socio-économique doit être réexaminé – avec une appréciation plus approfondie de la façon dont l'endettement limite les opportunités des migrants de retour d'agir en tant qu'agents de changement dans leurs communautés.

5.3 LE RÔLE DES STRUCTURES COMMUNAUTAIRES

Les anciens des communautés, les responsables des gouvernements locaux et d'autres dirigeants centrés sur la communauté sont apparus comme des acteurs clés potentiels de la médiation de dettes. Étant donné que les dettes impayées ont des conséquences négatives sur les communautés, il est nécessaire de se concentrer sur leur remboursement. La négociation des modalités et conditions ainsi que du montant peut s'avérer nécessaire. Cependant, comme l'indiquait un EIC du projet Prottasha au Bangladesh, une telle médiation est difficile :

“ *Cela nécessite plusieurs séances et, parfois, il est très difficile de convaincre les prêteurs que cela leur est également bénéfique. Notre approche consiste à essayer de leur faire comprendre qu'ils obtiendront au moins quelque chose s'ils négocient. Nous essayons de les sensibiliser et de leur présenter la situation comme gagnant-gagnant pour eux et pour le migrant de retour, puisqu'ils récupéreront au moins un peu d'argent.* ”

Souvent, au sein des communautés, il existe déjà des structures qui peuvent agir comme médiateur en matière d'endettement, comme au Bangladesh. En effet, comme les prêteurs peuvent également être des anciens ou des dirigeants respectés de la communauté, comme l'a indiqué un informateur clé en Amérique centrale, il est essentiel de les intégrer à la médiation de dettes. Capitaliser sur de telles structures peut donc accroître la légitimité d'un processus déjà difficile de

90 Carswell et al, « Good Debts, Bad Debts » ; Deshingkar, « Cultural Capital and Constrained » ; Guérin et G. Venkatasubramanian, « The Socio-Economy of Debt » ; Green and Estes, « Precarious Debt ».

médiation de dettes, augmentant ainsi ses chances de succès.

La communauté peut également exacerber les enjeux de l'endettement. Par exemple, les perceptions de la communauté ont eu un impact sur l'expérience des migrants de retour en matière d'endettement à travers la stigmatisation attachée à la migration « infructueuse » et, d'autre part, l'immense valeur accordée à la migration « réussie ». Comme l'a déclaré un informateur clé au Ghana :

“ La plupart des migrants voyagent en contractant des emprunts. Et parfois, les pratiques culturelles influencent également ces décisions. Par exemple... peut-être que mon cousin a contracté un prêt et que maintenant il voyage. Il réussit bien. Il envoie de l'argent chez lui. Vos parents vous regardent et ils vous demandent : « Que fais-tu à rester assis dans la maison ? Regarde ton autre cousin. Il a bataillé et regarde un peu la propriété qu'il [possède], rends-toi compte du soutien qu'il a apporté à sa famille. » Donc, cette pression s'exerce aussi sur vous. Si vous voulez de l'argent pour démarrer une entreprise, ils ne vous en donneront pas, mais si vous en voulez pour voyager, ils trouveront un moyen de vous obtenir un prêt dans l'espoir que vous le rembourserez à votre retour et que tout ira bien pour la famille.

Lorsque la réussite d'autres membres de la communauté se remarque facilement, cela peut exacerber davantage la stigmatisation. Par exemple, au Bangladesh, les migrants qui réussissaient dans une communauté se démarquaient par les maisons colorées des membres de leur famille à qui ils envoyaient des fonds. De telles attentes, enracinées à la fois dans la famille et dans la communauté et, parfois, des signes extérieurs de réussite, ont un impact important sur l'accueil des migrants de retour après une tentative de migration « infructueuse ». Les points de vue de la famille et de la communauté étaient souvent étroitement liés pour les répondants de la présente étude, en particulier en ce qui concernait les problèmes de stigmatisation et les attentes (perçues) infructueuses. Par exemple, un migrant de retour au Cameroun a déclaré que l'endettement

avait conduit sa famille à se tourner vers d'autres pour obtenir des conseils plutôt que vers lui ; un autre, au Ghana, a raconté une expérience similaire. Une femme migrante de retour au Ghana a raconté que sa famille l'avait évitée lorsque son mari était à l'étranger et qu'elle s'était endettée. Une autre, en El Salvador, a déclaré avoir l'impression que sa fille lui avait tourné le dos, n'ayant pas réussi à la rejoindre pour vivre et travailler aux États-Unis. De telles réactions des membres de la famille face à l'endettement – souvent façonnées par des processus communautaires – aggravent les difficultés rencontrées par les migrants après leur retour.

5.4 SOUTIEN À LA RÉINTÉGRATION ET ENDETTEMENT

Un EIC d'un programme de médiation familiale au Mali, qui comprenait une médiation sur la dette, relatait que les migrants de retour refusaient souvent de retourner dans leur famille en raison de leur endettement, ce qui a également été observé dans de précédentes études.⁹¹ En effet, certains migrants de retour se sentaient plus aptes à rentrer après avoir consacré une partie du soutien à la réintégration qu'ils avaient perçu au remboursement, total ou partiel, de leurs dettes – cela leur donnait le courage de rentrer chez eux.

“ Soit les gens avaient volé de l'argent à leurs parents, puis disparu en ayant cette dette envers leurs parents, soit ils avaient disparu sans prévenir leurs parents. Ils avaient donc une dette morale. Souvent, ils avaient [aussi] emprunté à des personnes de leur communauté. Et certaines personnes avaient beaucoup emprunté, parce qu'elles essayaient de migrer par voie aérienne. D'autres personnes avaient emprunté moins, simplement parce qu'elles migraient à pied. Mais le fait de revenir les poches vides les empêchait de pouvoir effectivement regagner leur foyer... ils n'avaient pas le courage de rentrer chez eux sans aide.

Cela a été confirmé par un migrant de retour au Cameroun qui déclarait : « je n'ai pas mis les pieds dans ma famille, car j'avais des dettes auprès de mon

91 Samuel Hall et l'Université du Sussex, « Mentoring Returnees: Study on Reintegration Outcomes Through a Comparative Lens. Commissioned by IOM Geneva and Funded by the FCDO » (Genève : OIM, 2020) ; Schuster et Majidi, « Deportation Stigma and Re-Migration ».

cousin [...] bon, ils savent que je suis au Cameroun, mais physiquement nous ne nous sommes pas encore vus. » Compte tenu du rôle qu'elle joue dans l'endettement et la réintégration, la famille est ainsi apparue comme un site potentiel d'intervention programmatique, aux côtés du soutien des individus et de la communauté au sens large.

Certains participants à l'étude de cas qualitative de la présente enquête, également des migrants de retour au Cameroun, ont déclaré avoir utilisé l'argent du soutien à la réintégration pour rembourser des dettes ou pour essayer de négocier un prêt. Par exemple, un homme a déclaré avoir fini par utiliser l'argent du soutien à la réintégration pour rembourser les dettes liées aux frais d'hospitalisation d'un parent. Un autre a déclaré avoir utilisé la promesse d'un éventuel soutien à la réintégration de l'OIM pour négocier un prêt commercial auprès d'une connaissance, mais qu'il attendait toujours la subvention de réintégration et que

son créancier lui demandait maintenant de rembourser l'argent.

Ce n'est pas l'utilisation prévue des subventions de réintégration ; cependant, si cela aide les migrants de retour à se désendetter, il faudrait peut-être considérer cela comme une « réorientation » plutôt qu'une « utilisation abusive » et peut-être en faire un argument positif en faveur d'un soutien monétaire non lié aux migrants de retour. Autre type de soutien proposé dans un document informatif de l'OIM : le microcrédit spécifiquement adapté aux migrants de retour, destiné en particulier à ceux intéressés par les activités entrepreneuriales.⁹² Cependant, comme le suggère le document informatif, un tel système nécessite la mise en place de garanties rigoureuses afin d'éviter aux emprunteurs de subir une situation d'endettement ingérable et d'être pris au piège dans un cycle d'endettement – une critique des systèmes de microcrédit formulée par de multiples sources.⁹³

6. CONCLUSIONS

Les dettes et l'endettement sont monnaie courante pour les migrants de retour. Alors que de précédentes études et des entretiens avec des informateurs clés révèlent que les personnes qui aident les migrants de retour sont pour la plupart bien conscientes des problèmes liés à l'endettement auxquels ils doivent faire face, la présente étude illustre les vastes implications de l'endettement – en particulier, coercitif – dans la réintégration. Son impact est multidimensionnel et à plusieurs niveaux, impactant ainsi la réintégration économique, sociale et psychosociale de manière dynamique et nuancée, avec des effets directs et indirects sur les ménages et les communautés.

L'étude a également révélé que les dettes n'étaient pas toutes identiques. En tant que tel, il est essentiel de comprendre l'impact de l'endettement sur une échelle facilitant ou restreignant la réintégration et le bien-être des migrants de retour – plutôt qu'en simples termes de

bon ou mauvais. L'étude a identifié des caractéristiques clés qui, à la fois individuellement et combinées, ont eu un impact sur les effets de l'endettement sur les résultats de la réintégration : 1) le moment auquel la dette s'est accumulée, 2) l'ancienneté de la dette, 3) la source de la dette et 4) les modalités et conditions (par exemple, le taux d'intérêt, en cas de garantie, des dates de remboursement fixes). Une attention particulière doit également être accordée au genre et au mode de migration qui, selon les données, ont un impact sur le risque de pratiques coercitives en matière d'endettement. L'impact de l'endettement dépendait également des migrants de retour et de leur ménage et affectait les relations, souvent, selon un modèle basé sur le genre et générationnel.

Les dettes surgissent dans la vie des migrants pour diverses raisons structurelles. Le présent rapport souligne comment l'expérience migratoire

92 OIM, « The Use of Microcredit Schemes in Migrant Reintegration Context », Document de connaissances, Série de documents de connaissances sur la réintégration durable (Genève, 2021).

93 Bylander, « Debt and the Migration Experience »; Hulme, « Is microdebt good for poor people? »; Ali, « Blaming the Poor »; Green et Estes, « Precarious Debt ».

dans son ensemble perpétue et crée des conditions coercitives pour des dettes qui affectent négativement la réintégration. L'identification de telles situations d'endettement coercitif devient essentielle pour ceux qui planifient des programmes et des politiques visant à soutenir la réintégration des migrants de retour et à intervenir pour lutter contre de telles formes négatives d'endettement.

Bien que l'endettement soit spécifique au contexte, il y a des leçons à tirer à travers les contextes nationaux qui sont largement applicables. La figure 14 donne un aperçu de l'endettement et de son impact selon ces dimensions dans chacun des contextes nationaux.



Un homme dirige un petit atelier de réparation de chaussures à Sheik Zayid, dans la banlieue du Caire, en Égypte.
© OIM 2014 / Albert Gonzalez FARRAN IBRAHIM

Figure 14. Aperçu des pays

<p>BANGLADESH</p> 	<p>L'ancienneté de la dette était un facteur critique dans tous les contextes qui influençait les impacts des dettes. Souvent, à mesure que l'endettement des migrants de retour se prolongeait, leur bien-être et leurs résultats de réintégration en souffraient. Des taux d'intérêt élevés ont souvent contribué à un tel endettement prolongé.</p>	<p>Sabrina a eu du mal à rembourser ses lourdes dettes. Son voyage migratoire lui a laissé des handicaps physiques, puis elle a été victime d'un accident vasculaire cérébral – qu'elle a attribué aux contraintes financières endurées. Son taux de sucre dans le sang et sa tension artérielle avaient également augmenté, et elle était atteinte de tremblements aux mains et aux jambes. Elle a contracté des prêts pour obtenir des services de santé. Elle s'est ainsi retrouvée dans le cercle vicieux de l'endettement auquel son état de santé précaire l'a empêchée d'échapper, mais a également contribué.</p>
<p>CAMERŪN</p> 	<p>L'endettement à des fins de retour et après ce dernier était négativement associé aux résultats de la réintégration dans tous les pays. L'endettement antérieur a souvent empêché l'obtention fructueuse de prêts pour des activités entrepreneuriales après le retour.</p>	<p>Incapable de rembourser un prêt, contracté pour développer son activité de cacao, Eugène a décidé de migrer en Algérie, puis au Maroc. Il a contracté plusieurs dettes auprès de sa famille pour ce faire. Il a contracté d'autres emprunts à son retour pour couvrir ses besoins quotidiens et démarrer une petite entreprise. Les dettes ont créé des tensions dans son ménage. Endetté et luttant pour trouver une source de revenus, sa femme l'a abandonné en emmenant sa fille avec elle – en partie à cause de ses dettes impayées.</p>
<p>EL SALVADOR</p> 	<p>Parfois, une source de prêt proposant des conditions de remboursement flexibles a été une bouée de sauvetage pour les migrants de retour. Bien que cela puisse être formel ou informel, il est essentiel que les migrants de retour soient soutenus dans leurs efforts de médiation.</p>	<p>Maria, son mari et sa fille ont été expulsés des États-Unis. Les deux parents étaient au chômage et luttait pour subvenir aux besoins alimentaires de leur famille, composée de trois enfants. Ils avaient emprunté de l'argent à un ami de son beau-père et avaient continué à emprunter à des voisins et à des parents après leur retour. Elle croyait que la raison pour laquelle ils avaient survécu jusqu'à présent était due à la patience du prêteur.</p>
<p>GHANA</p> 	<p>Comme d'autres contextes, au Ghana, la famille et les amis étaient la source de prêt de nombreux migrants de retour. Cela peut entraîner des conséquences néfastes sur les réseaux sociaux des migrants de retour, car le non-remboursement peut entraîner des tensions parmi les amis, la famille et au sein du ménage.</p>	<p>Peace, une migrante de retour d'Égypte a illustré ce risque. La relation de sa famille avec son oncle, auquel son père avait emprunté de l'argent pour financer le voyage migratoire, s'est gravement détériorée en raison du non-remboursement. Sa propre relation avec son père en a également souffert. Au moment de l'entretien, incapable de résider avec sa famille, elle avait du mal à payer son loyer et risquait d'être expulsée.</p>
<p>IRAK</p> 	<p>La vente d'actifs clés et la garantie de prêts ont exposé les migrants de retour à de graves risques. Plus précisément, vendre sa maison ou l'hypothéquer pour financer le voyage migratoire a nui à la capacité des migrants de retour à se procurer un logement sûr et stable.</p>	<p>Sarah avait tenté de migrer vers l'Europe. Après son retour avec sa famille en Irak, elle s'est retrouvée à vivre dans sa belle-famille. Ses beaux-parents ne la soutenaient pas et maltraitaient ses enfants. Cependant, incapables de se procurer des moyens de subsistance durables et donc d'assumer leur propre logement, ses enfants et elle ont été contraints de continuer à subir une situation de logement abusif.</p>

S'appuyant sur ces contextes et les conclusions générales, la recherche a révélé que :

1. **Plus les conditions d'endettement étaient coercitives, plus les résultats de la réintégration étaient médiocres.** Cet effet était dû en grande partie à l'impact de l'endettement coercitif sur les résultats de la réintégration psychosociale, bien qu'il ait été prouvé que les dettes coercitives exacerbent les enjeux économiques des migrants de retour endettés, et que son impact sur les résultats de la réintégration sociale pouvait être retardé. Étant donné que 66 % des migrants de retour étaient endettés au moment de la recherche et que la grande majorité d'entre eux devaient encore rembourser leurs dettes, l'impact de l'endettement sur les résultats de la réintégration continuera de croître et devra être continuellement surveillé tout au long de la conception des interventions.
2. **Les dettes contractées aux fins du retour et après celui-ci (dette de type 3) étaient significativement corrélées de manière négative avec les résultats de la réintégration.** Cela contraste avec la compréhension actuelle de l'endettement post-retour qui apparaît comme un indicateur positif de la réintégration. Cependant, à mesure que les migrants de retour continuent de se réinsérer, il est essentiel de transformer ces dettes, qui sont négatives pour les résultats de la réintégration, en dettes plus positives. Le fait que des dettes antérieures à la migration aient été positivement corrélées à des résultats de réintégration souligne que l'endettement a le potentiel de faciliter la réintégration et peut être un signe d'inclusion financière. De telles interventions devraient se concentrer sur la facilitation de modalités et conditions flexibles et sur la médiation du remboursement pour les sources de prêts formelles et informelles. Cela peut empêcher les migrants de retour de glisser vers un endettement prolongé et des cycles d'endettement préjudiciables.
3. **L'endettement agit comme point de basculement vers d'autres situations de vulnérabilité.** Dans l'étude, l'insécurité alimentaire et la déscolarisation des enfants étaient des conséquences secondaires et tertiaires négatives importantes exacerbées par l'endettement. Étant donné que l'endettement peut également exacerber la pauvreté, une plus grande

attention doit être accordée à son impact sur la traite et l'exploitation par le travail.

4. Il est important de noter que **les pratiques d'endettement et la réintégration des migrants de retour faisaient partie intégrante des ménages et des communautés.** Les ménages et les communautés avaient également une vie financière riche, distincte de la migration, mais affectée par celle-ci, qui avait un impact sur les résultats de la réintégration des migrants de retour. Pour obtenir une image plus globale de l'endettement, il est donc nécessaire d'examiner explicitement les structures communautaires plus larges qui influencent la migration, la réintégration et l'endettement.

S'attaquer aux dettes et à l'endettement nécessite donc une réponse structurelle dans tous les programmes de migration et de réintégration.

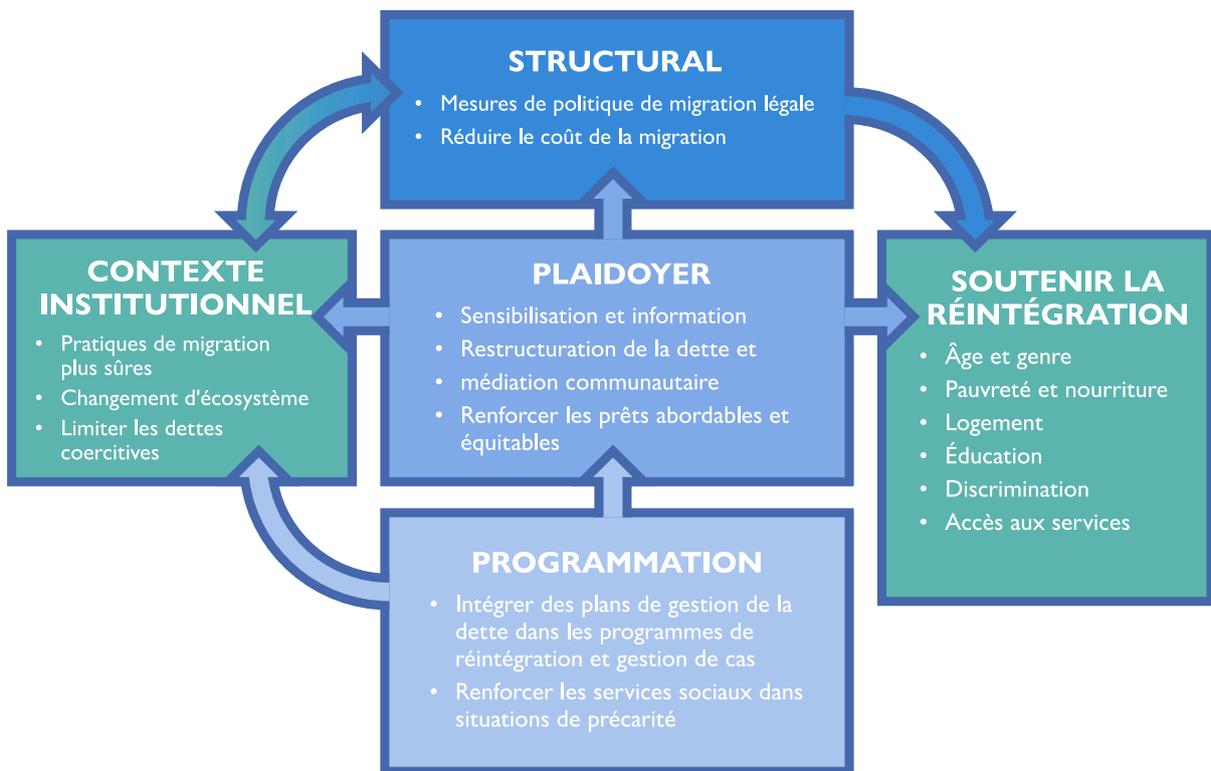
Les réunions d'experts aux fins de la présente étude révèlent la nécessité d'aider les populations, les responsables politiques et les professionnels à comprendre les facteurs qui rendent la dette coercitive et à préconiser des lois, des pratiques et des coûts permettant de maîtriser les dettes problématiques. Si certaines dettes sont inappropriées, abusives ou injustes, le plaidoyer devrait viser les meilleures pratiques dans l'écosystème des migrants et des migrants de retour. Les recommandations commencent donc par :

1. **Des recommandations structurelles** capables de remédier aux inégalités en matière de migration (par exemple, recommander un programme de travailleurs invités dans les pays d'émigration et de retour pour éviter ces pratiques en premier lieu), ainsi que la nécessité de cibler l'impact négatif de l'endettement coercitif sur les résultats de réintégration plus médiocres. Ces recommandations porteront sur les aspects juridiques des changements requis.
2. **Un plaidoyer sur l'endettement et l'endettement coercitif** aux fins de partager de plus amples connaissances et informations sur ces pratiques. Celles-ci devront également inclure des recommandations au niveau communautaire, pour aider à opérationnaliser la médiation communautaire pour résoudre les problèmes de stigmatisation et les secrets de l'endettement. La médiation peut

renvoyer au fait que les modèles d'endettement problématiques sont liés à des contraintes structurelles, plutôt qu'à l'action d'un individu.

3. **Des recommandations programmatiques** s'appuyant sur la relation de confiance du gestionnaire de dossiers de l'OIM et la capacité d'intégrer la dette dans les services de conseil et le soutien existants en matière de réintégration.

7. RECOMENDACIONES



Changements structurels permettant d'alléger le fardeau de l'endettement qui pèse sur les migrants, les migrants de retour et leur réintégration

Il est nécessaire de reconnaître l'importance de l'endettement dans le financement de la migration. Les dettes sont le plus souvent contractées pour financer le voyage migratoire – y compris les voyages de migration irrégulière coûteux, longs et risqués. Les **mesures de politique de migration légale** telles que les programmes de travailleurs

invités et la mise en œuvre d'accords de travail bilatéraux peuvent réduire la dépendance à l'égard de l'endettement et formaliser un parcours migratoire plus protégé, ce qui peut conduire à des investissements dans le retour et la réintégration, lorsque les migrants choisissent de rentrer dans leur pays d'origine.

La plupart des dettes actuelles des migrants de retour avaient été contractées aux fins de la migration ou au cours de celle-ci. Étant donné que l'endettement est associé de manière significative à de moins bons résultats de réintégration, en

particulier dans les dimensions psychosociales de la réintégration, une **réduction des coûts de la migration** pourrait conduire à des résultats de réintégration, meilleurs et plus durables. Bien que cela échappe au contrôle de toute partie prenante, les acteurs clés, tels que l'OIM et les gouvernements locaux et nationaux, devraient souligner les conséquences sur la dette d'une migration coûteuse dans leur plaidoyer mondial en faveur d'une migration humaine ainsi que dans les campagnes de sensibilisation des communautés. Cela peut être complété par la promotion de **prêts positifs plus facilement disponibles** et d'opportunités pour des moyens de subsistance durables ainsi qu'une diminution de la demande de dettes migratoires coercitives à coût élevé. En outre, ces acteurs peuvent œuvrer à la création de filières de migration plus abordables, et donc durables, telles que des voies plus accessibles pour la migration de main-d'œuvre.



Plaidoyer sur l'endettement et l'endettement coercitif au niveau communautaire

Un plaidoyer et une sensibilisation ciblés, axés sur l'âge, la source du prêt, les modalités et conditions et le stade de la migration, peuvent être un outil puissant pour réduire la probabilité de conséquences négatives de l'endettement sur les résultats de la réintégration et permettre plutôt aux dettes de faciliter la réintégration. Il peut s'agir de campagnes d'information ciblées spécifiques au contexte informant les migrants potentiels des dangers de l'endettement ainsi que d'une collaboration avec les institutions locales de prêt d'argent, formelles et informelles, visant à mettre au point des conditions de prêt moins coercitives. Il est important de noter que ces dernières devraient renforcer la capacité des dirigeants communautaires et travailler au sein des systèmes – et non en créer des parallèles.

Intégrer l'endettement dans la prise de conscience et la sensibilisation par le biais de discussions

et d'ateliers communautaires peut permettre d'assurer aux communautés de jouer aussi un rôle dans **la planification de la restructuration et de l'allègement des dettes par le biais de la médiation communautaire**.

Comme discuté en détail dans une publication de l'OIM au Bangladesh,⁹⁴ « l'ampleur de l'endettement généralisé des migrants nécessite une refonte majeure du processus de migration », y compris le rôle potentiel des ménages et des communautés dans la restructuration de l'endettement et la médiation en matière d'allègement de la dette. Le même objectif doit être appliqué aux processus de retour et de réintégration par le biais de conseils préalables au retour axés sur une discussion sur la coercition pour dettes dans les pays de destination et d'origine.

La médiation et la restructuration devront prêter attention aux facteurs décrits dans la présente étude, à savoir l'ancienneté de la dette, la source, les modalités et conditions et le type d'endettement des migrants de retour et de leur ménage. **Avant le retour des migrants**, il faut comprendre leur profil d'endettement et celui de leur ménage. **Au retour**, il faudrait effectuer un tri des besoins des migrants à leur arrivée dans le pays d'origine pour identifier des interventions programmatiques spécifiques en fonction de la nature et du type de dettes accumulées.

Les programmes d'intervention devront être adaptés au profil d'endettement des migrants de retour. Par exemple, alors que l'entrepreneuriat était une priorité dans tous les contextes étudiés, les dettes des migrants de retour et celles de leur ménage les empêchaient souvent de réinvestir leurs bénéfices dans leurs entreprises – ceux-ci étant plutôt directement consacrés au remboursement de leurs dettes. Les dettes coercitives doivent être traitées parallèlement à la fourniture d'un soutien aux entreprises.

Étant donné l'impact de l'endettement des migrants de retour et son origine dans leurs écosystèmes plus larges, **le plaidoyer devrait capitaliser sur les structures existantes avec lesquelles les**

94 OIM 2022, « Debt, Reintegration and Socioeconomic Sustainability of Migrants' Households. »

migrants de retour et leur ménage interagissent déjà – à savoir la famille et la communauté. Les anciens de la communauté, les membres de la famille et les structures judiciaires informelles et formelles locales sont apparus comme des pistes prometteuses pour mettre en œuvre des mécanismes de médiation de dettes lors d'interventions futures. Impliquer les représentants de la communauté dans la discussion, au retour et au préalable, peut en outre garantir un espace de dialogue qui facilitera les mécanismes d'atténuation à plus long terme.



Des programmes permettant d'intégrer l'endettement

Il faudrait intégrer les programmes d'endettement dans les formations et le conseil en gestion de dossiers. Cela devrait être hautement individualisé et s'étendre au-delà des connaissances financières. Les migrants de retour et leur ménage avaient souvent de très bonnes connaissances financières. Au contraire, les migrants de retour devraient être dotés des ressources nécessaires pour mettre en œuvre leurs compétences et connaissances financières, telles qu'une aide en espèces et/ou un soutien monétaire non lié. Le soutien devra être ventilé davantage selon le genre et l'âge et adapté à chaque contexte, comme indiqué ci-dessous.

Les recommandations ci-dessous décrivent les mesures spécifiques qui peuvent être prises pour intégrer l'endettement dans la gestion des dossiers de réintégration.

Intégration des plans de gestion de l'endettement dans le cadre de l'approche de gestion des dossiers : améliorer le conseil en matière d'endettement avant et pendant la migration et au retour

L'endettement prolongé peut conduire à des points de basculement dangereux, entraînant ainsi des problèmes de santé et des privations économiques, telles que l'insécurité alimentaire, ou amener les ménages à faire travailler leurs enfants. Par conséquent, les plans de gestion de l'endettement doivent faire partie des conseils avant le départ et

immédiatement après le retour et du soutien à la gestion des dossiers.

Sur la base des pratiques d'endettement à l'échelle mondiale, les plans de gestion de l'endettement (DMP) peuvent permettre aux migrants de retour de se réinstaller dans leurs communautés avant de devoir commencer à rembourser, puis de s'engager à respecter un calendrier de paiement régulier.

- Les DMP constituent un accord informel, qui peut être facilité par les gestionnaires des dossiers de réintégration, entre le migrant de retour, le ménage et les créanciers, destiné au remboursement de dettes qui présente une certaine souplesse reconnue. Une partie du rôle du gestionnaire de dossiers peut consister à aider le migrant de retour à négocier avec les créanciers et à entreprendre une démarche de planification lui permettant de traiter avec les créanciers et d'élaborer un processus de préparation, qui peut être retardé pour ne commencer que plusieurs mois après le retour, afin que le migrant de retour puisse d'abord se concentrer sur la recherche d'une source de subsistance, de logement et d'éducation pour ses enfants, avant de penser aux obligations de remboursement.
- Les DMP – universellement, dans divers contextes, des pays à revenu élevé comme le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord aux contextes en développement – ne sont pas juridiquement contraignants et peuvent être annulés à tout moment. Cependant, ils constituent une option positive lorsque les migrants de retour ont éventuellement besoin de faire appel à un médiateur neutre. Une partie du DMP peut inclure des discussions sur le gel des intérêts et frais sur la dette, si possible.
- Les DMP peuvent permettre au migrant de retour et à son ménage de faire le tri entre les dettes prioritaires et non prioritaires, en cas de dettes accumulées. Les DMP sont utiles en cas de dettes particulièrement coercitives aux montants élevés et lorsqu'il peut y avoir plusieurs sources d'endettement à gérer.

A. Planification financière pour les ménages migrants de retour : Étant donné les répercussions de l'endettement sur les ménages, les membres des

ménages devraient être inclus dans les programmes d'endettement. Cela peut inclure la médiation familiale, des interventions conçues pour soutenir les enfants de ménages endettés et des stratégies de subsistance au niveau du ménage.

B. Soutien spécialisé pour les femmes migrantes de retour endettés : Étant donné que les femmes souffraient de dettes plus coercitives et étaient parfois moins en capacité de faire face à l'endettement, les femmes endettées doivent recevoir un soutien spécialisé, par exemple sous la forme d'une formation spécialisée visant à promouvoir des moyens de subsistance durables. Les femmes peuvent être particulièrement exposées au risque d'endettement prolongé et de misère. Une planification financière rigoureuse avec les femmes ainsi que des négociations avec les prêteurs peuvent aider à réduire l'action coercitive de ces dettes et à augmenter les probabilités de remboursement.

C. Suivi de la scolarité des enfants dans les ménages de migrants de retour endettés : Étant donné que les enfants des ménages endettés sont touchés par les dettes, ils devraient recevoir un soutien spécifique. Des dettes hautement coercitives et prolongées peuvent conduire le ménage à déscolariser et/ou faire travailler les enfants. L'endettement menace donc le bien-être de ces enfants. Un soutien sur mesure, comme la prise en charge des frais de scolarité et du matériel associé, pourrait prévenir l'impact de certaines stratégies d'adaptation négatives sur les enfants.

Renforcer les services sociaux pour prévenir les situations de précarité

La réintégration sociale des migrants de retour peut diminuer à mesure que leur endettement se prolonge. Les services sociaux doivent ainsi être renforcés pour prévenir les situations de précarité.

A. Profilage de la dette et soutien au logement : Étant donné que les migrants de retour ont bataillé pour conserver un logement et remédier à leur endettement, les programmes devraient les aider à faire face jusqu'au remboursement de leurs dettes. Cela peut être mis en place par le biais de contrats

de location spéciaux, d'allocations de logement ou d'une médiation entre propriétaires fonciers. La nature de la dette doit guider l'intervention requise. Par exemple, les dettes garanties via le logement qui n'ont pas été remboursées peuvent pousser les migrants de retour à l'itinérance. Les interventions visant à garantir un logement au migrant de retour et à son ménage doivent donc être prioritaires. Des programmes qui tiennent compte du fait que toutes les dettes ne sont pas identiques produiront des résultats plus percutants.

B. Profilage des dettes et soutien à la santé : Compte tenu de l'impact négatif de l'endettement sur la santé physique et psychosociale des migrants de retour, les interventions devraient renforcer les structures familiales et communautaires positives, car ces réseaux sociaux peuvent soutenir la résilience des migrants de retour. Les campagnes de sensibilisation du public sur l'endettement et la médiation familiale et communautaire sont des exemples de ce type de programmes qui peuvent renforcer la capacité des familles et des communautés à favoriser les opportunités de réintégration durable.



Futures orientations de la recherche

Compte tenu du caractère à plusieurs niveaux de l'endettement et de la réintégration, il est nécessaire de poursuivre les recherches sur l'impact de l'endettement au niveau communautaire, en particulier en ce qui concerne l'accumulation de richesses et l'augmentation des privations de terres. La manière dont cela affecte le lien migration-développement doit également être explorée plus avant. De telles données peuvent être utilisées pour sous-tendre les campagnes de sensibilisation du public sur la rentabilité de la migration financée par l'endettement.

Étant donné que les dettes et l'endettement sont inhérents au phénomène plus large de la migration, la recherche devrait également reprendre l'approche adoptée dans la présente

étude, qui a ancré les expériences d'endettement des migrants de retour dans l'expérience migratoire plus large dans laquelle ils s'inscrivaient. Il est donc important d'ancrer la présente étude dans le contexte plus large de la migration et d'examiner les causes profondes qui sous-tendent la décision de migrer. Celles-ci varient, parfois de manière significative, d'un pays à l'autre, et peuvent aider à mieux comprendre pourquoi les migrants et leur ménage choisissent de s'endetter en premier lieu. Il faudrait veiller à ventiler ces recherches au-delà de la typologie utilisée dans le présent rapport.

RÉFÉRENCES

- Abd Samad, Khairunnisa, Siti Nurazira Mohd Daud et Nuradli Ridzwan Shah Mohd Dali. « Determinants of Household Debt in Emerging Economies: A Macro Panel Analysis. » Edité par David McMillan. *Cogent Business & Management* 7, no. 1 (1er janvier 2020) : 1831765. <https://doi.org/10.1080/23311975.2020.1831765>.
- ADA Microfinance. « Définition du terme Inclusion financière. » Consulté le 24 avril 2022. « Définition du terme Microfinance. » Consulté le 24 avril 2022. « Définition du terme Institution de microfinance (IMF). » Consulté le 24 avril 2022.
- Addo, Fenaba R. et Xing Zhang. 2020. « Debt Concordance and Relationship Quality: A Couple-Level Analysis. » *Journal of Family and Economic Issues* 41 (3) : 405–23. <https://doi.org/10.1007/s10834-020-09687-8>.
- Adesina, Olubukola S. « Modern Day Slavery: Poverty and Child Trafficking in Nigeria. » *African Identities* 12, no. 2 (3 avril 2014) : 165–79. <https://doi.org/10.1080/14725843.2014.881278>.
- Ahairwe, Pamela Eunice et Amanda Bisong. « Supporting Financial Inclusion of Migrants: Actors, Approaches and Avenues to Overcome Challenges. » Centre européen de gestion des politiques de développement (ECPDM), mars 2022.
- Atekmangoh, Christina. *Les Mbengis - Migration, Gender, and Family: The Moral Economy of Transnational Cameroonian Migrants' Remittances*. Bamenda, Cameroun : Langaa RPCIG, 2017.
- Bisong, Amanda. « Return, Precarity and Vulnerability in West Africa: Evidence from Nigeria. » In *Migration in West Africa: IMISCOE Regional Reader*, édité par Joseph Kofi Teye, 211–36. IMISCOE Research Series. Cham : Springer International Publishing, 2022. https://doi.org/10.1007/978-3-030-97322-3_11.
- Brunovskis, Anette et Rebecca Surtees. « Coming Home: Challenges in Family Reintegration for Trafficked Women. » *Qualitative Social Work* 12, no. 4 (2013) : 454–72. <https://doi.org.uaccess.univie.ac.at/10.1177/1473325011435257>.
- Buján, Raquel Martínez. « Gendered Motivations for Return Migrations to Bolivia From Spain. » *Journal of Immigrant & Refugee Studies* 13, no. 4 (2015) : 401–18. <https://doi.org/10.1080/15562948.2015.1030091>.
- Bylander, Maryann. « Borrowing Across Borders: Migration and Microcredit in Rural Cambodia. » *Development and Change* 45, no. 2 (2014) : 284–307. <https://doi.org/10.1111/dech.12080>.
- Carswell, Grace, Geert De Neve et Subramanian Ponnarasu. « Good Debts, Bad Debts: Microcredit and Managing Debt in Rural South India. » *Journal of Agrarian Change* 21, no. 1 (2021) : 122–42. <https://doi.org/10.1111/joac.12365>.
- Cassarino, Jean-Pierre. 2004. « Theorising Return Migration: The Conceptual Approach to Return Migrants Revisited. » *International Journal on Multicultural Societies* 6, no. 2, (2004) : 253 -279
- Clemens, Michael A., Claudio E. Montenegro et Lant Pritchett. « The Place Premium: Bounding the Price Equivalent of Migration Barriers. » *The Review of Economics and Statistics* 101, no. 2 (2019) : 201–13.
- Clemens, Michael A. et Timothy N. Ogden. « Migration and Household Finances: How a Different Framing Can Improve Thinking about Migration. » *Development Policy Review* 38, no. 1 (2020) : 3–27. <https://doi.org/10.1111/dpr.12471>.
- Datta, Kavita. *Migrants and Their Money : Surviving Financial Exclusion*. Bristol, Angleterre : Policy Press, 2012.

- Datta, Kavita et Camille Aznar. « The Space-Times of Migration and Debt: Re-Positioning Migrants' Debt and Credit Practices and Institutions in, and through, London. » *Géoforum* 98 (1er janvier 2019): 300-308. <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2018.07.009>.
- Demirgüç-Kunt, Asli, Leora Klapper, Dorothe Singer, Saniya Ansar et Jake Hess. *Base de données Global Findex 2017 : Mesurer l'inclusion financière et la révolution technico-financière*. Washington DC : Banque mondiale, 2018. doi:10.1596/978-1-4648-1259-0.
- Digidiki, Vasileia et Jacqueline Bhabha. « Returning Home?: The Reintegration Challenges Facing Child and Youth Returnees from Libya to Nigeria. » Agence des Nations Unies pour les migrations, 2019.
- Eshetu Fentaw, Alemu. « Ethiopian Returnee Women from Arab Countries: Challenges of Successful Reintegration. » *African and Black Diaspora: An International Journal* 11, no. 1 (2018) : 33–50.
- Etang, Alvin, David Fielding et Stephen Knowles, « Trust and ROSCA Membership in Rural Cameroon », *Journal of International Development* 23, no. 4 (2011) : 461–75.
- Gardner, Andrew M. « Engulfed: Indian Guest Workers, Bahraini Citizens, and the Structural Violence of the Kafala System. » Dans *The Deportation Regime: Sovereignty, Space, and the Freedom of Movement*, édité par Nicholas De Genova et Nathalie Peutz, 196–223. Durham, Caroline du Nord : Duke University Press, 2010. <https://doi.org/10.1515/9780822391340-009>.
- Gartaula, Hom Nath, Leontine Visser et Anke Niehof. « Socio-Cultural Dispositions and Wellbeing of the Women Left Behind: A Case of Migrant Households in Nepal. » *Social Indicators Research* 108, no. 3 (2012) : 401–20. <https://doi.org/10.1007/s11205-011-9883-9>.
- Gladwell, Catherine, Emily Bowerman, Bryony Norman, Sarah Dickson et Abdul Ghafoor. « After Return: Documenting the Experiences of Young People Forcibly Removed to Afghanistan. » *Refugee Support Network*, avril 2016.
- Grabska, Katarzyna. « Returnee Dilemmas: Dangerous Trousers and Threatening Mini-Skirts. » Dans *Gender, Home & Identity: Nuer Repatriation to Southern Sudan*, 1–27. Eastern Africa Series. Rochester, NY : Boydell & Brewer, 2014.
- Graviano, Nicola, Andrea Götzelmann, Nazanine Nozarian et Anita Jawadurovna Wadud. « Towards an Integrated Approach to Reintegration in the Context of Return. » Genève, Suisse : Organisation internationale pour les migrations (OIM), 2017.
- Green, W. Nathan et Jennifer Estes. « Precarious Debt: Microfinance Subjects and Intergenerational Dependency in Cambodia. » *Antipode* 51, no. 1 (2019) : 129–47. <https://doi.org/10.1111/anti.12413>.
- Guérin, Isabelle et G. Venkatasubramanian. « The Socio-Economy of Debt. Revisiting Debt Bondage in Times of Financialization. » *Géoforum*, 21 juin 2020. <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2020.05.020>.
- Haas, Hein de et Aleida van Rooij. « Migration as Emancipation? The Impact of Internal and International Migration on the Position of Women Left Behind in Rural Morocco. » *Oxford Development Studies* 38, no. 1 (1er mars 2010) : 43–62. <https://doi.org/10.1080/13600810903551603>.
- Heidbrink, Lauren et Michele Statz. « Parents of Global Youth: Contesting Debt and Belonging. » *Children's Geographies* 15, no. 5 (3 septembre 2017) : 545–57. <https://doi.org/10.1080/14733285.2017.1284645>.
- OIM, « Glossaire de la migration ». Genève, Suisse, 2019.
- OIM, « Debt and the Migration Experience: Insights from South-East Asia. » OIM, 2019.

- OIM. « Manuel de réintégration : Conseils pratiques sur la conception, la mise en œuvre et le suivi de programmes d'aide à la réintégration ». Genève : OIM, 2019.
- OIT. « Enquête sur le coût de la migration 2020. Bureau des statistiques du Bangladesh (BBS), 2020. Bangladesh ». 2021. Rapport.
- Bureau régional de l'OIM pour l'Afrique de l'Ouest et du centre. « Sub-Regional Study on the Debt of Migrants Assisted with Voluntary Return and Its Impact on the Sustainability of Reintegration in Countries of Origin », 2020.
- Jucker, Jean-Luc et Jessamy Garver-Affeldt. « A Sharper Lens on Vulnerability (West Africa): A Statistical Analysis of the Determinants of Vulnerability to Protection Incidents among Refugees and Migrants in West Africa. » Mixed Migration Centre, novembre 2020.
- Kar, Sohini. « Relative indemnity: risk, insurance, and kinship in Indian microfinance. » *Journal of the Royal Anthropological Institute* 23, no. 2 (2017) : 302–19. <https://doi.org/10.1111/1467-9655.12608>.
- Kaspar, Heidi. « 'I Am the Head of the Household Now'. The Impacts of Outmigration for Labour on Gender Hierarchies in Nepal. » Dans *Gender and Sustainable Development: Case Studies from NCCR North-South*, édité par Christine Müller and Smita Premchander, 285–303. Berne : NCCR North South, 2006.
- Maharjan, Amina, Siegfried Bauer et Beatrice Knerr. « Do Rural Women Who Stay Behind Benefit from Male Out-Migration? A Case Study in the Hills of Nepal ». *Gender, Technology and Development* 16, no. 1 (1er janvier 2012) : 95–123. <https://doi.org/10.1177/097185241101600105>.
- Majidi, Nassim. « Assuming Reintegration, Experiencing Dislocation – Returns from Europe to Afghanistan. » *International Migration première vue*, no. n/a (2020). <https://doi.org/10.1111/imig.12786>.
- Marius-Gnanou, Kamala. « Debt bondage, seasonal migration and alternative issues : lessons from Tamil Nadu (India) ». *Autrepart* 46, no. 2 (2008) : 127–42. <https://doi.org/10.3917/autr.046.0127>.
- Mayoux, Linda. « Tackling the Down Side: Social Capital, Women's Empowerment and Micro-Finance in Cameroon », *Development and Change* 32, no. 3 (2001) : 435–64.
- Mauss, Marcel. *The Gift: The Form and Reason for Exchange in Archaic Societies*, 2e édition, Londres : Routledge, 2001.
- Meyer, Sarah R., W. Courtland Robinson, Sotheara Chhim et Judith K. Bass. « Labor Migration and Mental Health in Cambodia: A Qualitative Study. » *The Journal of Nervous and Mental Disease* 202, no. 3 (2014) : 200–208. <https://doi.org/10.1097/NMD.0000000000000101>.
- O'Connell Davidson, Julia. « Troubling Freedom: Migration, Debt, and Modern Slavery. » *Migration Studies* 1, no. 2 (1er juillet 2013) : 176–95. <https://doi.org/10.1093/migration/mns002>.
- OCDE. « Interrelations between Public Policies, Migration and Development. » Paris, 2017.
- Oeppen, Ceri et Nassim Majidi. « Can Afghans Reintegrate after Assisted Return from Europe?: Insights from the Project 'Possibilities and Realities of Return Migration ' . » Note de politique, PRIO. Oslo, Norvège : Peace Research Institute Oslo, juillet 2015.
- Ovesen, Jan et Ing-Britt Trankell. « Symbiosis of Microcredit and Private Moneylending in Cambodia. » *The Asia Pacific Journal of Anthropology* 15, no. 2 (2014) : 178–96. <https://doi.org/10.1080/14442213.2014.894116>.
- Samuel Hall et al. « Unprepared for (Re)Integration: Lessons Learned from Afghanistan, Somalia and Syria on Refugee Returns to Urban Areas. » Copenhague : Conseil danois pour les réfugiés, 2019.

- Samuel Hall et l'Université du Sussex. « Mentoring Returnees: Study on Reintegration Outcomes Through a Comparative Lens » 2020.
- Schuster, Caroline E. « The Social Unit of Debt: Gender and Creditworthiness in Paraguayan Microfinance. » *American Ethnologist* 41, no. 3 (2014) : 563–78. <https://doi.org/10.1111/amet.12095>.
- Singh, Ruchi. « Impact of Male Out-Migration on Women Left Behind: A Study of Two Villages in Uttar Pradesh. » *Remittances Review* 3 (16 mai 2018) : 75–92. <https://doi.org/10.33182/rr.v3i1.427>.
- Sjaastad, Larry A. « The Costs and Returns of Human Migration. » *Journal of Political Economy* 70, no. 5 (1962) : 80–93.
- Smales, Philippa. « The New Slave in the Kitchen: Debt Bondage and Women Migrant Domestic Workers in Asia. » Chiang Mai, Thaïlande : Asia Pacific Forum on Women, Law and Development (APWLD), 2011.
- Bureau régional de l'UNICEF pour l'Asie du Sud. « Gender Equality: Glossary of Terms and Concepts, » novembre 2017.
- CESAO. « Moneylenders », 4 janvier 2015.
- Yea, Sallie. « The Art of Not Being Caught: Temporal Strategies for Disciplining Unfree Labour in Singapore's Contract Migration ». *Géoforum* 78 (2017) : 179–88. <https://doi.org/10.1016/j.geoforum.2016.05.003>.

ANNEXE 1 – GLOSSAIRE

Retour volontaire assisté et réintégration

« Soutien administratif, logistique ou financier et à la réintégration aux demandeurs d'asile déboutés, aux victimes de la traite des êtres humains, aux migrants en situation de détresse, aux nationaux qualifiés et autres migrants qui ne peuvent ou ne veulent pas rester dans le pays d'accueil et qui se portent volontaires pour retourner dans leur pays d'origine. »⁹⁵

Pays d'accueil

Un pays d'accueil est le pays vers lequel migre une personne ou un groupe de personnes, que ce soit de manière régulière ou irrégulière. « Dans le contexte des retours, le terme est utilisé par opposition au pays d'origine et comme alternative au pays de destination ou au pays d'envoi pour clarifier l'identification des différents pays concernés. »⁹⁶

Pays d'origine

« Dans le contexte de la migration : pays de nationalité ou d'ancienne résidence habituelle d'une personne ou d'un groupe de personnes qui ont migré à l'étranger, que ce soit de manière régulière ou irrégulière. »⁹⁷

Pays de transit

« Dans le contexte de la migration : pays par lequel transite une personne ou un groupe de personnes pour tout voyage vers le pays de destination ou du pays de destination vers le pays d'origine ou le pays de résidence habituelle. »⁹⁸

Dettes

En termes monétaires, les dettes s'entendent comme la somme de tous les versements de crédit en cours. Cependant, les dettes peuvent aussi être non monétaires. Le soutien non monétaire fourni dans l'espoir qu'il sera remboursé en nature ou en numéraire peut donc également constituer une dette. L'étude comprend l'« endettement » comme tout ce qui constitue un emprunt – qu'il s'agisse d'argent, de services ou de biens – impliquant l'attente d'une, de certaines ou de toutes les parties à la dette que l'argent, le service ou le bien soit remboursé en nature ou en numéraire.

Servitude pour dettes

« Le statut ou la condition résultant du nantissement par un débiteur de ses services personnels ou de ceux d'une personne sous son contrôle en garantie d'une dette, si la valeur de ces services telle qu'évaluée raisonnablement n'est pas appliquée à la liquidation de la dette ou la durée et la nature de ces services ne sont pas respectivement limitées et définies. »⁹⁹

Dimension économique de la réintégration

« La dimension économique couvre les aspects de la réintégration qui contribuent à la réinsertion dans la vie économique et à des moyens de subsistance durables. »¹⁰⁰

Exploitation

« Le fait de tirer profit d'un bien ou d'une personne, en particulier le fait d'exploiter autrui pour son propre bénéfice. »¹⁰¹ Il s'agit d'une définition opérationnelle

95 « Glossaire de la migration » (Genève, Suisse : Organisation internationale pour les migrations (OIM), 2019).

96 « Glossaire de la migration ».

97 « Glossaire de la migration ».

98 « Glossaire de la migration » citant la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (adoptée le 18 décembre 1990, entrée en vigueur le 1er juillet 2003) 2220 RTNU 3, Art. 6(c).

99 « Glossaire de la migration » citant la Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage (adoptée le 30 avril 1956, entrée en vigueur le 30 avril 1957) 266 RTNU 3, art. 1(a).

100 OIM, « Manuel de réintégration : Conseils pratiques sur la conception, la mise en œuvre et le suivi de programmes d'aide à la réintégration » (Genève : OIM, 2019), 13.

101 « Glossaire de la migration ».

utilisée par l'OIM, mais il n'existe aucune définition internationalement reconnue du terme « exploitation ».

Membres de la famille

« Personnes mariées à un migrant ou à un national, ou ayant avec eux une relation qui, selon la loi applicable, produit des effets équivalant au mariage, ainsi que leurs enfants à charge ou d'autres personnes à charge reconnues comme membres de la famille par la législation applicable ou les accords bilatéraux ou multilatéraux applicables entre les États concernés, y compris les non-ressortissants. »¹⁰²

Inclusion financière

« L'inclusion financière est l'ensemble des mesures mises en place pour lutter contre l'exclusion bancaire et financière. Elle englobe toute une gamme de produits et de services financiers et non financiers mis à la disposition des populations pauvres. »¹⁰³

Travail forcé

« Tout travail ou service exigé d'une personne sous la menace d'une peine quelconque et pour lequel ladite personne ne s'est pas offerte de son plein gré. »¹⁰⁴ Cela ne comprend pas les éléments suivants : le service militaire obligatoire, les obligations civiles nationales, le travail résultant d'une condamnation par un tribunal et le travail exigé en cas d'urgence.

Retour forcé

« Acte de renvoyer une personne, contre son gré, vers le pays d'origine, de transit ou vers un pays tiers qui accepte de l'accueillir, généralement effectué sur la base d'un acte ou d'une décision administrative ou judiciaire. »

Genre

« Construction sociale et culturelle, qui distingue les différences dans les attributs des hommes et des femmes, des filles et des garçons, et se réfère donc aux rôles et responsabilités des hommes et des femmes. Par conséquent, les rôles et autres attributs basés sur le genre évoluent au fil du temps et varient selon les différents contextes culturels. Le concept de genre comprend les attentes concernant les caractéristiques, les aptitudes et les comportements probables des femmes et des hommes (féminité et masculinité). Ce concept est utile pour analyser la manière dont les pratiques communément partagées légitiment les écarts entre les sexes. »¹⁰⁵

Approche intégrée de la réintégration

« Le processus complexe et multidimensionnel de réintégration nécessite une approche holistique et basée sur les besoins : une approche qui prend en considération les divers facteurs ayant une incidence sur la réintégration d'un individu, y compris les facteurs économiques, sociaux et psychosociaux dans les dimensions individuelles, communautaires et structurelles. »¹⁰⁶

Endettement

La condition d'être endetté.

Microfinance

« Historiquement, la microfinance fait principalement référence au microcrédit. Un micro-prêt, comme son nom l'indique, correspond à un prêt d'un petit montant destiné prioritairement aux personnes à faibles revenus. »¹⁰⁷

102 « Glossaire de la migration » citant la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (adoptée le 18 décembre 1990, entrée en vigueur le 1er juillet 2003) 2220 RTNU 3, Art. 4.

103 ADA Microfinance, « Définition du terme Inclusion financière. »

104 « Glossaire de la migration » citant la Convention (n° 29) concernant le travail forcé ou obligatoire (adoptée le 28 juin 1930, entrée en vigueur le 1er mai 1932) 39 UNTS 55, art. 2(1).

105 Bureau régional de l'UNICEF pour l'Asie du Sud, « Gender Equality: Glossary of Terms and Concepts », novembre 2017.

106 Nicola Graviano et al., « Towards an Integrated Approach to Reintegration in the Context of Return » (Genève, Suisse : Organisation internationale pour les migrations (OIM), 2017).

107 ADA Microfinance, « Définition du terme Microfinance. »

Institution de microfinance

« Tout comme une banque, une institution de microfinance est un fournisseur de crédit. Cependant, la taille des prêts est inférieure à celle accordée par les banques traditionnelles. Ces petits prêts sont connus sous le nom de microcrédit. Les clients d'une IMF sont souvent des micro-entrepreneurs en quête d'un soutien économique pour lancer leur entreprise. Ce type de clients est considéré comme trop risqué par les banques traditionnelles, car ils ne peuvent pas fournir de garanties réelles et ont tendance à travailler dans le secteur informel de l'économie ».¹⁰⁸

Migrant

« Terme générique, non défini par le droit international, reflétant l'interprétation commune établie d'une personne qui quitte son lieu de résidence habituelle pour une autre destination, au sein d'un pays ou au-delà d'une frontière internationale, temporairement ou définitivement, et pour une multitude de raisons. Le terme comprend plusieurs catégories juridiques bien définies de personnes, telles que les travailleurs migrants ; les personnes dont les types de mouvements sont légalement définis, comme les migrants faisant l'objet d'un trafic illicite ; ainsi que ceux dont le statut ou les moyens de déplacement ne sont pas spécifiquement définis par le droit international, tels que les étudiants internationaux. »¹⁰⁹

Cycle de migration

« Les étapes du processus de migration englobent le départ, dans certains cas le transit par un ou plusieurs États, l'immigration dans l'État de destination et le retour. »¹¹⁰

Prêteur

« Un prêteur est une personne ou un groupe qui propose généralement de petits prêts personnels à des taux d'intérêt élevés. Les taux d'intérêt élevés qu'ils pratiquent sont justifiés dans de nombreux cas par le risque encouru. Ils jouent un rôle actif en prêtant aux personnes ayant moins accès aux activités bancaires, par exemple, des emprunteurs non bancarisés ou sous-bancarisés ou ne présentant pas des dossiers de crédit satisfaisants. Ils prêtent parfois à des gens comme les joueurs et les acheteurs compulsifs souvent victimes de l'endettement. »¹¹¹

Dimension psychosociale de la réintégration

« La dimension psychosociale englobe la réintégration des migrants de retour dans les réseaux de soutien personnel (amis, parents, voisins) et les structures de la société civile (associations, groupes d'entraide, autres organisations et vie civique en général). Cela comprend également le réengagement avec les valeurs, les modes de vie, la langue, les principes moraux et les traditions de la société du pays d'origine. »¹¹²

Réintégration

« Processus qui permet aux individus de rétablir les relations économiques, sociales et psychosociales nécessaires pour préserver le mode de vie, les moyens de subsistance, la dignité et l'inclusion dans la vie civique. »¹¹³

Envoi de fonds

« Transferts monétaires personnels, transfrontaliers ou à l'intérieur du même pays, effectués par les migrants vers des individus ou des communautés avec lesquels ils entretiennent des liens. »¹¹⁴

108 ADA Microfinance, « Définition du terme Institution de microfinance (IMF). »

109 « Glossaire de la migration ».

110 « Glossaire de la migration » citant l'Organisation internationale pour les migrations, Cadre de gouvernance des migrations (2015) C/106/40, 1 ; Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, à la migration et aux droits humains – Améliorer la gouvernance de la migration internationale fondée sur les droits de l'homme (2013) p. 9.

111 Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale, « Prêteurs », 4 janvier 2015.

112 OIM, « Manuel de réintégration : Conseils pratiques sur la conception, la mise en œuvre et le suivi de programmes d'aide à la réintégration », 13.

113 « Glossaire de la migration ».

114 « Glossaire de la migration ».

Résilience

« Dans le contexte des politiques et opérations humanitaires, de développement, de consolidation de la paix et de sécurité, la capacité des individus, des ménages, des communautés, des villes, des institutions, des systèmes et des sociétés à prévenir, résister, absorber, s'adapter, répondre et se rétablir de manière positive, efficace et effective face à un large éventail de risques, tout en maintenant un niveau de fonctionnement acceptable et sans compromettre les perspectives à long terme en matière de développement durable, de paix et de sécurité, de droits humains et de bien-être pour tous. »¹¹⁵

Retour (migration)

« Se réfère de manière générale à l'acte ou au processus de retour. » Cela pourrait être dans les limites territoriales d'un pays, comme dans le cas des personnes déplacées internes (PDI) et combattants démobilisés de retour ; ou d'un pays d'accueil (de transit ou de destination) vers le pays d'origine, comme dans le cas des réfugiés, des demandeurs d'asile et des ressortissants qualifiés. Il existe des sous-catégories de retour qui peuvent décrire le type de retour dont il s'agit, par exemple, le retour volontaire, forcé, assisté et spontané ; ainsi que des sous-catégories qui définissent le type de personnes concernées par le retour, par exemple, le rapatriement (pour les réfugiés). »¹¹⁶

Sexe

« Fait référence à la réalité biologique et physiologique d'être un homme ou une femme. »¹¹⁷

Passeurs

« Personne qui commet ou a l'intention de commettre un délit lié au trafic illicite de migrants », ce dernier pouvant être défini comme « le recrutement de migrants en vue d'obtenir, directement ou indirectement, un avantage financier ou autre matériel, de l'entrée irrégulière d'une personne dans un État partie dont elle n'est ni un ressortissant ni un résident permanent. »¹¹⁸

Dimension sociale de la réintégration

« La dimension sociale concerne l'accès des migrants de retour aux services publics et aux infrastructures dans leur pays d'origine, y compris l'accès à la santé, à l'éducation, au logement, à la justice et aux régimes de protection sociale. »¹¹⁹

Réintégration durable

« La réintégration peut être considérée comme durable lorsque les migrants de retour ont atteint des niveaux d'autosuffisance économique, de stabilité sociale au sein de leurs communautés et de bien-être psychosocial qui leur permettent de faire face aux facteurs de la (re) migration. Une fois parvenus à une réintégration durable, les migrants de retour sont en mesure de faire de leurs décisions migratoires ultérieures une question de choix plutôt que de nécessité. »¹²⁰

Trafiquants

« Toute personne qui commet ou tente de commettre un délit lié à la traite d'êtres humains ou toute personne qui y participe en tant que complice, organise ou ordonne à d'autres personnes de commettre un délit lié à la traite d'êtres humains. »¹²¹

115 « Glossaire de la migration ».

116 « Glossaire de la migration ».

117 « Glossaire de la migration ».

118 « Glossaire de la migration » citant le Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, complétant la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée ([adoptée le 15 novembre 2000, entrée en vigueur le 28 janvier 2004] 2241 UNTS 507) Art. 3(a).

119 OIM, « Manuel de réintégration : Conseils pratiques sur la conception, la mise en œuvre et le suivi de programmes d'aide à la réintégration », 13.

120 Nicola Graviano et al., « Towards an Integrated Approach to Reintegration in the Context of Return » (Genève, Suisse : Organisation internationale pour les migrations (OIM), 2017).

121 « Glossaire de la migration ».

Victime de traite

« Toute personne physique victime de la traite d'êtres humains, que l'auteur soit ou non identifié, appréhendé, poursuivi ou condamné. »¹²²

Retour volontaire

« Le retour assisté ou indépendant vers le pays d'origine, de transit ou un autre pays sur la base de la décision volontaire de la personne migrante de retour. »¹²³

Vulnérabilité

« Dans un contexte de migration, la vulnérabilité est la capacité limitée d'éviter, de résister, de faire face ou de se remettre d'un préjudice. Cette capacité limitée est le résultat de l'interaction unique de caractéristiques et conditions individuelles, domestiques, communautaires et structurelles. »¹²⁴

122 « Glossaire de la migration ».

123 « Glossaire de la migration » citant l'Organisation internationale pour les migrations, Manuel sur le Retour volontaire assisté et la Réintégration (publication interne, non publiée en 2010), p. 10.

124 « Glossaire de la migration ».

ANNEXE 2 – NOTE MÉTHODOLOGIQUE DÉTAILLÉE

Échantillonnage

La collecte de données a été effectuée dans cinq pays (Bangladesh, Cameroun, El Salvador,¹²⁵ Ghana et Iraq) entre mai et juillet 2022. Comme décrit dans le corps principal du rapport, la recherche consistait en : 1) des enquêtes auprès des migrants de retour, 2) des études de cas auprès des migrants de retour et d'un adulte, codécideur du ménage (idéalement) de sexe

différent, 3) des EIC et 4) des EIC programmatiques. Nous avons également mené 10 EIC de cadrage avant la recherche pour éclairer l'approche adoptée par l'étude. Le Tableau 6 fournit des informations détaillées sur les emplacements et la taille de l'échantillon de chaque outil, par pays. Le tableau 1 présente l'emplacement des répondants quantitatifs par pays.

Tableau 6. Échantillon par pays et outil

PAYS	BANGLADESH	CAMEROUN	EL SALVADOR	GHANA	IRAQ
Enquête					
Répondants	104	131	100	105	105
Emplacement	Cumilla, Dhaka, Munshiganj, Shariatpur et Tangail	Douala et Yaoundé	Pays entier	Ashanti, Bono, Bono Est, Centre, Est, Grand Accra, Nord-Ouest et Ouest	Bagdad, Dohouk, Erbil et Sulaymaniyah
Études de cas					
Participants	10	12	8	12	10
Emplacement	Munshiganj	Yaoundé et ses environs	San Salvador et Chalatenango	Kumasi	Dohuk
EIC					
Participants	6		6	5	6
Emplacement	Dhaka	Yaoundé et dans le monde	Le pays entier et dans le monde entier	Accra et Kumasi	Dohuk et dans le monde entier
EIC programmatiques					
	Bangladesh	Mali			
Participants	1	1			

125 Compte tenu de la situation sécuritaire au Salvador, l'équipe de recherche a réduit d'un ménage la taille de l'échantillon qualitatif dans ce pays.

Limites

En raison de l'échantillon et des contraintes rencontrées sur le terrain, l'équipe de recherche a connu des limites importantes. Celles-ci sont intégralement énumérées ci-dessous :

- **Difficultés d'accès aux codécideurs adultes des ménages de sexe différent.** Alors que l'équipe de recherche s'est efforcée de toujours mener les études de cas auprès de personnes de genres différents qui, dans l'étude, étaient toujours identifiées comme des hommes ou des femmes, dans certains cas, les migrants de retour qui ont répondu à l'enquête n'ont pu accorder l'accès à l'équipe de recherche qu'à des participants du même genre. L'équipe de recherche a décidé de poursuivre dans de tels cas. C'est une constatation en soi, car elle s'adressait parfois à des ménages fracturés. Par exemple, quelques hommes migrants de retour au Cameroun et au Ghana ont déclaré que leur conjointe les avait quittés, en partie à cause de l'endettement.
- **Entrer en contact avec les femmes migrantes de retour.** Les femmes interrogées constituaient une proportion plus faible des répondants à l'enquête car elles constituaient souvent un segment plus restreint de la population de retour dans les pays de recherche. L'équipe de recherche a donc rencontré des difficultés pour sonder un large échantillon de femmes migrantes de retour. L'objectif était de 30 par pays. Ce chiffre a été atteint dans tous les pays à l'exception du Ghana et de l'Iraq, où l'équipe de recherche en a interrogé 27 par pays.
- **Problèmes de sécurité en El Salvador.** Le El Salvador connaît une période d'insécurité accrue. En réponse à cela, l'équipe de recherche a décidé de mener huit études de cas plutôt que 10 pour réduire le risque pour les participants à l'étude de cas et pour elle-même.
- **Interviewer des populations à prédominance urbaine et périurbaine.** Pour des raisons logistiques, les études de cas ont eu lieu dans des zones urbaines et périurbaines dans l'ensemble des cinq pays. L'étude des participants qualitatifs est ainsi biaisée en faveur de populations plus urbaines. Cela peut avoir une incidence sur les enjeux signalés. Par exemple, la proximité d'une zone urbaine peut faciliter

l'accès aux services. Ces participants peuvent donc rapporter un nombre moins important de difficultés en matière de réintégration sociale que ceux des zones rurales.

- **Données sur le genre et le sexe.** Lors de la collecte des données, dans tous les pays sauf le El Salvador, l'équipe de recherche a prélevé des échantillons sur les listes de bénéficiaires de l'OIM. Les listes communiquées à l'équipe de recherche contenaient des données sur le sexe plutôt que sur le genre. Compte tenu de la sensibilité des identités de genre dans les pays où la recherche a été menée, l'équipe de recherche s'est donc appuyée sur des données ventilées selon le sexe pour l'enquête et selon le genre pour les études de cas qualitatives. L'analyse de genre dans les données quantitatives repose donc sur des données ventilées selon le sexe. Cependant, dans les contextes nationaux, le genre et le sexe sont étroitement liés à l'expression de genre d'une personne, car il est socialement et culturellement attendu que l'identité de genre d'une personne corresponde au sexe assigné à la naissance. Par conséquent, bien qu'il s'agisse d'une limite, elle n'interdit pas l'analyse de genre.

Informations détaillées sur les outils

La section ci-dessous fournit des informations plus détaillées sur deux outils clés utilisés dans la collecte de données, à savoir l'enquête et les études de cas. Les outils ont été mis à l'essai dans chaque pays et des modifications ont été apportées si nécessaire et recommandées par l'équipe de recherche locale.

Enquêtes téléphoniques

Sur le plan quantitatif, nous avons mené des enquêtes téléphoniques spécifiquement axées sur l'endettement et la réintégration. L'enquête s'est penchée sur le moment auquel la finalité de l'endettement était constituée selon la typologie de l'OIM : types de prêteurs (institutions financières formelles, prêteurs informels, réseaux sociaux, famille et amis, etc.) ; le fait que la dette soit associée à une garantie (par exemple, hypothéquer un terrain ou une maison) ; les modalités de remboursement, en se concentrant particulièrement sur la nature coercitive de

la dette ; et le fait que les migrants de retour estiment devoir encore rembourser leurs emprunts.

Pour évaluer l'influence de l'endettement sur la réintégration durable, des indicateurs clés du questionnaire de la RSS ont été inclus pour chaque dimension – économique, sociale et psychosociale. Cela a permis la

continuité et la cohérence avec les RSS précédemment administrées. Cependant, comme l'enquête devait rester brève puisqu'elle était menée par téléphone, la RSS a été réduite à une mini-version plutôt que présentée dans son intégralité. Le tableau 7 présente les informations de l'enquête selon le genre et l'état d'endettement.

Tableau 7. Données de l'enquête selon le genre et l'état d'endettement

TYPE	BANGLADESH	CAMEROUN	EL SALVADOR	GHANA	IRAQ	TOTAL
Total des répondants	104	131	100	105	105	545 (100%)
Total des répondants de sexe féminin	36 (35%)	35 (27%)	53 (53%)	27 (26%)	27 (26%)	178 (32%)
Ayant emprunté	101 (97%)	84 (64%)	65 (65%)	57 (54%)	86 (82%)	395 (72%)
Ayant emprunté ET devant rembourser (= endetté(e)s)	91 (88%)	82 (63%)	60 (60%)	47 (44%)	82 (78%)	356 (64%)

Modèle W des études de cas individuelles

Les études de cas ont utilisé un modèle W pour recueillir des informations détaillées sur la façon dont les migrants de retour et leur ménage s'endettent tout au long de leur processus de migration et de réintégration.

Le modèle W comprenait trois composants :

- Le modèle W a commencé par une approche cognitive. L'équipe de recherche a incité les répondants à discuter et à présenter leurs définitions de la dette et de l'endettement. Cela a contribué à encadrer la discussion qui a suivi.
- L'équipe de recherche a ensuite dessiné et guidé les répondants à travers deux modèles W.
 - Le premier modèle W couvrait les 12 mois antérieurs au voyage de migration le plus récent et le voyage de migration des migrants de retour, à compter du moment où la dette avait été contractée pour la première fois dans ce laps de temps jusqu'à la période précédant immédiatement le retour.
 - Le deuxième modèle W était plus limité dans le temps et se concentrait uniquement sur la période écoulée depuis le retour du migrant de retour dans son pays d'origine. Cela a ouvert la voie à une conversation axée davantage sur l'influence de l'endettement sur les expériences des migrants et de leur ménage depuis leur retour.

Le tableau 8 présente les données de l'étude de cas selon le genre.

Tableau 8. Participants à l'étude de cas selon le genre et le pays

TIPO	BANGLADESH	CAMERÚN	EL SALVADOR	GHANA	IRAQ	TOTAL
Total des répondants	20	13 ¹²⁶	8	12	10	52
Total des femmes migrantes de retour interrogées	3	1	2	1	5	12 (46%)
Total des femmes interrogées	5	3	5	5	5	23 (44%)

¹²⁶ L'enregistrement d'un participant à l'étude de cas a été détérioré. Par conséquent, l'entretien d'un participant à l'étude de cas n'a pas pu être transcrit et donc analysé. Nous avons donc retiré ce participant de notre décompte global.

ANNEXE 3 – INDICE DE RÉINTÉGRATION SIMPLIFIÉ

Au cours de l'étude, l'équipe de recherche a déployé une RSS en version simplifiée et abrégée pour examiner les résultats de la réintégration des migrants de retour. Compte tenu de la version abrégée de la RSS et de l'inclusion de questions supplémentaires qui n'y figurent généralement pas, un indice de réintégration simplifié

a été créé. Cet indice de réintégration comprenait une normalisation min-max des indicateurs, une agrégation des indicateurs effectuée sous forme de moyennes et des pondérations égales appliquées aux sous-indices économique, social et psychosocial.

Tableau 9. Indicateurs de l'indice de réintégration

DIMENSION	QUESTION
Économique	Détenez-vous, seul ou conjointement, un compte en banque sur lequel vous avez déposé ou retiré de l'argent au cours des 12 derniers mois ?
Économique	Travaillez-vous actuellement ?
Économique	Vous ou votre ménage avez-vous pu économiser de l'argent depuis votre retour ?
Économique	Je vois l'emprunt d'argent plus comme une opportunité que comme un fardeau.
Social	Comment évalueriez-vous le niveau du logement dans lequel vous vivez aujourd'hui ?
Social	Tous les enfants d'âge scolaire de votre ménage sont-ils actuellement scolarisés ?
Social	Détenez-vous au moins un document d'identité ?
Social	Quelle est la qualité des soins de santé à votre disposition ?
Psychosocial	À quelle fréquence êtes-vous invité(e) ou participez-vous à des activités sociales (fêtes, mariages, autres événements) au sein de votre communauté ?
Psychosocial	À quelle fréquence ressentez-vous un fort sentiment d'appartenance à votre communauté actuelle ?
Psychosocial	À quelle fréquence avez-vous vécu des tensions ou des conflits importants avec votre famille depuis votre retour ?
Psychosocial	À quelle fréquence vous sentez-vous triste ?
Psychosocial	À quelle fréquence ressentez-vous de la honte ?



Migrant de retour au Cameroun. © OIM 2022 / Beyond Borders Media

Samuel Hall

Samuel Hall est une entreprise sociale qui mène des recherches, évalue des programmes et conçoit des politiques dans des contextes de migration et de déplacement forcé. Notre approche est éthique, rigoureuse sur le plan académique et fondée sur une expérience directe dans des contextes complexes et fragiles. Nos recherches font entendre la parole des communautés aux acteurs du changement pour des sociétés plus inclusives. Avec des bureaux en Afghanistan, en Allemagne, au Kenya et en Tunisie et une présence en Somalie, en Éthiopie et aux Émirats arabes unis, nous sommes basés dans les régions que nous étudions. Pour de plus amples informations, veuillez consulter le site www.samuelhall.org.

Pôle de Gestion des Connaissances UE-OIM

L'élaboration et la production de cette étude ont été soutenues par le Pôle de gestion des connaissances UE-OIM, qui a été créé en septembre 2017 dans le cadre de l'Action pilote concernant le retour volontaire et la réinsertion durable, financée par l'Union européenne. Le Pôle de gestion des connaissances vise à renforcer l'apprentissage dans le cadre des programmes de retour et de réintégration, et à soutenir l'harmonisation des approches, des processus et des outils dans le cadre des interventions UE-OIM concernant la protection des migrants et la réintégration durable en Afrique et en Asie et au-delà.